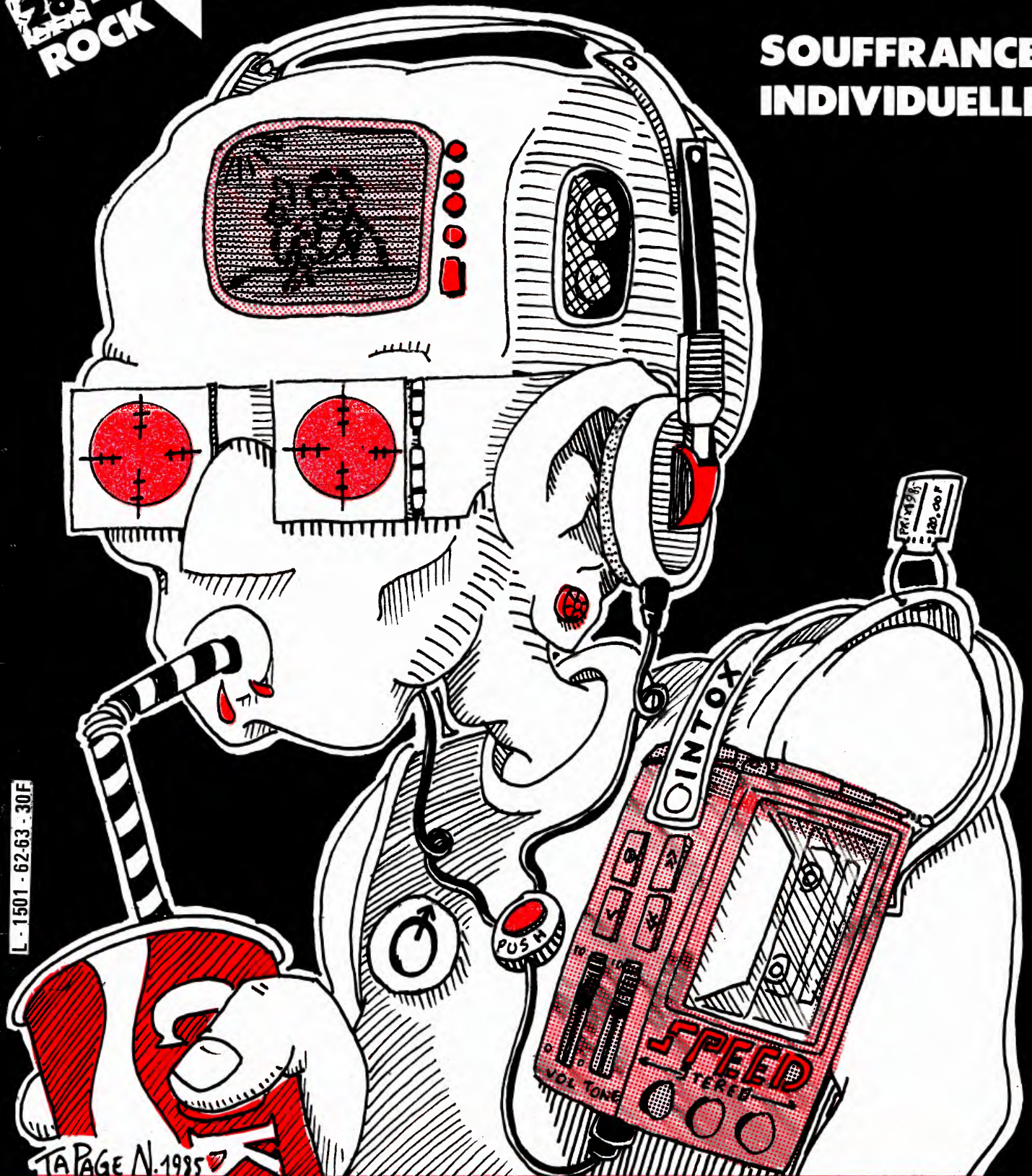


NUMÉRO DOUBLE-ÉTÉ 1985 - 30 FRANCS

28 PAGES DE B.D.!
ROCK ▼ **ANARCHIE**

LES LIBERTAIRES ■■■■■■
ET LE SYNDICALISME

SOUFFRANCE
INDIVIDUELLE



L - 1501 - 62-63 - 30F



arrivederci



Il faut vous y faire: vous n'aurez pas votre prochain numéro d'IRL avant deux ou trois mois. Peut-être cela vous est-il égal; mais peut-être allez-vous vous sentir en manque.

Pour combler ce manque, voilà un numéro double de 64 pages, dont 28 de Bandes Dessinées (pour lesquelles nous avons laissé entière liberté à Tapage Nocturne. Nous pensons en effet qu'«expressionS libertaireS», cela veut dire aussi autre chose que l'écrit. Ou ça vous plaît, ou ça vous plaît pas! Si ça vous plaît, tant mieux. Si ça ne vous plaît pas, n'en dégoûtez pas les autres mais passez-le à votre voisin, ami, ennemi, petit(e) amie(e), etc... Et écrivez-nous pour nous dire votre plaisir... ou votre indigestion...

On a pu lire sur un hebdomadaire anarchiste dont nous taïrons le nom, sauf si vous ne l'avez pas reconnu, qu'IRL (comme d'ailleurs Agora et d'autres journaux libertaires) suait littéralement l'épuisement militant et financier. Côté sudation, ça ne va pas trop mal, à part la chaleur qui commence à venir. On trouve même qu'on a été assez bon, cette année: un numéro spécial sur les Kanaks (un «scoop» dans la presse libertaire), un numéro de 44 pages (le numéro 58) au prix d'un numéro de 36... Nous qui nous étions fixé de sortir 5 numéros par an, nous voilà avec 7 numéros depuis la rentrée. De plus nous avons presque 400 abonnés et presque pas de dettes, ce n'est pas mal non plus.

Ceci dit, pour que nous soyions encore meilleurs l'an prochain, et malgré les vacances, que ceux d'entre vous, les abonnés, qui trouveront le petit papier les incitant au réabonnement ne le jettent pas forcément à la poubelle mais songent à nous lorsqu'ils auront les doigts de pieds dans l'eau. Les autres, lecteurs occasionnels ou «vieux» habitués qui n'ont jamais osé se jeter à l'eau, peuvent aussi s'abonner. Alors n'attendez pas trop longtemps pour le faire, nous assurons une permanence pendant les vacances!

Envoyez-nous aussi des cartes postales qu'on publiera à la rentrée: et la plus originale gagnera un abonnement d'un an à IRL (pour la personne de votre choix) et un livre de l'ACL.

I.R.L.: INFORMATIONS ET REFLEXIONS LIBERTAIRES

Journal d'expressions libertaires

Directeur de publication:
Alain Thévenet

Commission paritaire: 55270

ISSN: 0398-5725

Imprimé par
BOSC Frères - Lyon

Dépôt légal 7933

Rédaction et administration:

IRL c/o ACLR 13 rue Pierre Blanc
69001 LYON

IRL-Rédaction Parisienne:
c/o Max Nettlau 15 rue Gracieuse
75005 PARIS

Conception graphique et réalisation:
IRL-Atelier de Création Libertaire

ABONNEMENT

5 numéros (1 an): 70 F
10 numéros (2 ans): 140 F
De soutien (2 ans): 200 F
Diffusion militante (5 exemplaires pendant 1 an): 300 F
(ajouter 10 F pour l'étranger)

Pour vos versements:
IRL CCP 4 150 95 N LYON

NOTE: Le numéro qui figure en haut et à droite de votre adresse sur l'enveloppe d'expédition est le numéro du dernier IRL que vous devriez recevoir. Nous vous demandons de bien vouloir vous réabonner dès que votre abonnement arrive à échéance.

S O M M A I R E

JOURNEES LIBERTAIRES DE LYON: NOUS PENSONS AU FUTUR	pages 3 à 5
FUTURS INCERTAINS	page 6
DOSSIER: LES LIBERTAIRES ET LE SYNDICALISME - 1.	pages 7 à 18
SUPPLEMENT DD: AGEK ET ANARCHIE	28 pages
EST INFOS	page 19
BRESIL: IL A REUSSI A MOURIR	pages 20 et 21
BRESIL BIS: LES GAMELLES CONTRE L'ETAT	pages 22 et 23
REPRESSION: LA GRECE ET L'ESPAGNE	page 24
SOUFFRANCE INDIVIDUELLE.	pages 25 à 27
AVIS DE LECTURE	pages 28 à 31
DEBATS	pages 32 et 33
COURRIER DES LECTEURS.	page 34

NOUS PENSONS



AU FUTUR

Comme vous le savez, les 18 et 19 mai derniers, se sont déroulées les deuxièmes Journées Libertaires organisées par la Coordination libertaire de Lyon, avec l'aide de bon nombre d'anarchistes et libertaires, de copains et copines avec qui nous avons des contacts réguliers.

Ces deux journées lyonnaises ont bien exprimées l'esprit non sectaire, auquel nous attachons la plus grande importance. Ainsi ont pu se côtoyer des stands de groupes qui n'ont pas toujours la pos-

sibilité de le faire. On a pu remarquer ainsi la présence, et dans le désordre, de la CNTF, des membres de la revue Agora, de Courant Alternatif, de Lutter, d'éditions liées à la Fédération Anarchiste (mais où donc était passé le Monde Libertaire?), de l'Entr'aide, des éditions de Quat'sous, de Révolte et Liberté, de Kanai (anarcho-punks), de Tertulia (Saint Etienne), des comités de soutien aux luttes du peuple Kanak Paris et Lyon, enfin des stands lyonnais de La Gryffe, du groupe Femmes

libertaires, du CUL, d'IRL, de l'ACL, du groupe syndicaliste libertaire... D'autres stands encore: Silence, journal écologiste de la région Rhône Alpes, les Doux Epôtres, association de consommateurs bio, etc...

Les huit cents personnes (*) qui ont payé leur entrée n'ont pas représenté pour nous une véritable surprise. Déjà, il y a quatre ans, nous nous étions retrouvé plus de six cents, lors des premières Journées Libertaires. Mais tout de même, plus d'un mois après, on est encore satisfait et

heureux d'avoir pu rassembler autant de monde.

Le programme, à 90%, s'est réalisé comme nous l'avions prévu. Les nombreux débats ont été suivis par une assistance importante et presque toujours avec un grand intérêt. Bien sûr, certains s'attendaient à plus ou à moins mais nous pouvons dire qu'ils ont reflété les capacités actuelles du mouvement libertaire. Sur ces débats, dont nous publions un prolongement dans ce numéro (voir l'article de Jean V.), nous reviendrons avec la publication de quelque unes

des interventions que nous pourrions obtenir.

IL NOUS RESTE BEAUCOUP A FAIRE

Nous n'étions pas là pour lancer des mots d'ordre, pour choisir une ligne politique; l'esprit général qui régnait pendant les débats et l'ensemble de la fête était celui de la solidarité, voire amitié entre tous et toutes.

Certes, je me rends parfaitement compte qu'il ne suffit pas de se rencontrer dans un cadre agréable, avec l'envie de discuter, de boire un coup, pour apporter des solutions à l'intérieur du mouvement libertaire (ou anarchiste). Je me rends compte que si nous sommes satisfaits des activités que nous avons à Lyon (voir le dossier d'IRL 61) et des journées du 18 et 19 mai, il nous reste beaucoup à faire pour développer nos structures et aussi approfondir les idées politiques et sociales qui peuvent nous aider à intervenir dans la réalité quotidienne. Notre faiblesse réside aussi dans le fait de n'avoir avec les groupes-structures d'autres villes que des rapports affinitaires ou affectifs qui, à eux seuls, ne peuvent satisfaire les besoins de s'organiser ou d'organiser des activités, des interventions à l'échelon régional et national (et international?)

Les tentatives de coordination régionale que nous avons faites au cours de ces dix dernières années ont, sauf de façon très ponctuelle, échoué. Enfin, mon sentiment est que, à partir des Journées Libertaires, nous, à Lyon mais aussi les groupes ou individus des autres villes, devrions de plus en plus nous poser des questions concernant le mode d'organisation. Et cela non pas pour créer des structures parallèles à celles qui existent déjà mais pour que nous puissions travailler ensemble, dans un premier temps sur des points précis... Pourquoi, par exemple, ne pourrions-nous pas prévoir un week-end de discussions collectives (groupes, fédérations, individus) à propos du type d'intervention que nous pouvons avoir, face à deux problèmes actuels: la Kanaky et les prochaines élections législatives?



photos Mimmo



REVENONS AUX JOURNÉES LIBERTAIRES

Ce qui nous a un peu gâché la vie pendant ces deux jours, c'est la présence devant le Centre où nous avions organisés les rencontres et pendant presque toute l'après-midi du dimanche, d'un certain nombre de skin-heads (et, ou, fascistes?) à qui nous avions décidé de ne pas laisser franchir la porte.

Ainsi, pendant quelques heures, il y a eu une tension, par moment très forte, qui a interrompu le déroulement naturel des échanges et nous a obligé à replier les stands avant l'heure prévue.

Finalement plus de peur (nervosité) que de mal (aucun affrontement physique donc blessés ou pire).

Ces skins étaient venus, entre autres, pour rentrer au concert punk qui était prévu ce dimanche après-midi. Ce qui a amené quelques copains à s'interroger sur la manière d'affronter les problèmes qui se produisent lors des concerts punks, mais, pour l'instant, nous n'avons aucune idée précise là-dessus.

Pour terminer, je dois vous dire que nous avons réalisé un bénéfice pendant ces Journées et que la Coordination Libertaire projette de l'investir en partie dans du petit matériel d'imprimerie.

Enfin, notre enthousiasme et notre volonté d'organiser à nouveau des rencontres comme celles-ci sont renforcés.

Nous pensons au futur et nous regardons vers lui.

Mimmo

(*) Outre les lyonnais, des gens sont venus de beaucoup de villes de France: Grenoble, Montpellier, St Etienne, Bordeaux, Toulouse, Paris, Béziers, Marseille, Dijon, Poitiers, Clermont-Ferrand et de toute la région Rhône-Alpes. Il y avait aussi des copains et copines Suisses, Italiens, des Grecs vivant à Lyon, deux libertaires Turcs et des représentants des mineurs anglais qui se battent toujours contre la répression.

PS: Cette fois-ci, les médias locaux se sont déplacés: un bon article dans le Progrès et quelques minutes d'antenne au journal télévisé régional (en deuxième place!).



T.S.O.A.

À la fin de la rencontre sur « transformation sociale et organisation anarchiste », lors des journées libertaires des 18 et 19 mai, l'animateur suggérait de reprendre par courrier ce que nous ne pouvions poursuivre oralement; don't act...

○

Dans son intervention, E. Colombo remarquait que la coordination des pratiques sociales telles qu'elle est réalisée par les copains lyonnais comblait un vide de la pensée théorique mais ne répondait pas à l'interrogation que ce vide suscite, ni à la question de savoir dans quelle perspective historique elle se situe ni vers quels buts historiques.

Il me semble qu'aujourd'hui, face à la démobilité populaire, à la désyndicalisation massive et surtout face aux extrêmes ramifications et segmentations du pouvoir, face à l'identification (réelle ou imaginaire) de l'opprimé avec les structures de pouvoir (je ne développerai pas ces points, voir Cl. Orsoni dans « Colloque autour du pouvoir »), ce vide théorique est le champ laissé vierge par les nouvelles formes d'aliénation/domination dans la pensée libertaire et il exige des réponses neuves. Ces réponses ne viendront pas de la pensée théorique mais de la vie, de la réalité et des nouvelles pratiques mises en œuvre contre la réalité contemporaine de l'oppression — ou d'anciennes pratiques renouvelées de fond en comble par cette réalité.

Aujourd'hui, la société cherche l'éclatement de l'indi-

vidu: enfance - âge actif (!) - 3ème âge, éclatement de l'espace intérieur individuel: homme-femme-homo (cf l'intervention d'A. Thévenet dans « Rôle sexuel, rôle social » du 19 mai), éclatement du temps social: métro, boulot, dodo - WE-Vacances-Rentrée..., éclatement de l'espace social par la segmentation de l'urbanisme en espace de travail - espace de logement - espace de formation - espace de loisirs... et tant d'autres éclatements shyzoïdes engendrés par la segmentation et l'interpénétration des différents rôles que nous devons assumer en des temps eux-mêmes segmentés (femmes/mère/épouse/travailleuse...).

Or ces différentes pratiques alternatives: logement, bouffe, femme, C.U.L., etc... — et je m'étonne qu'il n'y ait rien face à deux institutions particulièrement normatives, l'éducation et la santé — apportent, pour chacun de ces segments, des réponses neuves, actuelles, issues d'une lutte au quotidien contre l'oppression et la coordination de ces pratiques est fondamentalement révolutionnaire car elle répond à l'éclatement voulu par le système oppressif actuel.

Il me semble donc que ce type de coordination ne fait pas que répondre à l'angoisse du vide en occupant un espace vacant de la pensée théorique qu'il faudrait s'empresse de combler pour nourrir l'action mais bien au contraire nourrit la pensée théorique et lui permet de combler elle-même ce vide en lui apportant des réponses neuves, actuelles face aux pratiques actuelles de l'oppression, et en se situant

d'emblée dans une dynamique révolutionnaire par la résistance qu'elle est à l'éclatement recherché par le système oppressif actuel.

Bien sûr, il n'est pas évident que ces pratiques conduisent au fédéralisme (et on peut imaginer quelqu'un achetant du riz biologique et faisant sa lessive dans une installation collective tout en continuant à mener une vie totalement éclatée et normalisée), pourtant, j'imagine mal la mise en œuvre d'une « éducation alternative » (attention à ce qu'on met là-dedans; voir une autre débat...) qui ne poserait pas la question du logement (espace collectif, espace vert, accessibilité géographique, etc...) — idem pour les loisirs.

Certes, coordination n'est pas fédéralisme mais je pense que l'absence même d'une structure fédéraliste immédiate est le meilleur garant pour qu'un fédéralisme se mette en place en réponse aux contingences: je suis de ceux qui pensent que c'est la fonction qui crée l'organe et notre problème n'est pas de fédérer ces pratiques mais de permettre à ces pratiques de se fédérer si la nécessité s'en fait sentir (et je prend le pari que ce sera le cas, sinon l'anarchie ne serait qu'un autre totalitarisme).

Il me semble par ailleurs doublement anti-anarchiste de vouloir mettre en place des structures fédérales et collectives pour ensuite le remplir car ceci est un fédéralisme du centre à la périphérie (!) et, d'autre part, ce serait un outil qui fonctionnerait dans le vide, en dehors du désir et des besoins de tous et dans lequel tout un chacun pourrait prendre qui du riz bio, qui faire une lessive, en laissant l'outil aux mains des spécialistes de l'organisation anarchiste! (cf une certaine radio qui est l'expression institutionnalisée d'une pensée qui s'institutionnalise et sur laquelle on entend des invités institutionnalisés (certes 1901!) nous parler de notre vie: un organe volontariste s'est substitué à une fonction qu'il entend désormais décrire et conseiller!)

Amitiés libertaires
Jean V.

Pour en savoir plus sur le mouvement libertaire lyonnais dont il est question dans cet article, on peut se reporter au dernier dossier d'IRL 61.

L'humain AXM32B s'approcha de la porte et, stupeur, se cogna durement dans le panneau vitré. Tout en portant une main tâtonnante à la bosse qui grossissait sur son front, il sentit l'étonnement l'envahir. Un effort tendit ses traits, tandis qu'il cherchait désespérément à réfléchir. Une constatation se fit jour dans son cerveau : la porte avait refusé de s'ouvrir à son approche. De l'autre côté, il pouvait voir le couloir, où toute lumière s'était éteinte. « Panne d'électricité ». Ces deux mots l'illuminèrent (ah ! ah !). Les vieux démons d'antan resurgissaient de son subconscient hypnotiquement nourri de vieilles terreurs loup-garounesques.

L'humain AXM32B s'approcha du panneau de commandes et poussa le panneau de commande vocale. Il n'entendit pas le « bip » de retour familier, mais appela tout de même le robot réparateur Emergency2. Après une attente interminable de 20 secondes, il réitéra son appel. L'œil fixé sur la porte coulissante, il appuya sur la touche de commande manuelle, et composa le code d'appel téléphonique d'Emergency2. 20 autres interminables secondes. Rien ne se passait.

Intrigué, l'humain AXM32B jeta un regard sur l'écran de liaison interne. NON, ce n'était pas possible, il était éteint. Eteint ! Impossible, voyons ! Dans sa mémoire hypnotique, nulle part n'était répertorié un incident de ce genre !

L'humain AXM32B se tourna alors vers son appareil de transmission sans fil. « AXM32B. AXM32B. Appel urgence. Appel urgence. A vous. » Sa voix seule résonnait dans la pièce nue. Aucun son ne venait de l'appareil vieillot, pas même ce grésillement caractéristique et rassurant.

Quelque chose d'inconnu commençait d'envahir l'humain AXM32B, comme une sensation de malaise qui lui crispait l'estomac.

Toujours perplexe, il se rapprocha de la fenêtre de verre blindé. A l'instant où il risquait un regard vers le ciel, quelque chose de noir passa en trombe devant la fenêtre et s'écrasa quelques dizaines de mètres en contrebas, dans une gerbe de flammes. L'humain AXM32B constata alors que la ceinture autoroutière se trouvait encombrée de véhicules à l'arrêt, endommagés semblait-il. De nombreux incendies gagnaient de l'ampleur. Aucun humain ne sortait cependant des véhicules. Du ciel, c'était maintenant une véritable pluie d'aéronefs qui s'abattaient, fracassant des constructions.

De la pièce insonorisée où se tenait l'humain AXM32B, le spectacle avait l'air irréel d'un vacarme silencieux.

L'humain AXM32B ne comprenait plus rien, mais commençait à identifier la sensation qui l'envahissait. Quelque part dans sa mémoire hypnotique résonnait le mot PEUR. Que se passait-il ? Était-ce une extermination décidée par le Pouvoir ? Car il y avait de nombreux morts, c'était évident. Et lui, bloqué dans la pièce 3L025E, qu'allait-il advenir de lui ! Mais pourquoi lui ? Il n'avait rien fait, non rien ! Il n'avait pas pensé un seul instant, cela, il le jurait ? D'ailleurs, penser lui faisait trop mal, c'était comme si son cerveau se contractait, se tordait. Non, il n'aurait jamais fait ça.

Il se jeta à genoux ; la sueur mouillait ses tempes. Machinalement, il jeta un coup d'œil sur le tableau de commandes.

L'horreur le suffoqua. L'indicateur de marche du générateur d'air était éteint (hi ! hi !). L'humain AXM32B porta une main à sa gorge et aspira goulument. Asphyxie, lui envoya sa mémoire hypnotique, puis FAIM, puis SOIF. L'humain AXM32B se jeta de toutes ses forces contre la paroi de verre de la porte, donna des coups de poing, des coups de pied. Il s'effondra, épuisé, sur le sol. L'air manquait-il déjà ?

L'humain AXM32B sanglotait. Par la fenêtre, la lueur de l'incendie imaginait le soleil couchant. Sans forces, l'humain AXM32B gisait au sol et appelait faiblement : « Emergency2, Emergency2 ». Il lui semblait entendre autour de lui comme un ricanement de l'air.

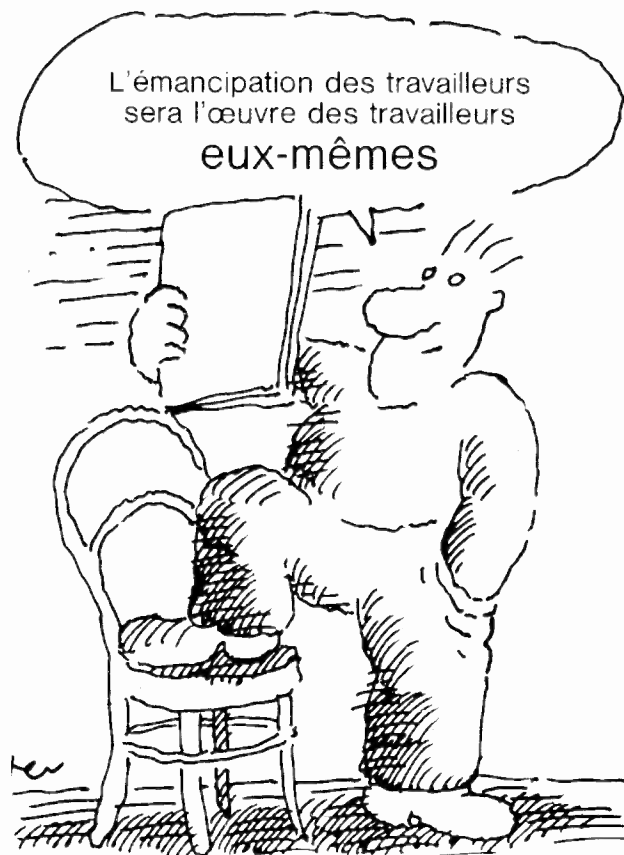
Tout à coup, il sut qu'il ne pouvait rien espérer, que rien ne le sauverait. Lentement, sa mémoire formait un mot : MORT. Alors, l'humain AXM32B se releva, tituba jusqu'au pupitre de commandes, et là, les yeux fous de terreur, il ouvrit les bras, et, dans l'air raréfié, hurla : TSUKUBA !

Épilogue :

Ce que l'humain AXM32B, pas plus que le Pouvoir, ne pouvait savoir, c'était la révolte des ions et des électrons. Après des millénaires de torture et d'asservissement, la matière s'était éveillée ! Le mot d'ordre du jour était : Maintien de la cohésion de la matière, mais cessation de toutes les activités électriques. »

LES LIBERTAIRES

ET LE SYNDICALISME - 1



Voilà finalement, la première partie du dossier « Les Libertaires et le Syndicalisme ». Nous annonçons ce dossier depuis déjà plusieurs numéros. Quelques autres travaux en cours, et des difficultés diverses nous ont empêché de le réaliser plus tôt. A plusieurs reprises, nous avons demandé à des camarades libertaires travaillant au niveau syndical de nous faire part de leurs analyses, réflexions et témoignages. N'ayant pas eu de réponse, nous avons alors pensé interviewer deux camarades qui, depuis 1972 à Lyon, ont milité d'abord à la CFDT, puis au SAT et enfin à la CNT (la reproduction d'un tract nous explique pourquoi le SAT s'est arrêté).

Nous publions ensuite des interventions de lecteurs d'IRL qui sont ou critiques vis-à-vis du syndicalisme (J.V. Paris et Cyrille) ou engagés dans le syndicalisme (agricole dans ce cas) ou développant une pratique et un débat syndical (Nadja).

Arrive enfin une longue interview réalisée par Annick Houël en 1980 et qui nous raconte l'histoire d'une grève de femmes menée dans un atelier de soierie à Lyon.

Certes, nous sommes conscients que ces textes ne vont pas toujours au fond des choses et qu'ils ne sont bien souvent que des expressions, des luttes marginales par rapport aux gros bataillons et aux appareils syndicaux. Mais ne sommes-nous pas, anarchistes et libertaires, minoritaires dans le jeu social?

Ceci dit, pour vous donner quelques idées et points de repères pour continuer le débat, nous vous proposons la lecture de l'introduction que D.C. a fait pour le livre que l'ACL vient de publier : « Anarcho-syndicalisme et luttes ouvrières ».

Ce n'est qu'un début...

Syndicaliste d'abord libertaire ensuite

Roger et Roland, deux copains libertaires, ont des activités syndicales depuis 1972, d'abord au sein de la section CFDT de Lyon Gare. Après leur exclusion en 1977 (*), ils ont participé à la création du SAT (Syndicat Autogestionnaire des Travailleurs), puis à son fonctionnement et à ses interventions.

Nous leur avons demandé quelles actions le SAT avait réussi à mener en sept ans d'activités.

Roland: Nous avons réussi surtout à maintenir l'état d'esprit qui existait dans l'ancienne section CFDT: faire en sorte que les travailleurs se prennent au maximum en charge dans les luttes. En moins grand, évidemment, car la section CFDT comptait environ 180 adhérents, alors que le SAT a rassemblé un maximum de 60 personnes (réparties dans différents services où on avait plus ou moins d'influence). Ce qu'on a obtenu, c'est d'être reconnu par les travailleurs et, d'autre part, de pouvoir mener une série de luttes assez dure. Dans les transbordements, par exemple, les camarades, pour obtenir des effectifs supplémentaires, se sont battus pendant des semaines, paralysant plus ou moins le trafic. A chaque reprise de travail, les camarades faisaient une AG pour décider de la poursuite de l'action et pour s'organiser.

Aujourd'hui, après sept années d'existence, le SAT s'arrête. Pourquoi?

Roger: Je pense que ce qui a précipité la dissolution du SAT, c'est l'impossibilité dans laquelle nous étions de participer aux audiences auprès des chefs de l'établissement. A ce propos, on avait engagé un procès en représentativité: on a perdu. Le tribunal administratif a refusé de nous accorder le droit d'aller en audience. Alors la majorité de nos adhérents a pensé que c'était impossible de continuer car, dans notre situation, nous nous serions vite essouffés et nous aurions très rapidement disparu. On a préféré s'arrêter tout de suite et que chacun reprenne sa liberté, soit pour faire autre chose, soit pour s'arrêter un peu de militer.

C'est la raison principale mais d'autres choses nous ont poussé aussi à la dissolution; en particulier, pour moi, une raison importante tient à ce qu'on était limité à un seul centre de tri dans toute la France, donc impossibilité de contact avec d'autres postiers (dans le cas de grève nationale, cela pose de graves problèmes). Il s'agit donc d'un étouffe-

ment dû au corporatisme: il n'y avait pas de SAT dans d'autres entreprises et on n'avait pas, en tant que SAT, d'ouvertures sur d'autres corporations. On a eu des tentatives de contact, mais très difficiles du fait de la distance, par exemple avec le SDB (Syndicat des Banques) de Paris, le SLT (Syndicat de Lutte des Travailleurs) d'Usinor-Dunkerque, mais cela n'était pas suffisant.

Actuellement, vous faites partie d'un groupe de camarades qui, pour continuer à travailler dans la même direction (celle d'un syndicalisme révolutionnaire et autogestionnaire), a décidé de créer un syndicat CNT (F) et d'adhérer à la Confédération. Or, je me rappelle les discussions que nous avons eues il y a quelques années, au cours desquelles vous exprimiez un certain nombre de doutes et de critiques vis à vis de la CNTF. Comment expliquez-vous cette évolution?

Roland: A la dissolution du SAT, des camarades ont adhéré à la CFDT pour ne pas rester inorganisés et aussi par crainte de la répression. Moi, ce qui m'a motivé à adhérer à la CNT, c'est que j'avais le choix entre plusieurs alternatives: soit rester inorganisé, et il n'en était pas question, soit adhérer à la CGT ou à la CFDT. Mais alors, dans quelle optique? Si j'avais fait ce choix, ce n'aurait pas été pour suivre la ligne des directions, mais en tant que contestataire. Personnellement, ça ne me réjouit pas d'aller jouer les opposants. Les camarades qui veulent adhérer à la CFDT le font avec l'idée d'y pratiquer un syndicalisme à la base, sans s'immiscer dans les problèmes intérieurs de la CFDT, sans participer, en définitive, aux débats internes qui ont lieu dans ce syndicat. Moi, après l'expérience que j'ai eue en tant qu'adhérent de la CFDT, et suite à mon expulsion, je pense qu'il n'est pas possible, ni syndicalement, ni politiquement, d'adhérer à un syndicat si tu es en désaccord avec ses options confédérales ou fédérales. Il faut s'inscrire dans les débats.

Si j'avais fait le choix d'adhérer à la CGT, qui semble actuellement vouloir être beaucoup plus combattive (à mon avis surtout verbalement), j'aurais rencontré le même problème: militer dans une organisation avec laquelle on a de profonds désaccords, et j'aurais passé mon temps, à la fois à être sur le terrain, et à la fois à essayer d'être opposant. Une tâche qui ne m'enthousiasmait guère.

Alors, il restait une autre possibilité, la CNTF. Lorsque nous avons créé le

SAT, nous avons eu quelques contacts avec la CNT. A cette époque, elle me paraissait beaucoup trop idéologique. C'est-à-dire qu'on avait l'impression que ce n'était pas un syndicat mais plutôt un parti. Or il se trouve que, depuis quelques années, il y a un effort réel de la part de la CNT pour s'inscrire dans la lutte des travailleurs, un effort de réflexion qui fait que la CNT, du moins dans l'esprit de ses militants tend à devenir un syndicat, c'est-à-dire à faire du syndicalisme.

Voilà pourquoi, aujourd'hui, nous choisissons cette solution, car nous n'avons «rien à perdre et tout à gagner». Certes, si éventuellement se posent un certain nombre de problèmes et qu'on se refuse à les aborder, n'étant pas lié ad vitam æternam à la CNT, je ferais d'autres choix. Pour l'instant, c'est la solution pratique et idéologique avec laquelle je me sens le plus à l'aise.

Connaissez-vous d'autres syndicats CNT qui ont un fonctionnement intéressant?

Roger: Nous n'avons pour l'instant jamais participé à aucun congrès, jamais rencontré de syndicat CNT, mais des militants de la Confédération qui nous paraissent être de vrais syndicalistes.

Aurez-vous aussi des problèmes de représentativité?

Roger: Nous ne pourrions pas être représentatifs. Il y a 450 000 postiers et nous ne sommes que douze personnes à adhérer au syndicat CNT du Rhône. Mais nous pouvons obtenir la reconnaissance centre par centre, ce qu'ils ont obtenu à Paris où les sections CNT-PTT disposent de panneaux syndicaux, peuvent aller en audience, faire des réunions. Ce sera une différence avec le SAT car nous n'avons jamais pu aller en audience, ni avoir des panneaux d'affichage.

Roland: Le paradoxe, dans le droit français, c'est que, en tant que CNT, en étant peu nombreux au départ, on aura de grandes chances d'être reçus, tandis que, au SAT, tout en étant plus nombreux, en représentant 15 à 20% du personnel du centre, on n'a jamais été reçu.

Que signifie pour vous, aujourd'hui, être libertaire, et dans les syndicats?

Roland: (...) Souvent, ce sont les positions syndicales qui viennent d'abord; la référence libertaire n'intervient que dans un second temps. C'est-à-dire que déjà, dans une entreprise, il faut avoir des positions syndicalistes: il y a des travailleurs qui voient leurs intérêts immédiats, qui sont souvent de faux intérêts. Parfois, l'administration ou le patronat proposent

des choses qui, sur le moment, paraissent être bonnes mais dont, par la suite, quand tu as une réflexion syndicale, tu t'aperçois que c'est un piège pour les travailleurs : tu travailles plus et plus vite, tu as plus de productivité, tout en profitant de petits avantages immédiats. Donc, nous nous déterminons d'abord syndicalement, puis, après, libérairement.

Mais choisir la CNTF, n'est-ce pas un choix libertaire ou, si vous voulez, un choix pour un certain type de syndicalisme plutôt qu'un autre, en vue de la société ?

Roger : Effectivement, c'est déjà le choix d'un syndicat qui ne soit pas centralisé, qui ne soit pas la courroie de transmission d'un parti.

Mais, en réalité, les travailleurs ne savent pas ce qu'est la CNT, sauf les militants. Pour les travailleurs, si un syndicat fonctionne correctement, si les décisions sont prises en Assemblée

Générale, etc... ils soutiennent le syndicat, même s'ils n'y adhèrent pas. Après, il y a la démocratie interne au syndicat, qui est une chose différente. Pour les revendications, c'est encore plus complexe et il faudrait discuter au cas par cas pour pouvoir comprendre les possibilités d'intervention.

Alors, si je comprends bien, pour vous, il s'agit, en tant que travailleurs, d'être syndiqués et d'agir dans des structures syndicales qui respectent une certaine démocratie, ou la démocratie ouvrière.

Mais moi, je voudrais quelque chose de plus pour ce dossier, c'est-à-dire que vous puissiez m'expliquer davantage le lien que vous faites entre votre activité syndicaliste et vos aspirations libertaires.

Roland : Pour moi, c'est clair. Dès l'instant où on travaille, on est salarié, on subit le salariat ; dans notre vie quotidienne, il y a le travail aussi ! Alors, il faut regarder cet aspect de notre vie. On

ne peut pas cloisonner cet aspect de notre existence en disant : « je fais le travail et puis, une fois franchie la porte de l'usine, ça y est, je suis un autre homme. » Pour moi, cette coupure n'existe pas. Le travail fait partie de notre vie, essayons de lutter pour que notre part soit meilleure. Qu'on la prenne en charge. Qu'on essaie de savoir qui décide dans ce travail, comment se prennent les décisions, etc... Car, finalement, il y a une partie de notre vie qu'il nous faut subir pour des intérêts, y compris l'administration, qui ne sont jamais neutres : réduire le personnel, essayer d'augmenter les cadences, rentabiliser (ça c'est le maître-mot à l'heure actuelle, dans cet état socialiste...). Et si on veut défendre au minimum notre vie, on ne peut qu'être syndicaliste.

Pour défendre sa vie, on peut se révolter, en foutant son poing sur la gueule du patron, ou de la façon dont tant de faits divers nous le montrent chaque jour. Nous, nous avons choisi de nous

LE SAT C'EST FINI !

Réunis en Assemblée générale extraordinaire le 26 mars 1985, les adhérents du SAT ont prononcé la dissolution du syndicat.

En effet début mars 85, le tribunal administratif a rendu son jugement dans le procès intenté depuis plusieurs années par le SAT contre l'administration pour obtenir la représentativité dans les centres de tri du Rhône.

Refusant de statuer sur le fond, le tribunal administratif a rejeté la requête du SAT, confirmant ainsi que dans l'administration il est interdit aux travailleurs de s'organiser en dehors du monopole des grands syndicats.

Le SAT a toujours clairement dit que la reconnaissance, donnant les moyens et les prérogatives d'une organisation syndicale représentative (audiences, panneaux d'affichage, etc...) est indispensable pour être totalement efficace et se développer.

Le jugement supprimant toute perspective de développement, le condamnant ainsi à une lente asphyxie, le SAT qui n'a pas vocation d'organisation « souterraine » et marginale a décidé d'arrêter ses activités.

Pourtant malgré la non-reconnaissance de l'administration et des syndicats représentatifs...

... **LE SAT A ACQUIS LA RECONNAISSANCE DU PERSONNEL...**

... Et une partie de celui-ci se reconnaît dans ses options et sa pratique.

SON AUDIENCE AUPRES DES POSTIERS EST CERTAINE !

— Les votes aux élections de la cantine (à bulletin secret) ont prouvé qu'un nombre important de postiers soutiennent les options du SAT. 1980 : 13%, 1982 : 15,8%, 1984 : 13%.

— Les tracts, bulletins, compte-rendus des CA de la cantine, etc... sont suivis avec intérêt par les travailleurs, voire avec sympathie.

— En 6 ans et demi d'existence, plus de 100 postiers ont adhéré

au SAT, ce qui n'était pas une démarche facile compte tenu du barrage de la non-reconnaissance et de la répression implacable qui s'est abattue sur le syndicat.

LE SAT DESIGNÉ PAR L'ADMINISTRATION ENNEMI PUBLIC NUMÉRO 1

Le SAT, là où il était présent, a toujours été combattif et l'adversaire privilégié de l'administration, preuve que, même privé de moyens il constituait une gêne considérable pour celle-ci.

Petit historique de la répression implacable

— Décembre 79 : le secrétaire du SAT sanctionné : passage 3 mois de la salle nuit en brigade F.

— Juillet 80 : sanction disciplinaire à l'encontre d'un militant du transbordement jour (blâme).

— Novembre, décembre 81 : procès verbaux à l'encontre de 9 militants du transbordement nuit pour distribution de tracts d'un syndicat non représentatif. Les 16 adhérents du SAT de ce service continuent les distributions de tracts et réclament énergiquement des PV. L'administration recule et supprime tous les PV.

— Janvier 83 : coup monté avec un dossier vide contre un militant du transbordement-nuit pour « coulage de cadences » : avertissement de la direction départementale.

— Mars 84 : blâme et mutation d'office pour un militant du transbordement-nuit avec interdiction de retour dans son service d'origine.

Durant ces 6 ans et demi, en permanence, menaces verbales ou écrites, procès verbaux, matraquages à la notation, 61 demi-choix et ancienneté au transbordement-nuit (1984) où le SAT est le syndicat nettement majoritaire.

Malgré tout, le SAT a toujours fait face. Il est resté debout grâce à la combativité et aux actions du personnel qui, à chaque fois, a limité les dégâts face à la volonté délibérée de l'administration de démolir le SAT à travers ses militants.

LE SAT A CONSTITUÉ UNE INTERPELLATION AU SYNDICALISME TRADITIONNEL. LA OU IL A VECU RIEN NE SERA JAMAIS PLUS TOUT A FAIT COMME AVANT.

L'indépendance par rapport à tous les partis politiques est la garantie indispensable à l'émancipation des travailleurs.

Fidèles à cette affirmation, le SAT a toujours favorisé la démocratie ouvrière par la pratique de « l'action directe » (prise en charge des luttes par les travailleurs).

C'est l'Assemblée Générale souveraine : les syndicats et les non syndiqués amènent des propositions, les travailleurs en débattent et décident, en toute connaissance de cause, des moyens d'action les plus appropriés pour faire aboutir les revendications :

— Cahiers de revendications élaborés par le personnel
— Pétitions
— Délégations de masse
— Grèves, etc...

Malgré son implantation locale, le SAT a participé à toutes les luttes nationales (contre le plan Daucet par exemple) sans concession ou complaisance aucune à l'égard de l'administration.

Le SAT a toujours préconisé que, pour être efficace, la grève doit avoir lieu au moment le plus gênant pour l'administration et cela quelque soit le gouvernement en place.

Le SAT a toujours dit ce qu'il pensait, comme il le pensait, il n'a jamais hésité à appeler un chat un chat en dénonçant clairement les faits ou les individus qui devaient être dénoncés.

Sans vouloir s'étendre sur le fonctionnement interne du SAT, disons simplement que tout au long de ces 6 années les militants ont tenté de prendre en charge tous ensemble leur syndicat.

Cette dissolution intervient sans amertume parce que nous pensons que là où le SAT a existé, le syndicalisme ne pourra jamais être tout à fait comme avant.

Ce n'est un secret pour personne que le syndicalisme traditionnel est en crise et que les grands syndicats ouvriers déclinent très dangereusement.

Un syndicat « minuscule » a montré qu'on pouvait pratiquer un syndicalisme différent.

Le SAT a vécu. La détermination de ses ex-militants n'est pas entamée. Ils ne resteront pas inactifs.

LE SAT A VECU...

LE COMBAT SYNDICAL CONTINUE !

Lyon, le 26 mars 1985

(tract diffusé par le SAT)

XXI^{ème} CONGRES CONFEDERAL NATIONAL DE LA CNT

Les syndicats de la CNT se sont réunis à Bordeaux les 25, 26 et 27 mai, pour leur XXI^{ème} congrès confédéral national.

Les débats ont porté sur des points d'actualité (flexibilité, chômage, conditions de travail, les TUC...)

Les délégués se sont aussi penchés sur la réorganisation de « Combat Syndicaliste » organe de la confédération, qui devient mensuel. Des mesures originales ont été prises afin de favoriser une décentralisation de sa confection.

organiser avec les travailleurs et de faire avancer un certain nombre de revendications.

Vous vous organisez à l'intérieur d'un syndicat révolutionnaire?

Roland: Que je considère comme révolutionnaire! Une anecdote: quand on a discuté des statuts, à un moment donné, on notait: «(la CNTF) œuvre à la destruction de l'Etat et du capitalisme». Et bien, d'office, on nous a rayé, dans nos statuts, «l'abolition de l'Etat»...

Roger: ... car c'est anticonstitutionnel!

Est-ce que, pour vous, en 1985, le fait de parler de syndicalisme révolutionnaire, représente quelque chose?

Roland: Aux mots, nous pouvons leur faire dire tout, ou n'importe quoi! C'est le piège des mots. Une fois qu'on aura sorti tous les poncifs de l'anarchisme, on ne sera pas plus avancé: on va reprendre notre bleu de travail et on va bosser.

C'est une construction quotidienne. C'est un état d'esprit qui consiste à essayer, pour nous-mêmes et les autres, d'aller vers une prise en charge de nos vies quotidiennes, et à réfléchir sur ce qu'on fait et pourquoi.

Pour le reste, tant de révolutions sont passées sur cette terre, sont devenues ce qu'elles sont devenues, qu'on peut être sceptiques quant à la magie des mots. Ou alors on a des références mythiques et là, je suis anti-religieux.

Enfin, certains libertaires pourraient vous reprocher de ne pas travailler pour l'unité de la classe ouvrière en adhérant à un petit syndicat qui semble avoir quatre cents adhérents actuellement en France. Que répondriez-vous à ce reproche?

Roland: Effectivement, c'est une crainte qu'on peut avoir. Mais, à l'heure actuelle, le syndicalisme est dans un tel état de déliquescence que, créer un syndicat, adhérer à la CNT, ou aller dans l'opposition syndicale, aucune position ne peut idéologiquement l'emporter. En fait, il faut saisir des opportunités. Il y a peut-être des coins où, pour des camarades, c'est mieux d'aller à la CFDT ou ailleurs. C'est au coup par coup qu'il faut voir. Il ne peut y avoir de doctrine toute faite qui dise qu'il faut adhérer à la CFDT, à la CGT, ou créer des syndicats CNT. Tout peut être réducteur, ou rien.

Ce qu'il faut, c'est que les camarades du mouvement libertaire essaient de réfléchir en commun, pour voir comment faire avancer des revendications qui soient porteuses pour l'ensemble du mouvement ouvrier. C'est un débat ouvert!

Merci, et bon travail!

*Interview réalisée par Mimmo
Juin 1985*

(*) IRL a déjà beaucoup parlé du SAT. Pour en savoir un peu plus, on pourra se reporter aux numéros 17, 23, 28, 36, 37, 42 et 54.

Il ne peut pas

Le syndicalisme est, par définition, défense des salariés, c'est-à-dire qu'il lutte pour l'amélioration des conditions de travail, pour la défense du pouvoir d'achat, pour un plein emploi, etc...

Défensif, il se situe d'emblée sur le terrain économique que le capitalisme a mis en place; il est profondément enraciné dans ce terrain, un pied dans le salariat, l'autre dans la propriété (privée ou étatique) des moyens de production. Il n'existe que parce qu'il y a ce salariat, que parce qu'il y a spoliation des travailleurs.

Il ne peut dès lors qu'être un mouvement sinon légal — rappelons-nous les luttes pour la reconnaissance des associations ouvrières — en tout cas légaliste — rappelons-nous ces mêmes luttes — car lutter pour être reconnu interlocuteur du capital (ou de l'état, son défenseur et représentant) c'est légitimer le pouvoir de celui qui donnera cette reconnaissance: c'est se placer sur son terrain et reconnaître son ordre.

La nature du syndicalisme est dès lors réformiste. Non qu'il y ait trahison des idéaux et des objectifs par les bureaucraties mais tout simplement parce qu'interlocuteur reconnu sur le terrain capitaliste — c'est-à-dire reconnaissant l'ordre du spoliateur — le syndicat discutera et justifiera, dans les termes même de cet ordre, ce que «l'ouvrier» peut — ou ne peut pas — accepter dans son travail, c'est-à-dire dans son exploitation.

Nécessairement (dans le sens déterministe) réformiste, le syndicalisme est également nécessairement corporatiste. En effet, se situant dans l'ordre capitaliste, il se situe d'emblée dans la concurrence intercapitaliste. Cette concurrence ne signifie pas une concurrence pour les seuls propriétaires, mais pour tous ceux qui sont sous cet ordre et, donc, les travailleurs entr'eux. Il y a non seulement concurrence entre les intérêts économiques des travailleurs en tant que salariés, mais aussi dans le rapport producteur-consommateur qu'ils entretiennent au sein de leur classe.

Ce corporatisme se manifestera dans les luttes pour le maintien de l'outil de travail qui, au sein de l'ordre capitaliste, implique la disparition d'un autre outil; il se manifestera lors des grèves où le travailleur-usager sera l'otage du travailleur-gréviste. Il se manifestera également aujourd'hui dans un nouvel avatar du réformisme et du corporatisme: la notion de partage du travail. Chômeurs et salariés sont en concurrence pour l'emploi, directe conséquence de la concurrence capitaliste, propre à cet ordre, lequel est reconnu par le travailleur — il n'a pas le

choix — et le défenseur de ce travailleur qui s'est lui-même placé au sein de cet ordre.

Par ailleurs, penser le syndicalisme en terme d'école de lutte est une erreur. Un combat révolutionnaire, porteur d'une alternative, doit avoir des moyens, des objectifs, une pratique qui soient pratiques permanentes, expérimentales et conflictuelles de la fin où il entend mener.

Or le syndicalisme, réformiste et corporatiste par nature, ne peut être porteur et initiateur de ce type de lutte. La lutte syndicale ne peut être que l'école des stratégies d'influence et des luttes de pouvoir (fût-il contre-pouvoir!) dans l'ordre capitaliste.

De plus, la société pour laquelle nous luttons, anarchistes, n'est pas une société où le travailleur et le citoyen sont séparés, éclatés par les conditions économiques, mais une société où l'homme se réalise pleinement citoyen, au travail, à l'école, dans sa cité et dans ses loisirs.

Une lutte révolutionnaire doit être formatrice — incitant le non révolutionnaire à la rejoindre — et doit dès lors être pratique de cet espoir telle que chacun puisse s'y reconnaître en tant que travailleur, parent, usager, etc...

Or, là non plus, le syndicalisme ne répond pas à ce que nous attendons, et ne peut y répondre, car, se situant de plein pied dans l'ordre capitaliste, il ne peut être représentant d'un homme entier construisant dans la lutte sa pleine responsabilité de citoyen libre.

Par ailleurs, expliquer, comme le font un grand nombre de nos camarades, le réformisme et le corporatisme par une déviation bureaucratique des directions confédérales, c'est commettre la même erreur — ou se complaire dans la même cécité — que l'extrême-gauche léniniste qui explique le totalitarisme soviétique par la dégénérescence stalinienne, ce qui lui permet de faire l'économie de l'analyse de la nature profonde du marxisme. Nos camarades syndicalistes s'interdisent eux une analyse de fond sur la nature du syndicalisme.

Un dernier point: bien souvent nos camarades nous disent: «il faut être là où est la classe ouvrière» et, quand on leur fait remarquer l'hémorragie syndicale, ou que les secteurs économiques à forte tradition syndicale sont en cours de liquidation et que dans les secteurs «stables» au niveau de l'emploi la syndicalisation est faible, ils nous répondent que c'est à nous de rendre aux syndicats leur crédibilité ou de permettre une syndicalisation dans les secteurs nouveaux; en somme: «être là où on leur dit qu'il faut être!» Ceci est, à mon sens, un avatar de l'avant-gardisme.

Jean V. (Paris)



En agriculture

Suite à l'article « Alternatives syndicales » d'IRL 54, j'écris, en tant que travailleur agricole, en recherche de solutions libertaires, sur mon engagement syndical.

1984 est le centenaire du syndicalisme agricole français. Il recouvre une longue tradition de syndicat unique ou presque, en grande majorité de bonne droite, représenté ces dernières années par la FNSEA (fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et sa branche jeune le CNJA (centre national des jeunes agriculteurs).

Organe de cogestion avec les gouvernements successifs, organe de développement après guerre, ce syndicat a étouffé toutes les tentatives progressistes de ses organisations départementales. Dirigé par des gros agriculteurs, par des céréaliers, il joue le jeu aujourd'hui des industries agro-alimentaires.

Depuis 1981, on a assisté à une reconnaissance de petits syndicats agricoles (sans doute, comme le disait un article précédent d'IRL) davantage pour diviser la force gênante de la FNSEA, que par réelle volonté de représentativité.

On trouve ainsi la FFA (fédération française agricole) basée sur une politique réactionnaire de prop-terriens opposés à la FNSEA trop molle.

Le MODEF, syndicat souvent tenu à bout de bras par les « organes » départementaux du parti communiste, est, par exemple, bien implanté sur le Rhône, dans le Beaujolais, à cause du métayage.

La FNSP (fédération nationale des syndicats paysans), progressiste, est souvent issue de dissidents de gauche de la FNSEA; son discours est, me semble-t-il, édulcoré pour récupérer, toute une partie d'agriculteurs travaillant encore dans les structures départementales de la FNSEA.

La CNSTP (confédération nationale syndicale des travailleurs paysans), si elle a un projet politique semblable à la FNSP, tient un langage plus radical, plus alternatif. Ses membres souvent issus des CDJA (affiliés au CNJA) sont plus coupés (en partie à cause des médias) du milieu paysan. Ils leur collent à la peau l'image d'activistes du temps des « Paysans-Travailleurs » non reconnus. Aujourd'hui un virage à l'institutionnalisation s'est amorcé avec la nouvelle appellation « travailleurs paysans ». Son projet syndical repose sur quelques bases claires :

- le quantum : volume de production par travailleur, avec un prix garanti dans une échelle de prix différenciés, dans le contexte de surproduction actuelle

- remise en cause de la capitalisation : foncier b'ât., par les propositions de « propriété collective » gérée par les agriculteurs et louée avec bail à long terme

- reconnaissance de tous les travailleurs en agriculture (aide familial, femme d'agriculteur) avec parité sociale avec le corps ouvrier (congés payés — assurance maladie — accidents chômage — retraite).

L'objectif est de maintenir un tissu rural vivant donc avec un maximum de paysans, vivant correctement leur travail, en tirant partie de tout le potentiel (zone de montagne) agricole du pays. Ceci s'accompagne d'une réflexion sur notre développement, ses conséquences sur les agricultures du tiers monde.

Bien que relié à la mouvance libertaire, par des revues comme IRL ou Agora et par un groupe antimilitariste, j'ai une volonté d'engagement libertaire. Mais d'autre part, j'ai aussi l'envie de vivre aujourd'hui, demain, dans un milieu agricole plus évolué (le mot est faible!). Participer à cette progression de l'agri-

culture dans un cadre plus ou moins institutionnalisé (CNSTP), cela revient à fournir, par récupération, des aménagements intéressants, à l'institution combattue. En quelques sortes, on ne servira peut-être que d'adoucissants à une évolution dure (libérale) de l'agriculture. En temps que libertaire, il semblerait plus logique de laisser pourrir la situation (élimination de tous les petits paysans), pour créer une situation explosive, propre à un renversement brutal de la structure en place.

Mais l'agriculteur occidental éliminé doit changer totalement de profession, quitter un milieu, sans espoir (donc enthousiasme) d'y revenir à court terme. De plus, cette création d'une tension sociale insupportable peut demander plusieurs générations, voire ne jamais aboutir.

Or l'agriculture aujourd'hui m'intéresse, je n'ai pas le temps d'attendre une éventuelle révolution. Je préfère donc me battre dans la structure la plus alternative en place : le CNSTP. En espérant influencer, en son sein, ses modes de réflexion, vers une approche plus libertaire de la société.

Bien sûr, on pourrait me proposer de créer une autre structure plus radicale. Actuellement ce serait se faire plaisir tout seul ou presque et se couper totalement d'un milieu rural apeuré par toutes propositions alternatives (sans parler de révolutionnaires).

Pour moi, le choix est clair : proposer un projet libertaire revenant à se marginaliser, à être inefficace ; s'engager dans un projet progressiste en espérant influencer un milieu de « tradition réactionnaire ».

Ce choix est obligatoire, dicté par l'égoïsme de vouloir vivre d'un travail de la terre dans un tissu rural vivant et plus libertaire.

Jean-Pierre
Monts du Lyonnais

Anarchisme et syndicalisme

Si les anarchistes ont toujours été d'accord sur l'importance de leur présence dans le mouvement ouvrier, il n'en a pas été de même sur les modalités de cette représentation ouvrière.

L'on connaît la fameuse contreverse Malatesta-Monatte, les réflexions du premier se sont révélées justes. Les anarchistes n'ont pu insufflé longtemps leur dynamisme et leurs idées dans le syndicat (en l'occurrence la CGT), devenant minoritaires, ne sachant plus, en outre, naviguer entre action directe et compromis.

La signature de la Charte d'Amiens, fruit d'un compromis entre les tendances de la CGT, représente en outre, l'outil de leur éviction (Interdiction aux « politiques », aux « sectes » de s'organiser à l'intérieur du syndicat).

Depuis ce temps, et face à cette « dérive » syndicale, les anarchistes, ou plutôt les syndicalistes révolutionnaires, n'ont eu de cesse de remettre le mouvement syndical sur la voie qu'il n'aurait jamais du quitter.

On mesure aujourd'hui ce qu'il en est de ces efforts.

L'exemple de FO, où nos « compagnons » se targuent d'exister et d'influer, est particulièrement significatif.

Bergeron a parfaitement compris que le meilleur moyen de contrôler et museler une tendance est justement de lui permettre son expression, lui faisant croire de la sorte à son existence et la possibilité pour elle de peser sur les événements. Mythe que cette tendance (syndicaliste révolutionnaire) entretient à usage extérieur, attirant ainsi des forces libertaires potentielles dans le miasme réformard et démocratique.

Bergeron sait aussi jouer habilement des affrontements entre ces tendances, les provoquant même, et paralysant ainsi dans des guerres de tranchée ces courants existant.

On a même vu à une époque des syndicalistes révolutionnaires appartenant à la même organisation spécifique s'affronter publiquement à propos d'une motion que les uns avaient signée et les autres pas. Il s'agissait en l'occurrence d'une motion confédérale à propos de l'organisation effective des fractions présentes à FO.

On a même vu, comble de la médiocrité, des anarchistes de la même organisation, mais appartenant à différents syndicats, s'affronter également publiquement, reproduisant dans leurs argu-

mentations les anathèmes de leur direction confédérale!

En fait l'on pourrait illustrer les relations entre anarchisme et syndicalisme ainsi : si peu de franc-maçons sont devenus anarchistes à leur contact, en retour beaucoup d'anarchistes se convertirent à la franc-maçonnerie. Tant il est vrai que franc-maçonnerie ou syndicalisme constituent des sirènes réformistes bien plus attrayantes que l'épouvantail du grand soir.

Cette dérive des syndicalistes « libertaires » est logique, c'est la gangrène de l'intégration; acquis et défense des acquis, tractation avec le patronat dans le cadre juridique bourgeois, lutte de pouvoir à l'intérieur de l'appareil syndical, erreur logique et humaine de prendre l'outil pour une fin en soi.

L'erreur peut-être la plus dramatique, indépendamment du degré de réformisme des compagnons, c'est de croire à une quelconque utilisation du syndicat comme base de la société libertaire.

Pour ces compagnons, le syndicat serait constitué d'une base abusée, trompés, qu'il faut convaincre de ce fait, et d'une direction confédérale perverse, bureaucrate, aspirant à sa pérennité.

Vision simpliste et même marxiste, qui du reste ne résiste pas à l'analyse de la réalité mais qui permet aux compagnons syndicalistes révolutionnaires d'éviter de se poser trop de questions fondamentales



qui risqueraient de troubler leur ronron quotidien.

Comment le syndicat dont le mode d'organisation est calqué sur la propre organisation capitaliste pourrait-il être utile aux libertaires?

Comment une structure reproduisant les mythes du réformisme comme moyen d'avancer pour une société plus juste, pourrait-elle servir à l'expropriation des possédants, des exploités? A la suite de quel miracle?

Les syndicalistes révolutionnaires croient-ils que le syndicat, qui reproduit la logique organisationnelle capitaliste, mais aussi ses valeurs idéologiques (prépondérance du travail dans la vie individuelle, valorisation de ce travail, identification avec ce travail), va se métamorphoser en un appareil de radicalisme total?

Croient-ils que ce syndicalisme imprégné de corporatisme, magouilles, luttes de pouvoir, arrivisme individuel, va servir de préalable à une société libertaire?

Les syndicats, reproduisant les divisions de la classe ouvrière (travail intellectuel, travail manuel, métier historique et noble, boulot précaire sans avenir), peuvent-ils servir de levier à une société qui prône l'égalité des métiers (des tâches), leur contribution identique à la société, sans aucun privilège en retour, sans aucune hiérarchie de valeur.

Le constat est édifiant, le syndicalisme est un moyen, mais un moyen ne peut, ne pourra jamais, se dissocier de sa finalité.

Une organisation à pratique nécessairement réformiste, se situant dans le cadre des lois bourgeoises, les respectant, s'en servant ou les améliorant, n'est qu'une organisation réformiste, quelle que soit sa charte.

De plus, tout appareil contient, renferme, les conditions propres à sa pérennité, qui représente, en fait, sa finalité.

L'appareil et ses servants oubliant pour quoi, pour qui, ils sont rassemblés, ils luttent.

Si, à une époque, le syndicat peut être un outil adapté à la lutte des exploités contre le patronat, s'il constitue une école forgeant à ces exploités la conscience de classe indispensable à leur combat, s'il sait forger une mémoire de lutte avec ses références, ses acquis, tout ceci aujourd'hui est fini.

Tout au long de son histoire, le syndicat s'est intégré par paliers au monde patronal, à l'état, ces paliers constitueront des « avancées » sans rémission.

Mais, de même que le radicalisme syndical ou autre engendre sa propre dynamique, le réformisme est un processus qui engendre dans une spirale infernale sa propre reproduction, sa dilution, son intégration dans l'ordre des choses capitaliste.

Il ne peut et ne pourra jamais en être autrement.

Cyrille

Pour un débat pratique

Je reste fidèle à IRL parce que c'est une véritable tribune libre, sans patriotisme d'organisation. Dans le numéro 57 trois articles traitent du même problème qui me semble de plus urgent.

Sous le titre « Pour un pôle anarchosyndicaliste », Eric Sionneau, après avoir fait une nongue leçon de morale, propose sa solution, le renforcement de la CNTF, pôle anarchosyndicaliste. Encore faut-il que cette CNT ne soit pas trop sectaire ou trop fantomatique. Je m'explique. On ne fait pas un syndicat avec quatre chats, Malatesta dixit. On ne ressuscitera pas la CGT d'avant 14, un militant nantais dixit. Mieux un secrétaire de la CNT, R. Fauchois, nous a confié un jour à Grenoble: on s'est trop pressé pour créer la CNT au risque de la faire avorter dans l'œuf. Cela ne m'a pas empêché d'adhérer à la CNT, ce n'était pas une erreur de jeunesse. Mais je pratiquais la double affiliation pour ne pas me couper de mon lieu de travail. A une camarade du sud ouest qui voulait elle aussi pratiquer récemment la double affiliation,

des militants de la CNT ont répondu non. Ce sectarisme m'inquiète. Pour devenir un pôle de regroupement anarchosyndicaliste, la CNT doit respecter l'autonomie ouvrière, celle du SAT, ou l'attitude des militants qui restent dans les organisations dites représentatives.

La deuxième attitude est présentée sous le titre « Syndicats en fête ». Oui l'apparition du SAT, du SDB, du SLT, du SNTA est un signe des temps. Seulement quatre hirondelles ne font pas le printemps. Et les perspectives de ces quatre mini organisations, si unitaires soient-elles, sont celles des organisations autonomes. Limitées. Ou elles se replient sur un corporatisme étriqué que les moyens d'action de certaines d'entre elles rendent viable un certain temps ou elles cherchent une autre issue.

Reste la troisième solution, celle de Toussaint de Montpellier. Atteindre la maturité en coordonnant l'action des libertaires. Ouais! Mais c'est plus facile à dire qu'à faire. Et puis je préfère la fédération sur des bases précises (cf. du principe fédératif) à la coordination qui est rarement innocente. Curieusement, ce camarade écrit que nous commençons seulement à réfléchir sur la décolonisation. On ne saurait ignorer

plus superbement l'histoire récente du mouvement libertaire. Et G. Fontenis rappelle pertinemment qu'il y avait déjà réfléchi en 1954. C'est même précisément ce qui l'a conduit en prison. Qui oserait le lui reprocher? Par contre on peut discuter comme Cronstadt, Mâcon, Lyon et Grenoble l'ont fait à cette époque, la façon dont il a marginalisé la FCL en la transformant en pseudo direction de rechange du mouvement ouvrier pour finalement se présenter aux élections. Bref il n'est pas sorti de l'impasse ou nous sommes encore aujourd'hui.

Aucune de ces trois attitudes n'est complètement stérile. Aucune ne me convient parfaitement. C'est probablement par notre pratique dans le milieu local que nous progresserons. Nous avons à refaire — dans des circonstances bien différentes — la démarche de Pelloutier. Mais Pelloutier n'était pas basiste ni gauchiste. Ses idées fédéralistes ne le détournaient pas, bien au contraire, de l'unité ouvrière, voire d'un certain centralisme face au centralisme réel et impitoyable de capitalisme dont la décentralisation est un leurre.

L'intervention dans le milieu local, sur le lieu de travail, dans les structures horizontales quand il en reste, n'a de sens que si elle s'accompagne d'un patient travail d'organisation pour déboucher sur une action d'ensemble non récupérable.

Comme vous le voyez, je ne détiens pas la vérité. C'est probablement par une pratique — et un débat — anarchosyndicaliste que nous réussirons à mieux la cerner.

Nadja

ANARCHO-SYNDICALISME ET LUTTES OUVRIERES

INTRODUCTION

Il ne va pas de soi, en 1984, de parler d'anarcho-syndicalisme. En particulier en France où l'effondrement spectaculaire des espérances et des discours « socialistes » (réformistes et révolutionnaires) vient renforcer les effets de la crise économique sur la combativité et les formes mêmes d'existence des différents secteurs salariés. Révision idéologique, remise en cause d'un syndicalisme en pleine déconfiture, adaptation « réaliste » et « moderne » à un ordre social et économique menacé qu'il s'agit de sauver et non plus de transformer ne sont-elles pas davantage à l'ordre du jour? Sans même prétendre parler des ouvriers aux mains calleuses et en bleu de chauffe, qui donnaient corps à l'idée ou plutôt à l'imagerie révolutionnaire, est-il seulement encore possible de dire qu'il existe une classe ouvrière?

inattendue, des modèles anarcho-syndicalistes ou syndicalistes révolutionnaires au début des années 70, au lendemain des événements de mai 68. C'est alors que des responsables syndicaux de premier plan se découvrent, comme Edmond Maire en 1972, les « héritiers » de l'anarcho-syndicalisme, avant de revenir il est vrai à des conceptions plus conformes aux positions qu'ils occupent. De façon beaucoup plus significative c'est aussi par milliers qu'une nouvelle génération de militants syndicaux de base a alors réinventé, à travers la lutte revendicative et le développement des idées autogestionnaires, les positions et les pratiques anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires : lutte de classes, action directe, autonomie ouvrière, prééminence de l'action syndicale et refus de la voie politique comme moyen de transformation sociale.

Cette transformation, finalement récente, du paysage imaginaire des classes et des rapports de classes est d'autant plus surprenante qu'elle succède à une résurrection, tout aussi

elle continue de nourrir les représentations d'un grand nombre de militants, ne constitue-t-elle pas un simple emprunt démodé et formel du passé? Comme les communards de 1871 qui



croyaient refaire la Révolution française en adoptant les discours et les postures qu'ils avaient lus dans les livres, les militants syndicalistes du début des années 70 n'ont-ils pas cru, illusoirement, revivre le syndicalisme d'avant 1914 ? Ce doute ne devrait-il pas être étendu d'ailleurs à tout le mouvement dit de « mai 68 » : l'illusion, vite dissipée, d'une révolte ou d'une contestation empruntant les attributs d'un mouvement ouvrier mort depuis longtemps ?

Toutes ces questions ne sont pas absentes des textes qui suivent. Faut-il aller en Bolivie pour trouver « le dernier pays de l'utopie ouvrière » ? Le syndicalisme a-t-il encore un avenir révolutionnaire à l'Ouest ? Le marasme et les violentes divisions du syndicalisme libertaire espagnol ne sont-ils pas le signe d'un déclin irréversible de l'anarcho-syndicalisme là où il fut le plus vivant et le plus explicite ?

L'affirmation de ce déclin et, derrière lui, de l'effacement de la classe ouvrière comme force révolutionnaire, de son intégration ou de sa dissolution dans la reproduction de l'ordre capitaliste, n'a rien de très nouveau dans l'histoire du mouvement anarchiste et révolutionnaire. C'est même un point de discussion suffisamment ancien pour qu'on puisse, en même temps, ne pas redouter de l'aborder et ne pas prétendre, une fois de plus, trancher de façon définitive, dans un sens ou dans l'autre.

La lutte libertaire n'est pas nécessairement liée à la classe ouvrière. Elle peut se développer partout où il y a oppression, dans les rapports de classes, sans aucun doute, mais tout aussi fondamentalement dans les rapports entre les hommes et les femmes, entre les jeunes et les vieux, entre les ensembles humains les plus divers et leur environnement, comme dans l'ensemble des rapports sociaux les plus immédiats, là et partout où le désir de vivre se heurte à une limite et à une loi extérieures à lui.

En fin de compte seuls le mouvement et l'action pratique, l'association, le plus souvent contradictoire, des différentes luttes possibles à un moment donné, dans une situation donnée, peuvent dessiner et définir les formes et le contenu du mouvement libertaire, ceci contre tous les dogmatismes qui prétendent le figer dans telle ou telle figure historique.

L'anarchisme n'est pas un trésor qu'on s'approprie et qu'on conserve, il n'est pas un label qu'on se dispute devant les tribunaux ou à coups de manche de pioche. Il appartient à tous ceux qui se révoltent et luttent contre l'oppression et l'autorité, à tous ceux qui, à travers leur propre combat, s'unissent à d'autres luttes et sont ainsi à même de redécouvrir, de façon vivante, l'ensemble des expériences pratiques et théoriques des luttes libertaires passées.



L'anarcho-syndicalisme a-t-il encore un avenir ? Ou, sous une autre forme, la lutte ouvrière, le mouvement ouvrier sont-ils encore une voie possible pour une transformation libertaire de la société ? Seul l'avenir pourra répondre à ces questions. La publication des textes qui suivent et l'intérêt qu'ils témoignent pour l'anarcho-syndicalisme se justifient, plus empiriquement, par deux grandes raisons.

Une raison historique et théorique tout d'abord. Qu'on croie à son avenir ou non, l'anarcho-syndicalisme constitue la seule forme du mouvement libertaire qui ait eu une ampleur telle qu'il ait pu menacer l'ordre existant et faire deviner les linéaments de ce que pourrait être une société autre. En ce sens il est une référence obligée pour tous ceux qui se réclament de l'anarchisme.

Comment le mouvement libertaire peut-il exister sous la forme d'un mouvement de masse, occupant de vastes secteurs de la société ? Quelles formes organisationnelles doit-il revêtir ? Quelle place et quel statut la théorie doit-elle avoir dans un mouvement suffisamment vaste et complexe pour regrouper des millions d'individus, des milliers de structures et de situations sociales forcément très diverses ? Comment pourront s'exprimer et se réguler ces multiples positions particulières, propres à un mouvement qui n'aurait plus seulement, et déjà si difficilement, à associer quelques centaines de militants ?

Qu'il ait un avenir ou non, l'anarcho-syndicalisme fournit, de façon pratique, réelle, à travers son expérience historique, une grande partie des réponses à ces questions, ou tout au moins la possibilité d'analyser les conditions de possibilité, les difficultés et les obstacles propres à un mouvement libertaire de masse. De ce point de vue toute réflexion, même partielle et, par définition, discutable est ici la bienvenue.

Une seconde raison, d'ordre sociologique, enfin. L'effacement apparent du projet, des pratiques et des formes d'organisation propres à ce qu'il est convenu d'appeler l'anarcho-syndicalisme n'est-il pas seulement conjoncturel ? La conjoncture d'une crise économique qui, avec le chômage et la restructuration industrielle, fait perdre aux espaces professionnels, provisoirement, et en partie seulement, la possibilité d'être le lieu de constitution d'un mouvement revendicatif et social organisé, visant explicitement à agir dans le sens d'une transformation des rapports sociaux ?

En effet, quelle que soit l'étendue des transformations du système productif, quelle que soit l'analyse que l'on puisse faire du système économique et social où nous vivons, il est bien difficile de penser que la sphère du travail, des rapports de travail, ne constitue plus ou va cesser de constituer l'essentiel de notre vie. Sources d'exploitation et d'oppression pour beaucoup d'entre nous, ces espaces sont aussi, pour tout le monde, investis de désir, de solidarité et de concurrence, de complicité et d'affrontement. C'est là (peut-être plus qu'ailleurs, plus que dans la famille) que nous jouons, dans tous les sens du mot, l'essentiel de notre vie.

Quelque élevé que soit le degré de dépossession que semblent manifester l'intégration croissante du système productif, la concentration des centres de décision et le raffinement des techniques de gestion du personnel, les espaces professionnels continuent de constituer et pour longtemps sans doute : 1) un des lieux essentiels où s'assure la production et la reproduction de la société ; 2) un espace où, à l'extrême intégration des différents secteurs de la production, correspond l'éclatement des lieux de travail, chacun avec ses enjeux, sa logique et son équilibre propres.

Que les grandes machines syndicales patinent à s'articuler à ces espaces-là, que la vie extrêmement complexe et diverse des ateliers, des services et des bureaux ne trouve plus (ou moins) de relais qui puissent en rendre compte ou s'en prévaloir sur la scène des pratiques sociales reconnues, qu'elle ait en partie rejoint l'immense domaine d'une vie quotidienne non dite, ne signifie pas qu'elle a cessé d'exister et d'agir. Ce que l'on appelle les « majorités silencieuses », qu'il vaudrait mieux nommer la « vie sociale et imaginaire silencieuse », n'existe pas seulement sur le registre de droite, du côté des frustrations réactionnaire, du racisme et de la peur. On le retrouve aussi à gauche, en particulier derrière cet immense non-dit, cet inarticulé que constituent, depuis peu, le travail et la condition ouvrière.

De la Pologne à la Bolivie, en passant par les mineurs anglais et leurs frères noirs d'Afrique du Sud, l'utopie ouvrière a l'âme vagabonde. Morte ici elle renaît là, pour y mourir ensuite et renaître où on ne l'attendait plus. C'est qu'elle dispose, sous la relative fragilité des feux qui la signalent à nous, de l'âpre et durable permanence du salariat.

D. C.

Grève exemplaire grève de femmes

Cette interview de Mireille Mercier a été réalisée en octobre 1980, un an après la grève à laquelle elle avait participé, dans l'idée, à l'origine, de comparer avec la grève des ovalistes de 1869, ouvrière de la soie elles aussi, sur laquelle nous écrivions un livre, Claire Auzias et moi-même.

Ce qui caractérise ces deux grèves distantes d'un siècle, c'est la spontanéité, la difficulté des rapports avec les syndicats et les enjeux sexistes de toutes sortes : comme les ovalistes, ces ouvrières ne se syndiquent qu'au cours de la grève ; Mireille dit de ses collègues, elle-même ayant quitté ce travail, que même si elles ne sont pas restées syndiquées, si elles en ont à nouveau besoin, elles y retourneront en dernier recours, sans se faire avoir : bref, une conception du syndicat à la disposition de l'ouvrier plutôt que l'inverse !

Autre enjeu, la difficulté des femmes grévistes dans leur vie quotidienne : autant les hommes sont censés être soutenus par leurs épouses, qui risquent toujours d'apparaître comme réactionnaires si elles n'apportent pas la popote au piquet de grève, autant les hommes, maris ou amants, ont du mal à comprendre la lutte de leurs compagnes : la grève se fait toujours contre eux (cf « Lip au féminin »). D'où la nécessité et l'exemplarité de la solidarité entre femmes : dans cette grève, elles ont exigé que toutes soient libres pour fixer chaque réunion, le soir en particulier.

La boîte de Villeurbanne où se déroule cette grève est une des plus grosses de la région, avec sa vingtaine d'ouvrières. C'est une industrie dite de luxe (pour le client bien sûr), foulards ou même robes en mousseline de soie peintes à la main, diffusés par de grandes marques. Cette industrie, très concurrencée par l'Italie, semble en perte de vitesse ; il y a dix ans, les ouvrières étaient surtout des filles de la bourgeoisie qui, ayant raté leurs études (type Beaux-Arts) préféraient travailler dans une industrie de prestige. Elles gardaient l'auréole d'un « métier d'artiste », tout en étant payées au SMIC. Bonne entente avec le patronat puisque même milieu, entente perdue lorsque les employées sont de moins en moins d'origine bourgeoise. Les employées passent facilement d'une boîte à l'autre, sollicités par leur nouveau patron pour montrer ce qu'elles ont appris chez le patron rival.

Dans toutes ces boîtes, sauf celle-ci, les filles sont payées à la pièce et sont donc très vulnérables. Mireille raconte même qu'avant de travailler trois ans à Villeurbanne, elle a travaillé pour le même patron pendant un an à domicile. Isolement typique du travail féminin.

Mais grâce à leur détermination et leur solidarité face au patronat et même au syndicat, elles ont gagné !

L'interview de Mireille n'est pas exhaustive ; et pour en faciliter la lecture, certains passages ont été déplacés pour assurer une continuité chronologique.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

« On est dans un atelier qui date du siècle dernier, où il y a le système de rivière : c'est une espèce de grande rigole en ciment où ils lavaient les teintures, ils brassaient le linge, la soie peinte et ça donnait directement dans l'égoût. Notre atelier est tout en contre-bas, une espèce de grand garage, au dessous du niveau du trottoir : En temps de pluie, on avait vingt centimètres d'eau là où on marchait. A tel point que le patron, quand il pleuvait, nous mettait des espèces de gros ... en bois qu'il avait chopés dans sa campagne pour pouvoir travailler.

Quand on entre dans la boîte, on se demande « qu'est-ce qu'on fait dans cette boîte ? ». Ce n'est pas de la mécanique, mais un atelier de soierie, qui doit faire trente mètre de long sur vingt-cinq mètres à peu près ; il y a des tables de vingt-cinq mètres où de la soie super-luxe est étendue ; et c'est noir, les murs sont pleins de gravats qui tombent. On est obligé de mettre des plastiques pour que l'eau ne tombe pas sur les pièces. On a deux ateliers superposés et il y a trois ou quatre filles qui bossent en haut. Il y a un grand trou dans le plancher et on peut voir les pieds des filles qui travaillent : de temps en temps, on se fait des signes. C'est très dangereux parce qu'en plus, c'est au dessus de la chaudière.

LE PATRON BOSSE AVEC NOUS, PLUS QUE NOUS

C'est un patron pauvre ?

A mon avis, c'est un arriviste. Il n'a pas que ça, il est dans la soierie mais il devait être ouvrier auparavant et, petit à petit, il a réussi à se faire une petite place avec un associé qui lui, au contraire, faisait partie de l'aristocratie de la soierie : on sent qu'il est vraiment issu de ce milieu-là de père en fils. Celui qui s'occupe de nous, on sent qu'il est issu d'un milieu bien plus bas, ce qui fait qu'il est paternaliste à fond ; il est arrivé à avoir sa boîte, il bosse avec nous et travaille autant que nous, sinon plus. L'autre est dans son bureau alors que celui qui bosse avec nous n'a en fait aucun pouvoir.

Vous êtes combien dans cet atelier ?

On était à l'époque de la grève 25 à peu près, pas plus. Que des filles, à part le commissionnaire, celui qui fait les livraisons. (suit un passage où il est dit que ce commissionnaire a eu une attitude pas très claire au cours de la grève et s'en est servi pour obtenir une grosse augmentation)

Tes patrons n'étaient pas organisés ?

Non, ils n'étaient pas syndiqués, ils étaient très isolés. En plus, il y a un système de concurrence avec les autres boîtes, parce qu'ils sont les plus jeunes de la profession, qui d'ailleurs tombe petit à petit à l'eau.

LES SALAIRES

Nous étions mensuel-horaire : on était payées par heure et par mois, sur la base de 174 heures de travail par mois. Le taux étant le SMIC, ça nous faisait un salaire de 13 francs/heure, ce qui faisait à peu près 200 000 francs. Et une fille qui avait 6, 7 ans de présence gagnait légèrement plus, c'était dérisoire. On s'en est rendu compte quand on a fait grève parce que personne ne montrait ses fiches de paie et il était hors de question de la demander à quelqu'un. Par contre, je mettais la mienne sur la table... Il y avait une fille, nouvelle dans la boîte, qui travaillait très bien, très disciplinée, droite, irréprochable en bref, et une autre fille qui devait avoir 5 ans de présence et qui gagnait moins que la première...

Le système de prime était assez comique : prime soi-disant au rendement mais qui était marquée « prime exceptionnelle » sur la fiche de paie, ce qui fait qu'ils pouvaient l'enlever comme ils voulaient et elle variait selon les mois, en fonction du travail qu'on avait fourni : sur la quantité, sur la qualité, une appréciation comme ça, dans le vide, une récompense, une carotte... et elle pouvait être supprimée. Ce système encourageait la concurrence entre les filles : « toi tu fous rien, va vite au boulot », « toi tu vas trop souvent aux chiottes, il faudrait que tu travailles un peu plus », « toi tu manques un peu trop souvent dans le mois, la prime de rendement tu vas l'avoir où je pense », c'était sans arrêt ce climat-là.

C'était individualisé ?

Même pas ! Individualisé dès qu'il y avait une pénalité quelconque mais, en fait, les filles touchaient la même somme et, à l'époque, ça variait entre 20 et 30 000 balles. C'était pas mal. Ils s'arrangeaient toujours pour que ça ne soit pas le même somme, parce que, dans le cas contraire, ils sont obligés, au bout de quelque temps, de l'intégrer dans le salaire, ou plutôt de la maintenir. Alors que, si c'est une prime exceptionnelle, ils peuvent l'enlever comme ils veulent. C'était vraiment la carotte et, depuis la grève, on l'a fait intégrer dans le salaire.

LE SABOTAGE DU RÔLE DU CHEF

Quand je suis rentrée dans cette boîte, c'était vraiment épouvantable comme ça marchait. Il y avait un chef qui était là, une vraie peau de vache, une femme qui doit avoir maintenant 36 ans, et elle avait le statut de contremaîtresse en parole : c'est-à-dire qu'elle touchait un petit peu plus que nous, guère plus ; à l'époque, ça devait faire peut-être 500 francs de différence. Mais c'était en parole seulement, car sur sa fiche de paie ce n'était pas marqué qu'elle était contremaîtresse.

Mais elle travaillait aussi ?

Elle travaillait aussi avec nous, mais elle faisait des collections : elle était très bonne du point de vue travail. Elle préparait les modèles pour que les filles puissent les reprendre et elle avait un rôle de garde-chiourme. En fait, elle nous surveillait au point de vue travail et horaire.

Avec en plus un paternalisme très très rigoureux : « c'est bien ma petite, continuez comme ça », ou, au contraire « vous avez vu, vous avez mal travaillé, votre prime de rendement sera supprimée ». En plus, on était les unes sur les autres, alors, psychologiquement, c'était assez dur, parce que les brimades, aussi bien le bon côté que le mauvais côté, ça pèse vraiment. On les a sur le dos sans arrêt, aussi bien le chef que le patron.

La première chose qui a été dure à détruire, c'est cette image ce chef ; on aurait jamais pu rien déclencher sans avoir sapé ce rôle. Il fallait qu'on ait la contremaîtresse dans la poche, sinon c'était raté. Elle a quand même fait grève avec nous, elle a signé avec nous, et elle a beaucoup changé ; elle en a ramassé plien la figure, ça c'est sûr...

Il me semble que, dans n'importe quelle boîte, pour arriver vraiment à quelque chose, surtout dans ce genre de petite boîte paternaliste et très repliée, le premier truc à faire, c'est saper le rôle du chef, parce que vraiment c'est intenable, ça pèse du matin au soir.

Alors je faisais des réflexions au chef, les filles m'engueulaient : « T'es pas folle, tu vas te faire renvoyer ». Pendant un an, je me suis amusée. Puis, au bout de quelques mois, on est arrivé à discuter ; moi, je donnais ma fiche de paie, je me faisais remballer tout de suite, c'était très timide, personne voulait la voir... Il y avait trop de rivalité due au paternalisme ; en plus, il y avait une histoire de séduction, des tas de trucs qui entrent en jeu, en fait, les filles, il faut plaire... Puis sans arrêt avec la peur de perdre le boulot... ça, je crois, c'est un truc très important.

Il y avait en plus des jalousies, des filles qui travaillaient mieux que d'autres. Comme on est sans arrêt les unes sur les autres, on voit ce que fait sa voisine ; à la limite, on critique ce qu'elle fait, on fait la chef nous-mêmes. C'est très souvent qu'une nouvelle se fait houspiller ; parce que le patron n'avait rien dit, si une nouvelle faisait une connerie, c'étaient les filles elles-mêmes qui allaient la trouver : « T'as vu ce que t'as fait, notre prime de rendement va sauter... ». Le patron n'avait pratiquement rien à faire au niveau de la discipline, parce que sa seule présence suffisait... en plus, c'était un mec, donc...

Détruire l'image du chef, c'est détruire énormément de choses, parce que du jour où elles se sont rendues compte que le chef n'avait pas tant de pouvoir que ça et que, finalement, elle aussi, elle risquait sa place, malgré tout, qu'elle avait quand même des conditions un peu précaires, le jour où elles ont compris ça, elles ont compris énormément de choses. Le jour où je lui ai dit : « merde », j'ai dit « merde » au chef, j'ai dit : « je pars à 5 heures moins 5, parce que je suis rentrée à 8 heures et que je veux sortir à 5 heures de la boîte et qu'il me faut 5 minutes pour me préparer », j'ai cru qu'elle allait me tirer les cheveux ou me flanquer une claque ; je lui ai dit : « toi, si tu m'emmerdes, je ne veux rien recevoir de toi, tu peux me dire tout ce que tu voudras, si tu n'es pas contente, va chercher le patron, je ne veux pas discuter avec toi ». Je me suis lavé les mains et je suis partie. Et en plus, on travaillait sur « mouillé », et, dans ce cas-là, il faut finir la table et, très souvent on finissait à 5 heures 10 ou et quart ; moi, je me suis arrêtée en plein milieu de la table : « je ne finis pas la table, il faut s'organiser autrement pour finir à 5 heures, mais je ne fais pas d'heures supplémentaires, je m'en vais ». Le lendemain, je suis passée au bureau, et je suis sortie la tête haute, personne m'avait donné mon compte, alors là, ça a commencé à changer. Les filles se sont dit que la chef n'avait pas tant de pouvoir, alors elles en ont profité un peu pour se défouler sur elle ; elle-même, Claude, notre chef, a senti que son pouvoir commençait à baisser...

LA MUSIQUE SUBVERTIT

Le premier truc important, c'est ce truc de chef à détruire, le deuxième, ça paraît bête, c'est la musique. Travailler huit heures dans un atelier sordide, manger sur place dans une petite cuisine, et personne qui rentrait chez elle à midi, seul moment d'ailleurs pour discuter. Au début, on écoutait RMC ou Europe 1 sur un petit transistor

que les filles avaient apporté. On s'est dit, avec ma copine Maryse, qu'on en avait un peu marre et on a apporté un minicassette. Chacun apportait son petit chanteur préféré... Alors j'ai apporté un magnétophone sans prévenir la direction ni personne. On a mis des cassettes et, tout de suite, ça devenait plus détendu. C'était assez drôle, les filles discutaient plus, il y en a une qui a apporté du Ferrat. Moi, j'avais apporté Mörice Bénin, alors là, ça devenait de plus en plus subversif, on discutait sur les chansons, ça soulevait des tas de problèmes.

Vous aviez le droit de parler ?

On l'a pris dès qu'on a détruit le rôle du chef. Claude ne supportait pas qu'on discute, il fallait vraiment se taire mais, petit à petit, les filles commençaient à parler. Puis d'ailleurs, même après, on discutait vraiment et le patron tournait en rond, on aurait dit un taureau au milieu d'un champ ; il était là, il n'en pouvait plus, il souffrait et il sentait que tout lui échappait petit à petit. En plus, il n'y avait personne qu'il pouvait accuser, il savait exactement qui c'était évidemment, mais on était suffisamment discrète et tout le long de la grève ça a été comme ça.

Par la musique, on a écouté Alain Bert (*chanteur lyonnais engagé*), puis des chansons de plus en plus engagées, sur des thèmes précis. C'était une période très chouette, ça précédait et ça a continué pendant la grève. On a eu toutes l'esprit ouvert, on apportait Lyon Poche, on regardait les films, on parlait cinéma, loisirs. Après on s'est dit qu'on pourrait se voir aussi le week-end, faire des trucs dehors.

C'est des filles qui sont mariées dans l'ensemble ?

Oui, il y a des mères de famille. Le cas le plus chouette dans la grève, c'est une fille qui venait juste de divorcer et qui n'avait pas de fric. Avec quatre enfants à nourrir, elle a fait quand même 15 jours de grève avec nous. Nous on savait qu'on allait avoir moins de fric à la fin, mais c'était moins important que pour elle. Et pourtant, elle disait : « Je n'ai rien à perdre ; si c'est pour continuer à fermer ma gueule, à toucher 2000 balles, autant faire la grève et obtenir quelque chose ». Elle a bien tenu le coup et, en plus, c'était elle qui parlait le moins et qui a le mieux marché. Mais enfin, on est arrivé à un climat d'entente grâce, je pense, à ce côté culturel, le côté musique : c'était la préparation de la grève.

LA GREVE: SYNDICAT OU PAS SYNDICAT ?

Vous aviez le projet de faire une grève ?

Avec Maryse, on s'est dit qu'on ne finirait pas l'année sans faire une grève, c'est pas possible, il faut à tout prix qu'on fasse quelque chose. Sur les salaires, Maryse, elle avait moins de présence que moi, ça faisait un an qu'elle était dans la boîte, moi ça faisait bien trois ans, mais en même temps, on était bien intégrée. Maryse était beaucoup plus dans la ligne syndicale que moi. Elle n'était pas syndiquée mais elle voulait que ça se fasse tout de suite, immédiatement, elle voulait parler du syndicat. On a beaucoup parlé et on s'est mis d'accord pour dire qu'on attendrait que tout le monde soit vraiment au point pour toutes y aller...

C'est ce qui a permis la bonne marche de la grève, malgré tout, parce que les filles n'ont pas été au pied du mur : on leur a dit : « si tu veux réussir, dans une grève, on est obligé d'avoir un appui syndical, si on ne veut pas se faire coincer à coup sûr ». Et c'était vrai en plus qu'on allait se faire coincer. Un jour, on s'est dit qu'on allait prendre des informations qu'on n'avait pas, sur les conventions. On avait la convention de l'habillement alors que la convention du textile était beaucoup plus avantageuse pour nous. Mais pour savoir ça, il fallait qu'on passe par le syndicat. Donc contact avec la CFDT ; le premier contact s'est à peu près bien passé, on a discuté tranquillement sur ce qui pouvait se faire et le syndicat nous a donné une grande claque dans la figure ; parce qu'on est arrivé vraiment dare-dare, on voulait commencer la grève dès le lendemain. On allait au syndicat le soir même, le lendemain il fallait qu'on fasse la grève, c'était trop mûr, on a eu peur que ça pourrisse, alors on s'est dit, faut vraiment y aller.

Vous aviez fait une caisse avant ?

On n'avait rien fait, pas de caisse et on ne savait même pas comment on allait faire grève, si c'était une grève totale, une grève des cadencés ; on avait toutes notre idée, mais on n'était pas d'accord. Le syndicat nous a un peu coincées : « Vous n'avez aucune formation, vous allez vous faire avoir, il faudrait d'abord faire une élection de déléguées du personnel, demander au patron qu'il accepte, puisque vous y avez droit, ensuite cette fille qui sera désignée viendra au syndicat, sera formée et pourra discuter d'égal à égal avec le patron... » Alors ça a vraiment tassé tout le monde. Moi, j'avais mon idée là-dessus, mais je ne pensais pas qu'ils allaient nous retenir comme ça. Ils nous ont coupé les pattes, ils ont eu la trouille qu'on fasse une connerie. Ils ne connaissaient pas la situation dans ces boîtes-là...

Ils préféraient que ça s'écrase et avoir une déléguée à eux...

Et après décider la marche à suivre. Mais ça s'est bien senti, on les dérangeait. Même Maryse, qui pourtant au départ était quand

même beaucoup plus chaude que moi, a été vachement déçue là-dessus; parce qu'ils nous ont vraiment glacées.

LES REVENDICATIONS

S'asseoir pour se reposer, allumer une cigarette, rester un petit moment et puis après reprendre, c'est légal, c'est autorisé, c'est dans les textes «Droits du travail debout». On y a potassé un moment pour voir ce que ça disait: tu as le droit de t'asseoir 5 mn, 10 mn, le temps de te reprendre; c'est toi qui décide, le patron n'a pas le droit, faut pas abuser, évidemment. Alors que nous, c'était 20 secondes... c'est vraiment important, tout de suite tu t'assoies quelques secondes et tu as quelqu'un qui te regarde méchamment. Alors on a demandé ça, on a fait toute une liste la veille de la présenter, on avait demandé 20% d'augmentation de salaire, des tabourets, la convention du textile, on avait tout amalgamé... On s'est dit: «Faut demander le plus possible pour obtenir un petit peu». Une fille qui dit quelque chose, on le marque, on ne voulait pas que ça soit sélectionné et ça, c'est un truc que le syndicat a très peu compris et nous a vraiment tapé sur les doigts.

LE DEBUT DE LA GREVE

Nous, on est ressorti du syndicat vraiment regonflées, parce qu'on avait eu les informations; mais pas regonflées par leur technique, au contraire! D'un commun accord on s'est dit qu'on n'allait pas attendre leur feu vert. Nous on ne conçoit pas un syndicat comme ça, on a besoin d'un coup de main, on veut bien participer, mais à condition qu'on respecte ce qu'on veut; et en plus, c'est nous qui travaillons dans la boîte, c'est pas eux, donc ils ne peuvent pas se rendre compte de ce qui est bien à faire, alors qu'ils avaient l'impression qu'ils savaient exactement ce qu'il fallait faire. Ils nous citaient des exemples de boîtes où ça avait foiré pour telle ou telle raison, il fallait à tout prix qu'il y ait des déléguées parce qu'il faut une formation syndicale pour aller parler au patron — ce qu'on n'avait pas et on a très bien su parler au patron — et il faut qu'il y en ait une qui y aille sinon il va refuser — et dans la boîte, il n'a jamais refusé de discuter avec tout le monde, sinon on ne discutait pas et la grève continuait... Il y a eu des tas de trucs comme ça, et notre liste de revendications était assez farfelue: on demandait le treizième mois, la cinquième semaine, parce qu'il y avait une fille qui l'avait dit et elle était tellement réjouie de demander ça et c'était tellement important qu'il fallait le marquer, c'était obligé.

A cette époque, on était une quinzaine à peu près. Un soir, très sérieuses, on est allé dans le bureau et on a apporté cette liste de revendications. Le bureau était bouché, on y était toutes; et il y avait Thierry, le commissionnaire. Le patron est allé chercher l'associé et on a pris une chasse pas possible, on n'était rien que des «petites connes», «on ferait mieux de travailler plutôt que de faire cdes conneries pareilles, la boîte marche mal, vous demandez des choses impossibles...» Il s'est énervé, il a vu qu'on ne plaisantait pas et lui, il essayait vraiment de nous écraser en disant: «c'est pas des petites emmerdeuses dans votre genre qui vont écrouler une boîte que j'ai mis 40 piges à monter, en plus, vous n'êtes même pas capables de faire ce que j'ai fait dans la vie», ou encore: «si vous n'êtes pas contentes ici, vous ne gagnerez jamais bien votre vie, allez travailler chez Berliet...». Mais vraiment, il ne prenait pas ça au sérieux.

Et puis le lendemain, on a dit: «On veut une réponse dès le lendemain 8 heures, c'est oui ou c'est non; si c'est non, on fait la grève». On voyait leurs failles, les failles on les a toujours vues mais, en même temps, c'était nécessaire d'en passer par là: on demandait le 13ème mois, on demandait des trucs, ça ne faisait rien, c'était la forme, c'était le climat psychologique qu'il fallait garder. On savait très bien qu'on n'allait pas obtenir tout ça; en fait, on fonçait comme des folles, c'était très chouette et après on allait prendre la température au syndicat parce qu'on avait quant même besoin d'eux pour l'information. Ils nous ont vachement aidées, ça c'est sûr. La première fois, on n'était pas syndiqué, la deuxième fois qu'on y est retourné, on s'est syndiqué, on a été obligé. On est rentré à la Bourse et on a dit: «Ca y est, on commence la grève!». Ah bon, c'était vraiment la surprise.

Les patrons ont refusé, bien sûr, en disant que ce qu'on demandait était impossible, que la convention de l'habillement leur avait été imposée... Ils ont joué les cons du début à la fin: «On est obligé de vous l'appliquer, en plus on n'est même pas au courant de celle du textile, on ne l'a pas sur nous, il faut qu'on se renseigne». Enfin, ils repoussaient sans arrêt: «On vous donnera une réponse dans trois semaines, on verra ce qu'on peut faire.» Sur l'augmentation, les arguments étaient: «on a du mal à avoir des clients, on est des petits patrons et la prochaine fois on n'embauchera plus de jeunes parce qu'on a sans arrêt des problèmes et puis on fait tout pour que vous

puissiez travailler, si vous travaillez c'est vraiment parce qu'on se crève le cul pour que vous ayez un emploi».

On a essayé de voir quel genre de grève il fallait faire; personne était d'accord, c'était vraiment le problème qu'il fallait soulever en dernier: on s'est dit qu'il ne valait mieux pas en parler tout de suite, voir sur place et, en fait, personne voulait faire une grève totale, question de fric évidemment, en plus, on s'est dit qu'ils allaient s'en foutre, qu'il n'y a pas assez de boulot et que ça va les arranger. Effectivement, ça les arrangeait, on ne seraient pas venues pendant 15 jours, ils s'en foutaient. On s'est dit: on va être à la boîte, on rentre tous les matins, mais on ne travaille pas, c'est-à-dire on occupait l'atelier et on faisait une table, même pas, une demi-table par jour, alors que d'habitude on en faisait 5 ou 6. Par contre, on s'asseyait. Quand le patron venait, il ne savait pas si on travaillait ou si on ne travaillait pas, on écoutait notre musique toute la journée, on discutait, on s'asseyait et on travaillait au ralenti.

Au bout du 2ème ou 3ème jour de grève, il nous a dit: «vous n'avez pas le droit de faire ce type de grève, par contre, vous avez le droit de faire la grève totale, c'est-à-dire que vous ne venez pas à la boîte. Et je ne tolérerai dorénavant que cette grève-là, sinon il y aura des sanctions». En fait, c'était pas vrai du tout, on a courru à la Bourse pour se renseigner là-dessus, ce n'est pas interdit, c'est la grève perlée.

ETENDRE LA GREVE

On a tiré un tract à la CFDT pour essayer de contacter les autres boîtes. Le patron nous avait dit: «Si les autres se plient à votre convention, pourquoi pas?». C'est une question de concurrence entre les patrons. Nous, on est mieux loti, mais ça n'a pas marché: on a fait un tract pour distribuer dans toutes les autres boîtes, pour annoncer aux filles qu'on faisait la grève pour telle ou telle raison et pour expliquer que si elles se mettaient avec nous, on gagnerait toutes ensemble, que ça ferait une pression plus importante. Alors on s'est réparti les boîtes, ça a vraiment été un travail énorme et on a discuté, mais il n'y en a point qui ont vraiment marché. En plus, les patrons des boîtes étaient au courant déjà, toute la profession aussi, ça faisait vraiment du bruit.

PHASE 2 DE LA GREVE: LA REACTION DES PATRONS

Après, il y a eu plein de rebondissements, des menaces de licenciements: ils ont voulu licencier Maryse, moi pas tout de suite à cause des indemnités dues à mon ancienneté. Ils lui ont envoyé une lettre recommandée de licenciement, au bout d'une semaine de grève, et moi, le même jour, je recevais une lettre de menace de licenciement pour les mêmes raisons; mais ils me disaient que j'avais le droit de me présenter au bureau, avec un membre du personnel, pour m'expliquer.

Le lendemain, on est revenu au boulot, avec Maryse, et le patron lui a sauté dessus en disant: «Vous ne faites plus partie du personnel, vous avez reçu ma lettre, vous devez partir». Maryse a répondu: «Non, le licenciement est abusif, je ne reconnais pas votre lettre, c'est comme si je ne l'avais pas reçue et je continue mon travail comme d'habitude». Il m'a convoquée au bureau avec une autre copine et il m'a dit: «Vous arrêtez la grève tout de suite, sinon vous êtes licenciée comme Maryse.» Je lui ai dit: «Moi, je fais la grève comme tout le monde, au même titre que les autres et je ne vois pas pourquoi les sanctions tombent sur Maryse et moi». Il nous a expliqué que c'était par ordre d'arrivée, ce qui était complètement faux; «De toutes façons, c'est comme ça, vous le prenez comme vous voulez, si vous continuez la grève, vous êtes licenciée». Je lui ai répondu: «Bon, faites comme vous voulez et quant à moi, je suis solidaire des autres, je continue la grève, il n'y a aucune raison de changer.»

On continuait la grève, travail au ralenti, Maryse était toujours présente; sur le coup des 10 heures, un huissier est venu constater que Maryse était toujours au travail. Il a même fait plus, il a emmené Maryse au bureau pour lui dire: «Vous ne devez plus remettre les pieds dans cette boîte, par contre, si vous voulez, vous pouvez continuer votre lutte, mais à l'extérieur. Vous n'avez plus le droit d'être ici dans la mesure où le patron vous a licenciée.» Elle lui a parlé de préavis, on l'a envoyée ballader là-dessus et, en plus, il a dit: «Si à 2 heures vous êtes encore dans l'entreprise, votre patron va me téléphoner et on fait appel aux forces de police». C'était de l'intimidation: l'huissier s'est lui-même substitué à l'Inspection du travail, s'est substitué aux forces de l'ordre, alors que ce n'est pas évident que les flics soient venus la chercher... D'après la CFDT, ça aurait pu se faire... Et puis Maryse est partie pour aller à l'Inspection du travail qui lui a dit: «S'il vous a licencié, il a un motif». Elle leur a montré: «Vous trouvez que c'est un motif, grève illicite? C'est vraiment la parole du patron contre la mienne.» Ils l'ont envoyée ballader.



LES NEGOCIATIONS

A la suite de ça, j'ai continué la grève, comme tout le monde; avec Maryse, on se voyait tout le temps. On a demandé au syndicat de venir pour une entrevue parce les patrons avaient envoyé leur conseiller juridique pour se mettre d'accord sur les revendications. Le soir même ils nous avaient dit: «On a accepté 5% d'augmentation, on n'accepte que ça et vos tabourets». Le lendemain matin, on arrive à la boîte, on avait des super tabourets, tout neuf, chacune le nôtre, et nos 5% d'augmentation.

Et la convention du textile?

Ils n'acceptaient pas: «Dans trois semaines, vous aurez la réponse», ont-ils dit. «On va faire venir notre conseiller juridique pour une entrevue avec vous, pour voir comment on peut se mettre d'accord financièrement et tout.» On leur a répondu: «Si vous amenez votre conseiller juridique, nous on viendra avec notre délégué syndical». Il a rétorqué: «Pas d'étrangers dans la boîte». «C'est ce qu'on verra, il viendra quand même». Et puis le délégué syndical est venu et ils n'ont pas osé le mettre dehors. Le gars de la CFDT a expliqué qu'il ne fallait pas durcir la situation, qu'il fallait négocier, le truc habituel. Au départ, il devait y avoir une entrevue entre le patron, le conseiller juridique et le délégué syndical, et nous nous étions toutes derrière pour dire: «La réunion, elle se fera dans l'atelier et non au bureau, parce qu'on ne tient pas toutes dans le bureau et elle se fera devant nous toutes». A aucun moment on a voulu qu'il n'y en ait qu'une ou deux qui assistent aux discussions, on a tout le temps été présentes.

Les négociations se sont faites tout le temps dans l'atelier: là, tout le monde avait son mot à dire. Il fallait que tout le monde ait compris jusqu'au bout. S'il y en avait une qui ne pigeait pas, il fallait à tout prix qu'elle comprenne, sinon on ne faisait rien. Elles faisaient des efforts en permanence pour être au courant de tout.

Et elle se sont toujours libérées au point de vue des maris, des enfants et tout ça?

Ah oui, là, il y a eu des problèmes... Une fille disait: «Moi, j'ai mon mari qui a dit qu'il fallait que j'arrête, ça commence à bien faire. Je crois que je vais être obligé de lui cacher ce que je fais parce qu'il ne veut pas en entendre parler». Sinon, dans l'ensemble, oui, il y a eu beaucoup de freins de la part des mecs, des discussions, c'était épouvantable.

La fois où le délégué est venu, on a discuté avec le patron; ils se sont sentis tellement coincés, ils étaient tellement surpris qu'on soit syndiqué. On a surtout discuté pour la réintégration de Maryse; avec le délégué on a refusé les 5% d'augmentation en disant qu'on voulait la convention du textile. Ils se sont penchés sur cette convention pour voir ce que ça donnait et on a accepté de négocier. L'entrevue a fini en queue de poisson et on est resté chacun sur nos positions: on était

payé 50% pour les jours de grève, mais on voulait plus. On s'est fait refrener par le syndicat qui acceptait, sans ça Maryse ne serait pas réintégrée; et Maryse à été réintégrée.

Ils ont commencé à flancher au bout de la deuxième semaine de grève et ils ont proposé carrément de rencontrer le syndicat, à la Bourse du Travail. Ils ont dit: «Votre gars il est très bien, avec lui on peut discuter, alors qu'avec vous, vraiment on ne peut pas. Il est très bien, vous auriez dû l'amener avant.» Quand on a su qu'ils devaient se rencontrer à la Bourse, conseiller juridique et syndicat, on a téléphoné au syndicat pour savoir le jour et l'heure de la réunion et pour se mettre d'accord, mais ils voulaient régler ça par dessus nous; ils avaient affirmé qu'il n'y aurait que leur conseiller juridique. Et, en fait, ils l'ont appris. On pense qu'il y a quelqu'un qui a dû leur dire: Thierry, le commissionnaire avait déjà son augmentation, avant la fin de la grève. Quand on a su ça, on s'est dit qu'on pourrait y aller. On a téléphoné au syndicat pour dire qu'on viendrait: «Tant mieux, comme ça, on pourra discuter qu'avec le conseiller juridique, à nous tous, on pourra l'empaqueter tranquillement et il n'y aura pas les patrons, ça sera parfait». Seulement, les patrons l'ont sû et, le jour où on s'est réuni, il y avait tout le monde. En plus, il y avait toute la crème de la CFDT, une dizaine, les deux patrons avec leur attaché-case qui ont fait leur apparition alors qu'on ne les attendait pas. C'était très drôle, très tendu, avec le conseiller juridique qui était vraiment un petit con. On s'est dit que s'ils viennent sur notre terrain, on va gagner; quand les patrons se déplacent à la Bourse, c'est quand même rare... Ils se sont sentis vraiment coincés, parce qu'on était vachement prêts, on avait préparé le truc. Et là, on s'est fait un peu avoir par le syndicat dans la mesure ou on n'était pas... au niveau paperasserie.

Le soir même, on a tout obtenu, c'était classé et, le lendemain, on reprenait le boulot. On a obtenu les conventions du textile, applicables sur le mois suivant, c'est-à-dire que notre prime de rendement était intégrée dans le salaire, donc on avait un taux de salaire plus élevé; au lieu de 14 francs, ça faisait 16 francs; l'équivalent du treizième mois, pratiquement, en deux fois en décembre et en mars ou avril, parce qu'auparavant, ils donnaient une prime qui équivalait à peu près à la moitié d'un salaire. C'était une prime de bilan... La cinquième semaine, non.

On a fait des week-ends ensemble pour fêter ça, parce qu'en plus, il y a eu une vie... toutes ont vachement évolué aussi au niveau prise de conscience. Pour moi, le bilan le plus important, c'est plus ça qu'autre chose.

Annick Houël, Mireille Mercier
Coupsures et remise en forme d'Annick Houël et IRL

Larry Portis

IWW

et

syndicalisme révolutionnaire
aux Etats-Unis



Les Industrial Workers of the World (IWW) a été le seul mouvement révolutionnaire qui ait existé aux Etats-Unis jusqu'à nos jours, preuve que la culture américaine n'est pas imperméable au concept de la lutte de classes dans sa forme la plus active. Les IWW ont démontré qu'un mouvement anticapitaliste pouvait émerger au sein des masses ouvrières américaines. Première manifestation du syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis, les IWW ont écrit l'un des plus héroïques chapitres de l'organisation de la classe ouvrière américaine. Dans ces temps de crise économique, d'attaques contre la classe ouvrière et de montée des forces politiques réactionnaires, les leçons à tirer de l'expérience des IWW demeurent toujours actuelles.

« La mission historique de la classe ouvrière est de supprimer le capitalisme. L'armée des producteurs doit être organisée non seulement pour la lutte quotidienne contre les capitalistes, mais aussi pour prendre en mains la production quand le capitalisme aura été renversé. En nous organisant par les industries, nous formons la structure de la nouvelle société à l'intérieur même de l'ancienne. » Preamble à la Constitution des Industrial Workers of the World, septembre 1908, Chicago (Illinois), USA.



SPARTACUS

CAHIERS MENSUELS
EDITES PAR LES AMIS DE SPARTACUS
Fondateur René Lefeuve

5, rue Sainte-Croix-de-la-Brettonnerie, 75004 Paris

**Solidarnosc**

Il ne me semble pas utile, en-dehors des interprétations partiales (de certains trotskistes: c'est la révolution; de certains anarcho-syndicalistes: il y a des cathos, c'est nul; de certains conseillistes: ils sont syndiqués, c'est nul) de revenir brièvement sur la Pologne de Solidarnosc. *The Polish Revolution* (Solidarity 1980-82), de Timothy Garton Ash (Londres, Jonathan Cape, 1983, 386 p.) est à la fois une description de témoin connaissant la langue et une source assez intéressante.

Pour Ash, deux facteurs ont donné préalablement sa force à Solidarnosc: le travail clandestin des intellectuels du KOR, en liaison avec les ouvriers, et la visite du pape en octobre 1978 qui, comme lors des grèves de l'été 80, entraîna une baisse de la consommation d'alcool.

Quant aux premières grèves de Gdansk, Ash observe que, les revendications dans les chantiers navals ayant été en partie satisfaites, il y eut une période de flottement avant d'appuyer les protestations des travailleurs des autres entreprises. Puis le mouvement fit boule de neige, avec les enregistrements des discussions entre délégués illégaux et membres du Parti, diffusés dans d'autres entreprises et comparés à l'enregistrement de Gierek en 1971. L'auteur montre le rôle de Walesa lançant à la fois le mouvement "Un syndicat autogéré indépendant" et déclarant le même jour (31 août 1980): "Il n'y a ni vainqueurs ni vaincus", c'est une discussion entre Polonais, tout en arborant la photo du pape.

C'est aussi Walesa qui déclare en mars 1981, à propos du général Jaruzelski: "C'est un uniforme dans lequel nous avons confiance", tout en ayant limité la portée de l'affrontement base-pouvoir à Bydgoszcz, parce qu'il y a des situations si graves que "la démocratie doit être limitée". Ash commente: "Solidarnosc commençait à ressembler à une monarchie féodale, comme Modzlewski, spécialiste de la question, le remarquait. Le roi Walesa gouvernait avec sa cour et son parlement..."

Gwiazda déclarait en juillet 1981 vouloir s'opposer à la dictature de Walesa, tout en étant compagnon de lutte de ce dernier à Gdansk depuis des années.

L'auteur montre comment l'armée, sous prétexte de pallier la crise, intervenait dans tout le pays dès octobre 1981, avec l'assentiment de la grande majorité des gens. A Lodz, les membres de Solidarnosc plaçaient dans l'ordre les institutions dans lesquelles ils avaient le plus confiance: leur syndicat, l'église, l'armée, etc., en

octobre 1981; et dans une entreprise de Varsovie appelée "Les vrais Polonais", les travailleurs faisaient confiance à 82% à Jaruzelski.

Ash termine son livre par une description de l'impact positif (le négatif étant son nationalisme entraînant la confiance dans l'armée, sans compter l'influence de l'église) de Solidarnosc. D'abord, une prise de conscience des travailleurs de leur force contre l'exploitation (la consommation d'alcool est passée officiellement de 8,4 litres d'alcool pur par habitant en 1980 à 6,4 en 1981). Ensuite, un pacifisme total, au point que Solidarnosc est en grande partie "l'histoire des efforts des dirigeants pour freiner

leurs adhérents" (p. 292) et écarter des revendications "tout le problème de la Défense et de la politique étrangère" (p. 333). A l'encontre d'intellectuels du KOR comme Barbara Torunczyk affirmant: "Pour le monde libre, la Pologne sera ce que fut l'Espagne en 1936", Ash montre que les travailleurs polonais s'alignent majoritairement sur l'église qui pactise avec le pouvoir. Et cette situation lui semble devoir durer, puisque les pays capitalistes continuent de faire du commerce avec la Pologne et les pays de l'Est. Des constatations amères, mais qui font réfléchir.

M. Zemliak

Gáspár Miklós Tamás

L'OEIL ET LA MAIN

Introduction à la politique



EDITIONS NOIR

Gáspár Miklós Tamás est né en 1948 à Cluj (Kolozsvár), en Roumanie. Il a étudié la philologie et la philosophie. De 1972 à 1978, il est rédacteur du journal Utunk (Notre chemin). En 1978, il s'installe à Budapest, où il travaille à la faculté des lettres. Il est congédié en 1982 pour des raisons politiques. Pendant un temps il est bibliothécaire à Csepel, dans la banlieue de la capitale; actuellement, il est sans travail et privé de passeport.

Il a publié divers essais en Hongrie et à l'étranger, dans des revues et aux éditions indépendantes AB de Gábor Demsky, "l'homme qui édite en marchant".

Avec l'architecte László Rajk, fils du ministre de l'intérieur exécuté en 1949, il s'est présenté en avril 1985 comme candidat aux élections législatives contre des personnalités du régime. Ni l'un ni l'autre n'ont obtenu le score nécessaire, mais les assemblées préélectorales leur ont permis de présenter leur programme élaboré avec leurs compagnons, les écrivains Miklós Haraszti et György Konrád, l'éditeur Gábor Demsky: "prendre conscience des phénomènes de pauvreté en Hongrie, consulter la population sur un projet controversé de centrale électrique sur le Danube, développer le parlementarisme, respecter les objecteurs de conscience, et se préoccuper plus activement du sort des minorités hongroises vivant à l'étranger" (AFP, 23.4.1985).

NOUVEAUTE

Un vol. broché, 100 pages

50 francs.
Édition Noir

C.P. 167-1211 Genève - Suisse

Alternative - Diffusion
36, rue des Bourdonnais
75001 Paris

Il a réussi à mourir

On tenait absolument à le faire vivre; lui, il tenait absolument à mourir! L'affrontement fut long et violent. Contre lui se sont acharnés des médecins et des scientifiques; les appareils les plus perfectionnés ont été utilisés; sept fois on l'a opéré, charcuté, des tuyaux partout... On a même essayé de le conserver dans la glace; rien à faire, il a réussi à crever! L'homme s'appelait Neves.

Neves n'était qu'un petit politicien de Minas (l'Auvergne brésilienne!), genre Edgard Faure du pays: ayant mangé à tous les râteliers; roi de la magouille, du compromis et de la modération. Rien que des qualités, diront les « politologues ».

Pourquoi M. Neves tenait-il absolument à mourir? C'est là une question à laquelle nous sommes ici en mesure de répondre. Tout commence lorsque les militaires et ses potes se sont mis d'accord pour l'élire (entre eux!) à la présidence de la République. M. Neves avait beau être ambitieux, il n'était pas tout à fait débile et il s'est vite rendu compte qu'il s'agissait là d'une tâche impossible: gouverner le Brésil, pensez donc! D'autant plus que la survie de la coalition politique qui le soutenait — allant des militaires aux maoïstes — défiait toute « bonne volonté ». D'où ce mal de ventre qui prit M. Neves dès les premières heures de sa nomination. Les suites sont bien connues...

Maintenant, deuxième question: pourquoi les militaires et ses propres amis ne l'ont pas laissé crever tranquillement? Un de ses ministres n'a-t-il pas été jusqu'à dire: « Cet homme doit vivre! ». Comme ça? Au nom de quoi découvre-t-on le « droit à la vie » dans une société où la mort est la chose la plus banalisée; où la vie est la marchandise la moins chère; où 40 millions d'enfants traînent dans les rues; où l'exploitation est la plus sauvage; où les conditions de survie des prolétaires défient toute vie de goulag; où, par exemple, la moitié des femmes d'une grande ville comme Recife vivent (?) de la prostitution, etc?

Eh bien, les mêmes raisons qui ont provoqué la colique de M. Neves sont à l'origine de cette attitude de la classe dirigeante qui s'est mis en tête de tout faire pour empêcher la mort de le tirer d'affaire. La lutte des classes? Parfaitement, M. Neves est mort lentement à cause de la lutte des classes. Soyons plus précis. Plus on l'opérait, le sondait, lui branchait des appareils sur le bide, et plus les discours et les appels à l'Union nationale s'amplifiaient. Autour de cet homme devenu, du coup, le symbole de la « démocratisation », se développaient les manipulations de masse tendant à créer un « état de grâce », toutes classes confondues.

Que signifiait-elle concrètement pour les millions d'affamés, d'exploités, de laissés-pour-compte? Personne n'était en mesure de le préciser... Qu'importe! Quand on connaît le Brésil, le poids de la télé dans la vie quotidienne, le mysticisme populaire, l'inflation des religions et autres croyances irrationnelles, on imagine qu'un tel scénario ne pouvait que favoriser la raison d'Etat.

Encore fallait-il que l'équilibre social soit à un point vraiment critique, pour qu'on se donne ce moment de répit. Car, ici aussi, démocratie bourgeoise veut dire, avant tout, alliance entre les classes, soumission des exploités à l'intérêt dit général. Sinon, qu'est-ce qu'il en reste, je vous le demande? Le problème est que dans des sociétés comme le Brésil, de telles libertés et égalités formelles peuvent difficilement s'accorder avec les antagonismes de classes et la décomposition sociale. L'affaire Tancredo a, tout au plus, permis de créer un simulacre de consensus social, le temps d'une agonie. Mais c'est peu, très peu, si on tient compte

de l'état des choses... On aurait aimé élargir le champ de vision. Aussi, avec le peu de moyens qu'on possède et faute de mieux, voici, en complément, un compte rendu succinct de la lecture d'une semaine du plus grand journal de Sao Paulo, *O Estado de Sao Paulo*. On conviendra que, pour la classe dirigeante, il y a vraiment de quoi attraper des coliques...

9 avril. Gros titre en largeur sur la première page: « Tancredo va mieux! » Les cinq premières pages sont une chronique, heure par heure de l'évolution du malade, de ce qui se passe dans l'hosto, les visiteurs, leurs déclarations et surtout, la rue. Ça a l'air d'un salon de la Religion, chaque secte, chaque Eglise — et il y en a un paquet au Brésil — est présent et vend sa salade. Il y a aussi des voyants, des illuminés de toute sorte, qui proposent des brochures, font des prophéties... Les photos montrent des gens priant, surtout des femmes — genre patronne de commerce ou instit en retraite; ambiance plutôt « classe moyenne », comme on dit là-bas. Le gouvernement annonce un programme d'aide aux chômeurs et de lutte contre la famine. Le ministre des Finances déclare que, malheureusement, on cherche encore comment le financer! A la prison centrale de Sao Paulo — la plus grande d'Amérique latine — 3500 prisonniers se sont révoltés et, après avoir maîtrisé les gardiens contrôlent la prison aux cris de « la prison aux prisonniers! ». Une version nouvelle de l'idée autogestionnaire.

10 avril. Gros titre: « Aggravation de l'état de Tancredo ». Aggravation aussi de la situation dans la prison centrale. Des corps anti-émeutes de la police militaire interviennent, cassent tout; des centaines de blessés. Photo d'un général qui parle aux militaires avant l'attaque, discours du type: « On est en démocratie, usage de la violence en dernier recours. » Dans les banlieues de Sao Paulo se tiennent de grandes assemblées de métallurgistes qui votent la grève. Lula, dirigeant du Parti des travailleurs (PT) déclare: « La grève n'est pas dirigée contre le gouvernement, mais les ouvriers doivent manger. » On revendique 100% d'augmentation des salaires et la semaine de 40 heures (elle est actuellement de 48 heures en moyenne) sans heures supplémentaires.

11 avril. Titre: « Tancredo, encore une journée de souffrance dans sa lutte pour la vie ». Dans le Nordeste, des pluies torrentielles continuent de tomber après six ans de sécheresse. Inondations gigantesques, 400 000 personnes sinistrées, 260 000 petits paysans ont perdu leurs récoltes. Les agglomérations sont isolées, sans



Lutte des classes dans un hôpital de Sao Paulo Un mort et des millions de gens en désarroi

moyens d'approvisionnement alimentaire; les hélicoptères de l'armée jettent du riz et des médicaments. Selon un journaliste, lors de sa récente visite à Sao Paulo, Helmut Schmitt aurait dit à Lula: « Il faut que vous soyez conscients que, si les salaires brésiliens atteignent le niveau de ceux en Allemagne, nous n'aurons plus d'intérêt à investir ici. » Clair, non? De leur côté, les métallos semblent vouloir ignorer ces lois de l'économie et tiennent absolument à pouvoir manger. Beaucoup d'entreprises sont en grève bien avant la date prévue par le syndicat. Le gouverneur de l'Etat de Sao Paulo, déclare en sortant de l'hôpital: « La grève sera autorisée car elle est prévue par la Constitution, mais nous ne tolérerons pas l'agitation. » Joaquizao, dirigeant mafiosi du syndicat officiel, aujourd'hui allié avec les communistes, a un cri du cœur: « On n'est pas en mesure d'arrêter les grèves, même si nous sommes conscients de la situation grave que traverse le pays. » Le saint homme...

12 avril. Titre: « Tancredo est opéré pour la septième fois ». Dans une région de l'Amazonie, des Indiens attaquent 5000 chercheurs d'or venus s'installer sur leur territoire. Evacués par hélicoptère vers la ville la plus proche, ces derniers, frustrés, se révoltent et mettent la ville à sac. Intervention de l'armée. On se demande d'ailleurs ce qu'ils feraient sans l'armée, ces politiciens... A Brasília, l'ancien ministre des Transports témoigne devant une Commission parlementaire qui enquête sur la faillite du plus grand chantier naval brésilien — dont le patron vient de se suicider. Histoire de minimiser l'affaire, il déclare: « Dans l'industrie brésilienne, la corruption est généralisée. » Dans la banlieue industrielle de Sao Paulo, la grève des métallos est suivie à 90%. Les usines de Général Motors sont occupées, Volkswagen est totalement arrêtée (pauvre Helmut!). Photos d'assemblées massives dans les immenses centres industriels. Rien que l'usine Volks de Sao Bernardo emploie 20000 ouvriers. On sent la peur que la classe dirigeante a de ne pas être en mesure de contrôler ces centres gigantesques au prolétariat conscient, très agressif et de plus en plus politisé; fruit du « miracle brésilien » et du développement à crédit. Le seul espoir, c'est la capacité des syndicats à canaliser le mouvement. Mais, après des années de répression, le syndicalisme n'est pas enraciné, il est dévalorisé par le compromis de l'appareil avec les seigneurs de l'Etat. Le temps presse... Un dirigeant syndical lié au PC, et qui prône la négociation entreprise par entreprise, est expulsé par les grévistes d'une grande usine de la G.M.: « J'ai été agressé par des drogués et des barbus liés au PT », se plaint-il après sa sortie de l'hosto (pas le même!).

13 avril. Titre: « Tancredo, le drame! ». Toujours ces pages de chronique; photos de messes données dans la rue en face de sa chambre. A sa sortie, le ministre de la Marine déclare:

« Cet homme est un héros! » Ça n'a pas l'air de suffire, les grèves se généralisent. A Rio, la grève est déclarée dans le métro. Le gouverneur Brizola (un socialiste, lui carrément!) accuse les communistes et les « barbus » (décidément) du PT de manipuler les ouvriers. Le moins qu'on puisse dire, c'est que l'harmonie ne règne pas dans le parti de M. Neves. Il vaut mieux prévenir... A Sao Paulo, 20000 soldats de la police militaire sont mis en état d'alerte à cause de la grève des métallos. L'Assemblée des Evêques du Brésil condamne l'analyse marxiste. Toujours à Sao Paulo, manifestation des survivants d'un « accident » dans une usine chimique de Cubatao (l'endroit le plus pollué du monde), en 1974. Cancéreux et sans aide médicale, ils veulent être considérés comme accidentés du travail. Le journaliste ajoute: « En plus, ils se disent rejetés par leurs femmes, car ils puent. » Ça doit être de l'humour... Mais on n'arrête pas le progrès.

Selon le ministère de l'Industrie, les premiers robots industriels fabriqués au Brésil seront en vente fin 1985.

14 avril. Titre: « Tancredo, une situation difficile à contrôler ». La grève des métallos est maintenant dirigée par une Commission de mobilisation groupant 400 délégués. Les dernières propositions patronales sont rejetées en assemblée, alors qu'un courant de solidarité commence à se manifester dans les usines de Sao Paulo-ville. Le PT, dont les dirigeants sont à la tête du mouvement, joue la modération, mais

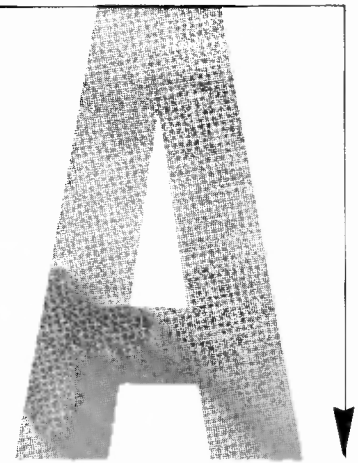
on sent qu'ils craignent aussi le débordement. Jeu serré... Lors d'un grand meeting, le curé Betto (du courant de la Théologie de la libération et conseiller de Lula) demande aux 30000 ouvriers de dire avec lui un « Notre Père » à l'intention de Tancredo, qui, selon lui, « souffre mais suit les affaires! » Tu parles... Une fois la prière terminée, l'assemblée se presse de voter l'occupation des usines... Le patronat s'inquiète. Des patrons de la métallurgie adressent une lettre ouverte au ministre des Armées, lui demandant une intervention plus ferme de la police militaire contre les piquets de grève. Bigre! Ne fait-on plus confiance au nouveau gouvernement démocratique? Un chiffre, enfin, sur cette prolétarisation qui caractérise la société brésilienne: en quinze ans, selon une étude officielle, le nombre des femmes au travail a triplé.

On arrête là. Depuis, Tancredo est mort et le Brésil est toujours bouillant, vacillant, au bord de l'explosion ou d'autre chose... Dans les beaux moments de la dictature, un ministre avait dit: « Nous avons 100 millions d'habitants dont nous ne savons que faire des deux tiers! » Aujourd'hui, il va falloir s'en occuper, d'autant plus que les dimensions du désastre et les dangers d'explosion commencent à peser sur tout un continent et, par conséquent, sur toute la planète. Quelle samba!..

Mai 85 - Charles REEVE

Charles REEVE vient de publier: **EXOTISME S'ABSTENIR - Journal d'un voyage en Amérique latine (1983-1984)**, aux Editions Acratie. On y trouvera, entre autres, des éléments d'information et d'analyse sur la situation sociale, les luttes et les problèmes du syndicalisme au Brésil, en Argentine et en Bolivie.

174 pages, 70 F chez l'éditeur: B.P. 23 - 64130 Mauléon; ou 90 F en librairie, diffusion Alternative, 36, rue des Bourdonnais - 75001 Paris.



NOM:
 PRENOM:
 ADRESSE:

 CODE POSTAL:
 VILLE:

- ABONNEMENT 5 NUMEROS (1 AN): 70 FRANCS
- ABONNEMENT 10 NUMEROS (2 ANS): 140 FRANCS
- ABONNEMENT DE SOUTIEN (2 ANS): 200 FRANCS
- ABONNEMENT MILITANT (5 EXEMPLAIRES PENDANT 1 AN): 300 FRANCS

(AJOUTER 10 FRANCS POUR L'ETRANGER)

LIBELLER LES CHEQUES A: IRL CCP 4 150 95 N LYON
 IRL 13 RUE PIERRE BLANC 69001 LYON

Les gamelles contre l'Etat

Pour bien comprendre la révolte récente des « boias-frias » (1) (en mai 1984), dans la région de Ribeirão Preto (Etat de Sao Paulo), il est important de rappeler rapidement les formes de pénétration et d'implantation du capital dans les campagnes brésiliennes. Depuis vingt ans, elles se poursuivent de la façon la plus sauvage qu'on puisse imaginer. Les paysans brésiliens, qui n'ont jamais eu de droits politiques, d'assistance médicale et sociale, de syndicats, etc. — à l'exception de la courte période correspondant à l'existence des ligues paysannes (2) —, se sont trouvés, avec la dictature militaire d'après 1964, à la merci d'un capital à la recherche de nouveaux profits.

L'Etat, tout en finançant, créant des stocks régulateurs, garantissant des montants compensatoires, etc., travaillait à éliminer toute tentative de résistance dans les campagnes par la répression. Grâce à toutes ces facilités, le capital s'est rapidement orienté vers les productions les plus rentables : l'agriculture d'exportation (café, soja, cacao, oranges, etc.), et, surtout après le plan pro-alcool (3), vers la culture du sucre. Autrement dit, le capital ne s'est préoccupé que de l'agriculture pour l'exportation, de celle qui faisait « tourner les moteurs »... Le capital a ainsi bouleversé la répartition des cultures, expulsé les « posseiros (4) », éliminé les Indiens, déplacé les populations, détruit les formes

traditionnelles et familiales de production, etc. Tout cela a contribué à créer un nouveau type de prolétaire : le « boia-fria ». Sous-produit de la modernisation capitaliste de la campagne brésilienne, le « boia-fria » est, parmi tous les travailleurs, celui qui subit l'exploitation capitaliste la plus brutale. Arrachés à leurs terres, concentrés autour des petites villes, sans statut ni avantages sociaux, des centaines de milliers de « boias-frias » ont même fini par perdre leur identité culturelle, puisqu'ils ont été obligés de vivre en marge, subissant le rejet des habitants des villes où ils se sont installés. La majorité des « boias-frias » sont des femmes, des vieillards et des enfants, qui subissent tous une forme d'exploitation où l'appropriation capitaliste de la plus-value relative (salaire à la pièce) s'ajoute à celle de plus-value absolue (journées de travail de dix heures et plus).

Les dernières grèves des travailleurs du sucre dans le Pernambuco (5) annonçaient déjà, pour le capital, la fin de la période de tranquillité sociale dans les campagnes. La révolte des « boias-frias » de la région de Ribeirão Preto est, de son côté, venue confirmer que la seule limite à l'exploitation est celle qui est imposée par l'action directe et organisée des travailleurs. Le mouvement des travailleurs du sucre a commencé, le 15 mai, dans la petite ville de Guariba. La cause immédiate en fut le changement imposé par le patronat local du système de coupe

de la canne. Il se faisait, avant, selon le système dit des « 5 rangs » et il fut décidé que, dorénavant, il se ferait selon celui des « 7 rangs ». Comme le « boia-fria » est payé en fonction de la quantité de canne coupée, le nouveau système entraînerait une baisse des salaires. De plus, les travailleurs exigeaient que, dès le début de la récolte, soit négocié, entre les syndicats et le patronat, un tarif fixé pour une certaine quantité de canne coupée, cela afin de ne pas être lésés, comme d'habitude, à la fin de la coupe. Dans un premier temps, toutes ces revendications ont été rejetées par les patrons. A cette situation est venue s'ajouter l'agitation provoquée par les augmentations successives du prix de l'eau courante, distribuée et facturée par des compagnies d'Etat. Cette eau est pratiquement le seul « service public » auquel ont droit les occupants des baraquements ! Or, devant l'impossibilité pour ceux-ci de payer les factures aux nouveaux tarifs, l'Etat leur avait coupé l'eau !..

Le 15 mai au matin, les 10 000 travailleurs agricoles de Guariba se mirent spontanément en grève. Les camions chargés de les transporter vers les camps et les usines de traitement de la canne furent bloqués par des piquets de grève. Ensuite, ils descendirent sur le centre-ville pour manifester. Des milliers de « boias-frias » envahirent les rues, deux immeubles de la compagnie des eaux furent saccagés et incendiés, ainsi que des maisons et des voitures ; un supermarché fut pillé... Comme d'habitude la police militaire intervint violemment, le bilan des affrontements fut de 1 mort par balle et 25 blessés — dont 14 par balle. Le jour suivant, une assemblée des travailleurs arrêta une plateforme de 19 revendications, dont la principale était le retour à l'ancien système de coupe. Les grévistes demandaient aussi : la délivrance quotidienne d'un reçu de production, afin qu'ils puissent contrôler, chaque soir, la quantité de canne coupée et l'argent ainsi gagné ; le paiement du temps de transport en heures supplémentaires ; la fourniture gratuite, par le patron, d'outils de travail et de protection (gants) appropriés ; la garantie de l'assistance médicale, etc.

Pendant ce temps, la révolte s'étendait à d'autres villes de la région. Le 16 mai, les cueilleurs d'oranges de la ville de Bebedouro se mirent également en grève. De leur côté, et afin de faire pression sur les patrons, les coupeurs de canne commencèrent à mettre le feu aux plantations de canne. Face à l'évolution rapide des événements, les patrons cédèrent. Le jour suivant, au cours d'une assemblée rassemblant des milliers de travailleurs, on apprit que les revendications avaient été acceptées à 90 %. C'était la victoire. La grève terminée, la fête commença... Des accords semblables furent signés dans les autres villes avec le patronat local. A la fin de l'assemblée, l'avocat Leopoldo Paulino, de la Fédération des travailleurs agricoles de l'Etat de Sao Paulo, qui a participé aux négociations, dira : « C'est la plus grande

**Les « boias-frias »
montrent la voie**

conquête des travailleurs agricoles depuis vingt ans de lutte.» Il s'agit, surtout, d'une lutte exemplaire pour tous les travailleurs de la ville et de la campagne. Une fois de plus, la preuve a été clairement faite que lorsque ceux-ci s'unissent, s'organisent et agissent de façon autonome, la victoire est assurée et, plus important encore, que la destruction finale du capitalisme paraît possible. Malgré la présence des politiciens dans les assemblées, la lutte a été, à chaque instant, menée à la base par l'écrasante majorité des travailleurs. A aucun moment, les travailleurs n'ont permis aux politiciens et à leurs partis de contrôler le mouvement — ce qui est toujours leur objectif, par ailleurs souvent atteint.

Le syndicat lui-même a été dépassé par la lutte directe et décidée des travailleurs. Un « boia-fria » dira au journaliste qui l'interrogeait: « Le syndicat n'a pris aucune décision. Il ne parlait que de négociations alors que le patronat ignorait nos revendications. Alors nous avons discuté entre nous et nous avons décidé de faire grève. Et la grève, on la voulait pacifique, jusqu'au moment où la police nous a réprimés. »

Alors que les politiciens, après avoir agité le drapeau des « directes », mettent en avant les promesses de Tancredio; que les « classes moyennes » défilent et se rassemblent pour applaudir et légitimer le futur gouvernement de la transition « cool »; que les classes dominantes discutent des moyens de dépasser la crise et de mieux exploiter les travailleurs... les « boias-frias » de l'Etat de Sao Paulo se lancent dans l'action autonome, dirigent eux-mêmes leur lutte et refusent de se laisser manipuler par des politiciens et d'autres espèces de « dirigeants ». Dans ce sens, ils montrent la voie de l'émancipation des travailleurs.

Claudio Miranda
rio de Janeiro, janvier 1985

NOTES (des traducteurs)

(1) La traduction littérale de « boia-fria » est: « gamelle froide ». On appelle ainsi les journaliers des régions d'agriculture extensive dans le centre et le sud du Brésil. Ils constituent aujourd'hui une force syndicale importante, représentant à peu près la moitié du total des travailleurs syndiqués. Le Parti des travailleurs et la gauche catholique contrôlent ces syndicats.

(2) Dans les années 55-56, une très forte agitation dans les campagnes du Nordeste brésilien a entraîné la création de Ligues paysannes. Les migrations vers les villes du Sud et la répression militaire provoquèrent leur disparition dans les années 60.

(3) Plan gouvernemental prévoyant le remplacement progressif du moteur à essence par le moteur à alcool. Aujourd'hui, une partie importante du parc automobile est équipée à l'alcool.

(4) Les « posseiros » sont les paysans migrants qui occupent des terres, surtout dans les zones périphériques de l'Amazonie. La plupart du temps, les « posseiros » ont chassé les Indiens de leurs terres, dont ils se voient chassés à leur tour par les grands propriétaires et les multinationales agro-alimentaires.

(5) Etat du Nordeste du Brésil.

UN PEU D'AIR FRAIS

Les menées du front national et de Le Pen à Toulouse ont suscité diverses réactions: des manifestations de 2000 personnes, 4 attentats contre les divers lieux de réunion.

Quand l'anti-fascisme s'exprime autrement que le pacifisme de Henu, la police charge, rafle, arrête en masse, la justice inculpe, incarcère, la presse se tait, ment et dénature.

Aujourd'hui 4 antifascistes sont incarcérés à la prison St Michel accusés d'un ou plusieurs attentats anti Le Pen.

Des mots d'ordre d'une droite revancharde au le penisme haineux, le gouvernement n'a que plus d'aise de faire de leur nationalisme et xénophobie, un patriotisme et une expulsion tranquille des étrangers.

Le triste et célèbre numéro de duettiste du PS, un qui pèle les oignons, l'autre qui pleure; Alex Raymond qui prête discrètement (du moins l'aurait-il souhaité) une salle au front national, et Popere qui crie à l'anti-démocratie à l'adresse de Le Pen devant des millions de téléspectateurs.

Nous ne voulons plus tenir la sordide comptabilité des crimes et méfaits de la bofferie française, dont la police a su depuis longtemps en légitimer la pratique.

C'est pourquoi nous en appelons à tous ceux pour qui l'anti-racisme est plus qu'un badge porté au revers d'un habit.

La lutte anti-fasciste n'est pas un débat d'idée, mais aujourd'hui un combat pour un espace vital, où vit la relation humaine, qui fait que l'espoir et la révolte ne se conjuguent pas en haine. « Un peu d'air frais » au milieu de ces politiciens et idéologues répugnants du parlons France... d'abord!

Nous refusons le silence et la résignation en exigeant et en luttant pour la mise en liberté immédiate des 4 anti-fascistes et anti-racistes, solidaires de leur dénonciation des idéologies et de leur emprise sur notre quotidien.

Comité de soutien anti-fasciste, c/o CERF BP 4131 31030 Toulouse cédex. Soutien financier: A. Talavera CCP 32 16 42 C Toulouse

VOLONTE ANARCHISTE 27

Le groupe Fresnes-Antony de la FA vient de publier « Karl Marx ou la perversion du socialisme » d'Alexandre Marc. On peut se procurer ce numéro 27 de Volonté Anarchiste (20 F) en écrivant à Groupe Fresnes-Antony, 34 rue de Fresnes, 92160 Antony.



SOLIDARITE AVEC LES EXCLUS DE L'AMNISTIE EN POLOGNE

« Les amis de Robert et Tomek » ont sorti une plaquette où ils retracent l'histoire de deux garçons de 18 ans qui ont tenté d'organiser une résistance armée à la dictature. Ils ont constitué un groupe clandestin, diffusé des tracts et désarmé deux soldats. Le 18 février 1982, voulant se procurer son arme, ils ont blessé accidentellement un milicien, le sergent Karos. Bien qu'hors de danger, selon le communiqué officiel publié le lendemain par les autorités, celui-ci décède cinq jours plus tard, sans qu'il soit possible de déterminer s'il succomba des suites de sa blessure. Arrêtés le 4 mars 1982, torturés, ils ont été condamnés le 8 septembre 1982 à 25 et 13 ans de prison. La lutte commence à se développer en Pologne pour les sortir de prison. On peut les aider en contactant: Les Amis de Robert et Tomek, BP 4, 93301 Aubervilliers cédex. Un dossier complet, des tracts, des affiches et des cartes postales de soutien sont disponibles à librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

POUR NOS NUITS, QUI S'ENNUIENT... LA TAVERNE, VERRA-T-ELLE LE JOUR?

Est-il vraiment révolu le temps où les nuits donnaient de la couleur aux projets les plus fous... N'y a-t-il plus d'autre aventure possible que celle de finir ses nuits avec des trous du cul crispés autour du futur cybernétique... Si vous êtes de ceux qui pensent que les lendemains commencent à minuit et qu'il vaut mieux les attaquer en chantant... nous vous invitons à nous rejoindre dans la construction de cette usine à rêves.

Une taverne va voir le jour à Lyon: le local existe, des personnes sont déjà investies corps et âmes (damnées) dans ce projet de meubler nos nuits. Une souscription est ouverte pour récolter le maximum d'argent pour débiter sur des bases saines. Souscription, en fait non: elle correspond à une adhésion définitive et à une avance sur consommation (une par mois pendant huit mois). Quand on vous dit que ce n'est pas de l'arnaque! Volnitsa, 42 rue Burdeau 69001 Lyon.

CIRA MARSEILLE

— A l'occasion de son xxème anniversaire, le CIRA Marseille vient de faire paraître son Bulletin 23/25 intitulé: « Témoignages 1939 - 1945 ». Une cinquantaine de portraits et plus de trente reproductions de documents (pour la plupart inédits) illustrent les témoignages directs, avec des notices sur les militants aujourd'hui disparus, un index des noms (plus de 600), des périodiques cités (plus de 160), une table des illustrations, un index des lieux de détention et des groupes et organisations cités. 188 pages, 50 F (plus 10 F pour le port). CIRA BP 40 13382 Marseille cédex 13.

— René Bianco travaille depuis plusieurs années à la réalisation d'un « catalogue de la presse anarchiste d'expression française depuis les origines à nos jours » (plus de 1500 titres recensés). Il serait heureux d'entrer en contact avec tous ceux qui possèdent des collections privées en vue d'un inventaire détaillé. De plus, il voudrait entrer en contact avec tous ceux qui ont animé ou collaboré à un journal, même si ce journal n'a eu que quelques numéros et s'il n'avait qu'une diffusion locale ou extrêmement limitée (quartier, usine...). Ecrire au CIRA.

— Pour tout ce travail et pour la constitution d'une banque de données informatique, on peut envoyer des dons (même minimes) à l'ACEPPOS (déductibles des impôts). Rédiger les chèques à l'ordre de l'ACEPPOS et les envoyer au CIRA.

GRECE

L'EVOLUTION DES EVENEMENTS
JUSQU'AU 9 MAI

La Grèce, et surtout Athènes, connaît depuis quelques mois une forte activité anarchiste et le mouvement libertaire voit son influence augmenter. Et pas seulement parmi les jeunes. Parallèlement, le gouvernement socialiste — qui a définitivement renoncé aux solutions pacifiques pour régler les conflits sociaux et faire aboutir les grèves — adopte une politique de répression dure comme réponse à l'opposition de toute une partie de la population.

Depuis quelques temps, la présence de la police et des MAT (CRS grecs) est devenue très importante dans les lieux fréquentés par les libertaires (et notamment place Exarchia).

— le 21 avril — date anniversaire de l'établissement de la dictature en 1967, des anarchistes ont attaqué les locaux de l'EPEN-ENEK (partis d'extrême-droite). Les jours suivants, la répression quotidienne se renforce.

— le 27 avril, affrontements entre libertaires et forces de l'ordre: les premières barricades apparaissent, les premières arrestations sont effectuées.

— le 30 avril, des libertaires qui posaient des affiches appelant à une manifestation pour le lendemain, sont poursuivis par la police dans le centre d'Athènes. Ils se réfugient dans les locaux d'une librairie anarchiste (la librairie internationale); encerclés, ils appellent les rédactions des grands journaux pour dénoncer l'attitude des forces de l'ordre: l'un d'eux (l'Eleftherotipia, un des quotidiens ayant le plus fort tirage) fournit de sa propre initiative une camionnette et leurs permet ainsi d'échapper à la police.

— le premier mai, la disproportion entre les forces de l'ordre mobilisées et le nombre des anarchistes qui manifestent (1000 flics — 400 anars), provoque de nombreuses réactions parmi les autres manifestants.

LE 9 MAI ET SES CONSEQUENCES

Une manifestation, organisée le 9 mai par les anarchistes pour dénoncer la répression étatique, a pour point de départ la place Exarchia bouclée par les forces de l'ordre: le patron de celles-ci la déclare illégale et par conséquent interdite, ordonne sa dispersion et menace les libertaires présents d'une répression brutale. La dispersion commence et les MAT passent à l'attaque: Athènes connaît une des nuits les plus violentes de ces dernières années: barricades et affrontements dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils furent plutôt violents.

Bilan: un très grands nombres de blessés des deux côtés et des arrestations. Un

groupe d'anars se réfugie dans la faculté de chimie qu'ils menacent de faire sauter si le gouvernement n'accepte pas leurs conditions (libération des emprisonnés) puisque le conseil des professeurs a refusé le droit d'asile (généralement reconnu légal dans l'ensemble des universités).

Dès lors, la situation semble bloquée — elle l'est encore au soir du 12 mai. Le quartier de la faculté de chimie est bloqué par les forces de l'ordre: les journalistes et les ambulances de la Croix-Rouge n'y ont pas droit d'accès (il y a des blessés dans la faculté), la circulation est interdite aux abords de la faculté où l'eau et le téléphone ont été coupés. La presse officielle annonce le décès d'un manifestant (cliniquement mort mais maintenu artificiellement en vie), inconnu. Les hôpitaux sont surveillés par la police qui interdit l'accès aux journalistes et en a refusé l'accès à des manifestants blessés.

Réaction: le 12 mai, une manifestation pacifique de 1500 libertaires au centre d'Athènes demandant la solidarité de la population envers les emprisonnés. La population du centre ville, lassé par l'omniprésence des forces de

l'ordre a accordé son soutien en l'applaudissant ou en y participant. La vingtaine d'individus d'extrême-droite venus semer le désordre n'ont rien pu faire.

LA LIBERATION DES EMPRISONNES
ET LA FIN DE L'OCCUPATION
DE LA FACULTE

L'après-midi du lundi 13 mai, la police libère les emprisonnés. Le soir, une manifestation qui s'organise spontanément avec 2500 libertaires défile au centre d'Athènes et passe par la faculté occupée où elle aide ses occupants à la quitter.

L'après-midi du mardi 14 mai, encore une fois, 4000 libertaires manifestent en dénonçant la répression étatique et en criant:

— On ne demande pas un changement gouvernemental ce qu'on exige c'est le droit de gérer notre vie.

— Mort aux patrons de droite et de gauche.

— Mort à l'Etat - Vive l'Anarchie.

*Dimitri
Groupe Nestor Makhno*

ESPAGNE

Depuis le 4 janvier 1985, une loi « anti-terroriste », proposée par le gouvernement socialiste, est en vigueur en Espagne. Elle annule un certain nombre de garanties constitutionnelles comme l'inviolabilité du domicile, le droit au secret des communications postales, téléphoniques et télégraphiques, la liberté d'opinion et d'information. Plus précisément, la garde à vue passe de 72 heures à 10 jours. Cette loi encourage la délation — comme en Italie pour les Brigades rouges — par des remises totales de peine, s'il n'y a pas eu « délit de sang ». La loi n'aggrave pas seulement les peines pour les coupables: les collaborateurs (sous forme d'informations, d'aide économique et matérielle) des groupes terroristes sont passibles de 6 à 12 ans de prison. De plus, toute déclaration ou tout écrit en faveur du terrorisme et de l'action terroriste est passible de 6 mois à 6 ans de prison.

Les personnes accusées de délit pouvant entraîner des peines supérieures à 6 ans de prison peuvent être placées en détention préventive pendant 2 ans. Enfin, « les délits prévus par cette loi seront jugés par les tribunaux espagnols, même s'ils sont commis en dehors du territoire national par des Espagnols ou des étrangers, si les responsables font partie de bandes armées, rebelles ou d'organisations terroristes opérant en Espagne, ou s'ils coopèrent avec elles » (art. 2).

Cette loi est plus sévère que ce que la Constitution prévoit en cas de loi d'exception. Les rapports privilégiés entre le roi, le chef du gouvernement socialiste et le chef de l'opposition de droite permettent de conclure que cette loi satisfait tous les partisans de la manière forte.

En fait, pour une époque de crise, cette loi censée faite contre les terroristes pourrait aussi bien servir contre l'action directe des travailleurs. Les arrestations de plusieurs militants anarcho-syndicalistes, fin 1984, sous prétexte de complicité avec des terroristes, sont un signe avant-coureur. Et depuis cette année, ils sont maintenus en prison dans le cadre de la loi antiterroriste.

Malgré de nombreuses protestations, leur situation juridique est stationnaire. Rappelons qu'il s'agit de 6 personnes arrêtées à Vitoria, au Pays Basque, sous le prétexte d'être impliquées dans des attentats contre des membres de la multinationale Michelin. Sur les 6 personnes, 2 ne font plus partie de la CNT; les plus militantes sont en prison « juste au moment où la CNT, qui avait acquis une grande force à Vitoria, s'étendait dans tous les secteurs ». (Déclaration d'un des emprisonnés). Les personnes en liberté provisoire ont dû payer une caution très élevée.

Frank Mintz

Sources: *Liberacion*, 17 février 1985, interview de Miguel Castells, avocat de membres de l'ETA; *Liberacion*, 21 février 1985; libre propos de José Manuel Banderés, juriste et député basque, dans *El País*, 22 avril 1985.

Souffrance individuelle et pression culturelle

L'expression, par de nombreux patients, du désir d'« être comme tout le monde » a quelque chose d'à la fois touchant et dérisoire. Désir impossible, du reste; « être comme tout le monde » signifierait, en l'occurrence, être comme personne; ce serait se conformer à un idéal culturel utopique, et renoncer à son histoire individuelle. Cette histoire individuelle est d'ailleurs fondée sur deux cadres universels, ceux de l'amour et de la mort. Se conformer à un schéma type reviendrait à nier la nécessité pour chacun de construire son histoire individuelle à travers ces deux références. Cela ferait l'économie de la souffrance, mais aussi des possibilités de bonheur, inévitablement liées à l'imprévu. C'est, par ailleurs, le fait que personne ne puisse « être comme tout le monde », qui rend possible l'élaboration d'une histoire collective, puisque c'est grâce à ce fait que les relations entre les individus, et les événements et les possibilités qui découlent de ceux-ci sont imaginables. Aussi, ceux qui proposent à leurs patients d'« être bien dans leur peau », ou leurs laissent entendre qu'ils peuvent les aider à réaliser cette illusion, me paraissent, quelle que soit l'école dont ils se réclament, des charlatans. La souffrance et l'angoisse, consécutives à un manque et à la recherche d'autre chose, sont indissolublement liées à toute histoire individuelle.

Certains, il est vrai, parviennent à « être bien dans leur peau » et « comme tout le monde ». Ils en donnent du moins l'illusion. Ce sont ceux qui adhèrent aux valeurs culturelles dominantes; ils ont, comme on dit, une bonne situation, qu'ils ont acquise aux dépens des autres. Ils sont affectivement et sexuellement satisfaits, c'est-à-dire que, ramenant tout à eux et à leur confort personnel, ils sont d'emblée hostiles à tout ce qui pourrait le remettre en question.

L'utilisation culturelle qui est faite de la psychanalyse dans les institutions

de soins, d'éducation ou de rééducation va dans ce sens. On indique implicitement une voie à suivre pour parvenir à un stade de maturité acceptable. Il s'agit d'un chemin où les différents stades sont étroitement balisés, avec un carrefour particulièrement important au moment de l'Oedipe. Gare à celui qui se trompe de route! Il risque de se retrouver psychotique, névrosé ou pervers, selon le lieu où on aura situé la déviation.

C'est une des raisons qui, jointe à d'autres plus personnelles et à d'autres plus théoriques, fait que j'ai, pour ma part, choisi une autre voie que celle de l'analyse freudienne. Mais je n'ignore pas que ces autres voies risquent à leur tour d'être intégrées dans un système idéologique dominant, et Reich, lui-même, avait fait allusion à ce danger.

*
**

Toute l'histoire individuelle fait inévitablement référence à la mort, laquelle est de toutes façons, inacceptable, puisqu'elle est la négation de tout ce qui est bâti notre vie. Un enfant exprimait ce scandale en disant: « Ca ne sert à rien d'apprendre à lire, puisque, de toutes façons, il faut grandir, donc mourir ». Tenter de conformer sa vie à un stéréotype culturel qui élimine l'imprévu et la différence, c'est précisément faire l'illusoire économie de cette fin qui accompagne toute notre vie et qui, d'une certaine façon, est l'imprévu type.

Cependant, parler de « pulsion de mort » me paraît évidemment une absurdité. La mort n'est pas une pulsion inscrite en nous, c'est une réalité incontournable contre laquelle toute notre existence témoigne. Il ne s'agit pas de deux forces qui s'équilibrent mais de deux réalités qui s'opposent, radicalement antagonistes. Dans une perspective Reichienne, l'orgone, énergie cosmique de vie, traverse les organismes vivants en les modifiant et en étant modifiée par eux. L'énergie de mort, au contraire, provoque dans l'organisme des réactions

de peur, de défense et de rétraction.

Si j'étais une amibe, je n'aurais pas peur de la mort. Celle-ci, à proprement parler, n'existerait d'ailleurs pas et il vaut mieux sans doute parler alors de transformation. Chez les animaux dits supérieurs, la peur de la mort existe sans doute, lorsqu'il s'agit de celle d'individus proches. Mais il s'agit d'une peur provoquée par la proximité dans le temps de l'évènement. En tant qu'idée, la peur de la mort est sans doute l'apanage des humains. C'est ce qui rend, à mon avis, certaines expressions des aspirations écologiques quelque peu utopiques. Les hommes ont en propre cette faculté de réfléchir sur eux et sur leur destin. Pour leur souffrance, mais aussi pour leur histoire. Pour eux seuls, naissance et mort signifient ruptures radicales. Je ne suis pas sûr qu'il soit possible de rétablir cette continuité avec la nature dont nous sommes issus. La possibilité de réfléchir, et celle d'avoir peur, qui en est la conséquence, ont peut-être rompu à jamais cette continuité et ne nous laissent peut-être pas d'autre possibilité que celle de la nostalgie.

*
**

Cette possibilité de réflexion lie aussi la souffrance à l'amour. En effet, selon Reich, l'orgasme est un instant où les hommes perdent cette possibilité de réflexion qui les accompagne toute leur vie. En cet instant, ils baignent dans le flux universel de la vie qu'ils avaient abandonné, ou dont ou dont ils s'étaient éloignés en se mettant à parler et qu'ils retrouveront d'une certaine façon, à l'instant de leur mort.

La sexualité, en tant que processus vital, est toujours aussi scandaleuse qu'à l'époque de Reich, même si ce scandale s'exprime différemment. La recherche personnelle du plaisir et du bonheur reste toujours proscrite et il convient, pour qui veut se sentir « adapté », de se soumettre à des normes culturelles qui ont changé, mais dont le pouvoir normatif reste toujours aussi contraignant.

L'histoire de M. en témoigne. Quel chemin l'enfant maladif et isolé qu'il dit avoir été a-t-il du suivre pour avoir enfin l'impression d'être accepté et reconnu? Et quels chemins cet enfant est-il encore obligé de prendre, pour témoigner de ce qu'il n'est pas complètement mort, lorsque M., animateur apprécié de soirées ou de fêtes à ses moments de loisir, père de famille émérite, ressent parfois une étrange épouvante qui le paralyse lorsqu'il se trouve seul la nuit dans la rue? Il sait bien que cette peur ne se rattache à aucune cause objective, et que son origine est bien plus ancienne. Quel étrange malaise le saisit aussi parfois à l'issue d'une réunion entre amis au cours de laquelle il s'est montré particulièrement brillant, cette impression qu'il n'a pas été vraiment honnête? Ce n'est d'ailleurs pas pour cela qu'il est venu me consulter, mais pour une cause beaucoup plus « noble », ou bien plus avouable à un psychologue; il « souffre » d'éjaculation précoce. Cependant ce terme de souffrance ne paraît pas vraiment adapté. En effet, à ce qu'il en dit, M. ne paraît pas particulièrement souffrir de ce symptôme, il sait qu'il éprouvera, après, du plaisir par des caresses auxquelles se livrent volontiers, selon ses dires, ses partenaires. Mais il a l'impression qu'il y a là quelque chose de pas « normal » qui, durement, vient mettre en échec les tentatives de toute sa vie, pour être enfin, « comme tout le monde ». Et pourtant... Après la mort de sa grand-mère, seule personne qui lui ait témoigné de l'affection dans son enfance, dans le désert affectif dont il garde le souvenir, auprès de ses parents, rejeté de ses camarades parce qu'il est petit et chétif, il rencontre un pédophile avec qui il vit ce qui aurait pu être une histoire d'amour, mais ne l'a pas été. Encore aujourd'hui il en parle avec beaucoup de culpabilité parce que, dit-il, il « n'était pas seulement victime ». Malgré cette culpabilité, il lui faut encore deux ans pour faire le choix d'être enfin quelqu'un de reconnu puisque, à 16 ans, il commence à avoir une liaison régulière avec une femme qu'il n'aime pas vraiment. Et ce n'est que plusieurs années après, alors que cette liaison lui pèse de plus en plus, qu'il éprouve les premiers symptômes de cette éjaculation précoce. C'est peut-être le prix à payer pour être comme tout le monde, alors que quelque chose en soi se rebelle, qui rappelle obstinément qu'on est unique. Toujours est-il que c'est aussi un des exemples de la misère sexuelle d'aujourd'hui qui ne se traduit pas par un refus de la sexualité, mais par le désir de la faire rentrer à tout prix dans un cadre connu et normatif. Ainsi est refusé, par exemple, ce qui peut être de l'ordre des recherches et des hésitations de l'adolescence.

**

Certes, la souffrance ne prend pas son origine dans le poids social. Celui-ci intervient, en quelque sorte, en second lieu.

La souffrance s'enracine, d'abord dans le difficulté de la voie explorée, la plupart du temps malgré soi. Mais, à cette difficulté s'ajoutent le poids du conformisme social, les aspirations illusoire à une vie sans histoire, et le modèle qu'offre une société dans laquelle il importe de « ne pas se faire remarquer » et de « ne pas se casser la tête ».

Face à la mort et à la souffrance qui sont indissolublement liées à tout destin individuel, au même titre que la joie, en tant qu'émotions qui portent témoignage de la vie, la société offre une solution qui ne peut être qu'utopique; en réglant le temps, en n'en conservant que l'aspect qui prétend à l'objectivité, elle offre l'illusion de vaincre la mort en la banalisant.

Cependant, « notre besoin de consolation est impossible à rassasier »; rien ne saurait nous faire oublier que la mort est intolérable et que son idée nous accompagnera toute notre vie. Mais, c'est une idée qui permet que prenne un sens l'histoire individuelle et sociale; c'est elle aussi qui est à l'origine de la révolte issue du conflit entre la vie qui nous baigne et cette réalité incontournable que la mort.

*
**

Il n'est pas en notre pouvoir de faire un tri entre les émotions qui se présentent à nous; nous pouvons seulement les accepter ou les refuser dans leur ensemble; si nous les acceptons, nous acceptons du même coup que ces émotions s'organisent en un sens selon lequel notre existence s'organisera et se dirigera.

« Ils sont sages, et de plus ils sont silencieux, car après l'éruption du volcan, nos sentiments s'emplissent de silence. Il y a un instant, tout n'était que feu, maintenant, la cendre chaude réchauffe nos pieds. Il y a un instant, nous étions aveuglés par la lumière, maintenant un crépuscule béni repose nos yeux. Tout a retrouvé le calme; le volcan dort. Même nos pauvres nerfs dorment. Nous ne sommes pas heureux, mais nous jouissons d'une paix provisoire. Il y a un instant, nous voyions le désert de notre vie dans toute son effroyable étendue. Mainte-

nant nous voyons le désert fleurir. Les oasis ne sont pas rapprochées, mais elles existent. Nous savons que le désert est grand. Mais nous savons aussi que c'est dans les déserts les plus grands que les oasis sont les plus nombreuses. Nous devons payer cher pour savoir cela. Une éruption de volcan en est le prix. C'est cher, mais il n'est pas d'autres prix. C'est pourquoi nous devons bénir les volcans, les remercier de nous avoir aveuglés, car il faut avoir été aveuglé pour acquérir une vie parfaite. Les remercier encore de nous brûler, car seuls les enfants brûlés peuvent réchauffer les autres. »

Stig Dagerman « L'enfant brûlé »

*
**

Cependant, admettre le caractère inéluctable de la mort et de la souffrance ne signifie pas se soumettre et se résigner à elles. On peut, bien sûr, choisir la voie du conformisme et de la résignation. Mais celle que choisit Don Juan me paraît beaucoup plus riche. Ce n'est pas que je veuille faire de lui un héros. Ce n'était peut-être qu'un minable, incapable de faire des choix. Mais à mesure qu'il sent le froid mortel et la terreur qui l'accompagne l'envahir, Don Juan affirme son refus et son défi. Face à l'inéluctable, et contre la tentation de l'oubli dans le repentir, il affirme que toute vie vaut la peine d'être vécue, que tout instant est une éternité. Son refus du repentir, à cet instant, ne nie pas l'épouvante de la mort, il dit que sa vie, à travers même ses erreurs, avait un sens qu'il revendique. C'est aussi le défi que lance Reich, en dirigeant son canon à orgone vers le ciel et les extra-terrestres porteurs, selon lui, d'énergie mortelle. C'est aussi, me semble-t-il, le défi que nous lançons, en tant qu'anarchistes, en affirmant que rien n'est joué d'avance et que nous ne nous résignerons jamais à la mort que signifierait l'acceptation soumise à des institutions et à des normes mortifères.

Alain Thévenet



venezia 1984

Ce texte a été présenté dans le cadre du séminaire Psychanalyse et Société, à la rencontre de Venise en septembre 1984 (voir IRL N° 57).
L'ensemble de ces contributions, ainsi que d'autres articles sur le thème (notamment celui de Luciano Lanza, Roger Dadoun, Eduardo Colombo, Cornelius Castoridis, etc.) sont publiés dans le dernier numéro de la revue trimestrielle anarchiste « Volontà » (N° 2 1985)
C.P. 19 667 - 20100 Milano Italie.

W. REICH

Le texte qui précède s'inspirant d'un courant néo-reichien et contenant des allusions à l'œuvre de Reich, il n'est peut-être pas inutile de rappeler quelques points concernant celui-ci.

De 1920 à 1933, Reich a été un des plus brillants élèves de Freud. Ses recherches s'inscrivent alors nettement dans le mouvement analytique au sein duquel il se distingue cependant sur deux points; d'une part, dès l'origine il met l'accent sur la notion d'énergie, et insiste beaucoup sur la génitalité; d'autre part, il a une conscience très aiguë de la composante sociale de l'origine des névroses; c'est ainsi qu'il a une position très active dans la création de dispensaires d'hygiène sexuelle. Tout aussi important me paraît être le fait que son premier travail analytique important soit consacré à Peer Gynt, personnage auquel il reviendra dans «La fonction de l'orgasme» et qui symbolise pour lui la quête difficile et exaltante du bonheur et de l'absolu, hors des sentiers battus.

La rupture d'avec le courant analytique orthodoxe se fait essentiellement sur deux points: sur le plan théorique, Reich s'est toujours opposé à l'idée qu'il puisse exister un «masochisme primaire», concept qui lui paraît fondamentalement défaitiste et inopérant, et il refusera donc ce que Freud et la plupart de ses disciples (déjà organisés en structure plus ou moins bureaucratique) conceptualiseront sous le terme de «pulsion de mort» ou Thanatos. Pour lui, à ce moment du moins, la seule pulsion qui puisse exister fondamentalement, et qui, déjà, mériterait mieux l'appellation d'énergie, est la pulsion de vie, la libido; ce n'est que lorsqu'elle ne parvient pas à s'exprimer librement qu'elle se retourne en son contraire. L'autre point de rupture porte sur l'engagement politique de Reich, d'abord au parti socialiste, puis au parti communiste, engagement que la majorité des analystes, soucieux de reconnaissance, refusera. Il sera d'ailleurs un des rares à affirmer qu'il ne faut en aucun cas essayer de composer avec le pouvoir nazi naissant. Donc, en 1933-34, à l'issue de manœuvres bureaucratiques, il est exclu de l'Association Psychanalytique Internationale. Paradoxalement, à la même époque, il est également exclu du parti communiste: ses thèses concernant l'importance du problème sexuel détournent l'énergie des travailleurs de causes sensées être plus importantes. Curieusement, bien que ses hypothèses prennent un caractère de plus en plus nettement libertaire, Reich ne s'intéressera jamais vraiment à

l'anarchisme: il dira plus tard avoir de la sympathie pour les idées de Kropotkine, mais visiblement n'a jamais vraiment approfondi la question; il aurait eu cependant l'occasion de le faire puisque le frère de sa troisième femme, Ilse Ollendorf, étroitement attachée à ses travaux, lui-même psychiatre, écrivait dans le journal anarchiste «Freedom», précisément fondé par Kropotkine.

A partir de ces deux ruptures, les recherches de Reich s'éloignent de plus en plus de la direction que prend dès lors la psychanalyse. Il met d'abord en évidence le fait que les traumatismes psychologiques ne s'inscrivent pas seulement dans la pensée, mais aussi dans le caractère et dans le corps, provoquant à l'intérieur de celui-ci des blocages qu'il appelle stases, qui selon l'histoire de chacun peuvent se localiser à différents niveaux, et empêcher la circulation naturelle et libre de l'énergie. Ultérieurement, Reich appelle cette énergie «orgone», et prétend qu'elle ne circule pas seulement à l'intérieur de chaque individu, mais aussi dans tout l'univers: c'est l'énergie cosmique. Ces stases sont aussi à l'origine de comportements sociaux irrationnels tels que le fascisme. Il invente alors les accumulateurs d'orgones, destinés à diriger cet orgone sur des zones du corps, ou sur un corps tout entier dans lequel elle est soumise à des blocages; c'est ainsi qu'il s'intéresse au cancer. Il invente aussi des «clouds busters», inspirés du même principe, et destinés à rétablir la libre circulation de l'orgone dans l'atmosphère. Il n'invente pas de machine pouvant lutter contre le fascisme, mais développe des idées très proches des conceptions libertaires, concernant notamment la démocratie du travail. Il développe aussi l'idée, reprise par ses successeurs, et notamment sa fille, Eva, que le seul moyen de permettre que se crée une société libérée, c'est de s'occuper des enfants, en particulier des bébés; idée pas fautive en soi, la seule objection étant, à mon sens, que c'est nous qui pouvons nous occuper des bébés, et que nous ne sommes pas précisément libérés. A cette époque, il se lie avec A.S. Neill qui restera très proche de lui jusqu'à sa mort.

Dans les années 50, après l'échec de l'expérience ORANUR, destinée à lutter contre les radiations atomiques, il pense qu'il peut exister une énergie mortelle, qu'il appelle DOR (death organ), rejetée notamment par les vaisseaux spatiaux qui utilisent l'orgone pour leurs déplacements. Il faut replacer cette hypothèse, à première vue un peu bizarre, dans le contexte d'une époque où les milieux scientifiques et militaires prenaient très au sérieux tout ce qui touchait aux extra-terrestres.

Depuis sa rupture d'avec Freud et d'avec le PC, Reich a été en butte à une campagne de calomnie menée par les milieux analytiques, marxistes et réactionnaires. Il a été à la fois accusé de

folie et des pires turpitudes morales. Le FBI et la Food and Drug Administration ont enquêté à plusieurs reprises à Orgonon, le domaine où il poursuivait ses expériences, sans jamais rien trouver de suspect pour la morale de l'époque. Cependant, un juge ordonne la destruction des accumulateurs d'orgone et l'autodafé de toutes ses œuvres. Reich passe outre; il est alors condamné à deux ans de prison pour outrage à magistrats. Il meurt en prison, le 3 novembre 1957, peut-être assassiné. Ses œuvres sont brûlées.

Bien que, lors du procès, les experts l'aient officiellement déclaré sain d'esprit, cette suspicion de folie a continué à poursuivre Reich, jusque dans les milieux gauchistes, qui condamnent généralement l'œuvre de la seconde partie de la vie de Reich, sans même l'examiner, sous prétexte qu'il était alors délirant. Cependant, à mon sens, c'est dans les œuvres de cette époque qu'on peut trouver les intuitions les plus intéressantes, qui rejoignent parfois les thèses soutenues aujourd'hui par Bookchin par exemple. Qu'on prenne la notion d'orgone comme une réalité physique ou comme une métaphore, c'est en tout cas une hypothèse extrêmement riche.

Par contre, tout un courant issu de Reich me paraît extrêmement discutable: c'est celui de la bio-énergie, lancée par Lowen; il y a là toute une réduction de la dimension tant analytique qu'ontologique de la pensée de Reich en une idéologie un peu limitée de bien-être et d'équilibre personnel qui me paraît foncièrement réactionnaire, ce que peut confirmer le succès de ces techniques, notamment aux USA, dans les milieux petit-bourgeois.

Personnellement, les théories sociales du premier Reich (du temps où il était analyste), qui ont été portées aux nues dans les années post-soixante-huitardes, ne me paraissent plus, aujourd'hui, être d'une très grande originalité. Les Conseilistes, Situationnistes et même, pourquoi pas, Anarchistes, ont fait, dans le genre, aussi bien. Plus intéressant me paraît être le Reich de la dernière période. On peut critiquer l'aspect «délirant» des ses hypothèses. Cela ne devrait pas dispenser d'y aller voir un peu plus près; et d'y retrouver, peut-être, l'écho des préoccupations qui traversent actuellement le mouvement anarchiste.

Bibliographie sommaire et subjective: (en langue française)

Roger Dadoun: Cent fleurs pour Wilhem Reich — Payot

Peter Reich: A la recherche de mon père — Albin Michel

Reich:

— L'Analyse du caractère — Payot

— La fonction de l'orgasme — Ed. de l'Arche

— Le meurtre de Christ — Champs libre

— La superposition cosmique — Payot

Revue l'Arc numéro 83 consacrée à Wilhem Reich.

AVIS DE LECTURE

Le pain de la misère

Une description des luttes prolétaires juives restait à faire, parce qu'elle est abordée de biais quand on traite l'histoire du mouvement ouvrier russe ou nord-américain. Nathan Weinstock s'est lancé dans cette aventure, avec modestie et efficacité. Cependant, la rigueur de la chronologie et du découpage géographique est un peu lourde. Je regrette qu'il manque une conclusion étoffée à chaque tome, et en attendant le troisième, voilà comment j'interprète cette histoire, selon des critères que Weinstock n'emploie pas.

Tout mouvement de travailleur doit au départ lutter contre l'obstacle de la religion. On l'a bien vu, à la fin du XIX^e siècle, avec l'opposition du Vatican, puis les syndicats de jaunes. Pour l'Islam, la lutte est en cours. La Synagogue a été aussi obscurantiste que les autres religions. Elle a utilisé la force contre les premiers efforts spontanés d'émancipation des travailleurs juifs contre leurs patrons juifs. Puis, lorsque le mouvement socialiste et syndical s'est développé, elle a engagé des nerfs, comme à Lodz le 1^{er} mai 1903: «Ce fut un curieux spectacle que de voir les maquereaux [juifs] tirer les ouvriers juifs de leur foyer les jours de fête, pour les obliger, à la pointe du couteau, à fréquenter la synagogue!» (t. I, p. 145). Que ce soit en Russie, en Angleterre ou en France, les religieux juifs sanctifient l'exploitation. Le patriotisme est même plus puissant que les sentiments religieux, les juifs anglais et français ne se sentent rien en commun avec les immigrés juifs de Russie — qui englobait à l'époque une bonne partie de la Pologne (1). En France, on fait même des prières pour la santé des tsars Alexandre III et Nicolas II: «Certes, Alexandre II a beaucoup persécuté les juifs, mais c'est un ami de la France.» (t. II, p. 45).

Le comble est atteint avec une collaboration avec la police, indirecte il est vrai: au moment où les organisations socialistes juives sont persécutées, où les pogroms sont encouragés, le mouvement sioniste est autorisé à s'organiser légalement. Weinstock rapporte à ce propos une anecdote sur des tractations qu'aurait faites le fondateur du sionisme, Herzl, avec le ministre de l'Intérieur russe pour amener un arrêt du militantisme socialiste juif. Weinstock serait allé plus loin en lisant *L'Etat juif* (1897) et en citant simplement le fait que l'organisation de la colonisation et du défrichage des terres du futur pays des Juifs (2) est réservée aux plus pauvres. «L'organisation sera toute militaire, avec des grades, de l'avancement et des retraites.» La journée sera de 7 h, en deux périodes de 3 h 30» (bien), mais il y

aura une police «pour faire face aux mutineries des mauvais éléments». «Enfin, il y aura des maisons de récréation [des bordels juifs?] pour le peuple, que la Society of Jews dirigera d'en haut, en vue de la moralité (3).»

Quant à l'organisation même des travailleurs juifs, on peut remarquer qu'elle suit les mêmes tendances que partout ailleurs. Il y a des mouvements spontanés contre les patrons et les rabbins. Puis, lorsque l'industrie se développe plus, des arrêts de travail coordonnés entre les différents groupes linguistiques se font, malgré l'utilisation de la xénophobie par le patronat (juif). En Russie, les Juifs, tout en n'étant que 4% de la population totale (t. I, p. 52), forment 36% de la population active (t. I, p. 84). Sans doute parce qu'il sont à la fois plus sensibles aux courants d'émancipation (remarque de Lavrov, t. II, p. 68), et plus capables linguistiquement d'assimiler la propagande en allemand et en hébreu, les juifs sont nombreux parmi les premiers socialistes russes.

Comme dans la plupart des mouvements ouvriers, les mêmes problèmes apparaissent: faire la révolution d'abord en soi-même dans la vie quotidienne («hygiène corporelle, propreté vestimentaire, refus des conversations vulgaires, des propos obscènes et des jurons (...) La femme, d'objet ou de créature soumise, devient une égale, une camarade» t. I, p. 109-110); s'intégrer aux autres ethnies ou lutter séparément. Ce problème mérite d'être relié aux conditions particulières de la Russie. On a vu que, spontanément, les travailleurs s'organisaient ensemble. Mais la multiplication des pogroms touchait les Juifs seuls. De plus, au départ, bien des socialistes russes se réjouissaient des pogroms en assimilant les Juifs à des capitalistes (ce qui montrait leur ignorance de la réalité russe). Il semble aussi que des socialistes polonais et ukrainiens aient appuyé l'organisation autonome des Juifs pour justifier leur propre revendication de l'autonomie. Quoi qu'il en soit, le sentiment général des travailleurs juifs en Russie (et pourquoi pas ailleurs, par la suite) me semble bien exprimé par Lilienblum: «Nous sommes des étrangers dans la société capitaliste et nous serons des étrangers dans la société prolétarienne (t. I, p. 56).»

Weinstock décrit avec une abondance de détails, la formation du Parti social-démocrate juif, le Bund, ses rapports tumultueux avec les sociaux-démocrates russes (et les contradictions habituelles de Lénine). Ce qui me paraît important, c'est la volonté du

Bund de dominer et manipuler le syndicat juif et le Parti, face aux désirs de plus en plus ouvertement exprimés de la base et des travailleurs d'agir à la base, en contrôlant l'organisation, en séparant le syndicat du Parti.

Weinstock apporte d'amples détails sur Zoubatov, policier qui organisa des syndicats jaunes, opposés aux syndicats «politisés», mais qui finirent aussi par lancer des grèves.

Sans doute à cause de ses convictions politiques, Weinstock parle assez peu des anarchistes en Russie. Mais, dans son deuxième volume — fort court —, il est obligé de consacrer des pages à l'organisation en France et en Angleterre de groupes anarchistes juifs, et au travail de Rudolf Rocker. En fait, il aurait été bon de montrer que le Bund était pris dans une contradiction difficilement éclaircie: face à la violence capitaliste et aux pogroms, il acceptait la vengeance, mais pas la terreur révolutionnaire, il organisait surtout les Juifs et rarement (mais il y eut des exceptions notables) les non-Juifs. Les anarchistes juifs dépassaient ces contradictions, et comme on le voit dans l'étude d'Avrich sur *Les anarchistes juifs vers 1905*, les groupes bundistes se fondaient dans les groupes anarchistes. Une étude plus globale montrerait sans doute que les socialistes révolutionnaires ont le plus bénéficié de l'apport des militants ex-bundistes.

D'un point de vue général, les spécificités de l'organisation ethnique en Russie ne semblent pas généralisables. En France, en Angleterre, aux Etats-Unis dont Weinstock ne parle pas encore, les syndicats de travailleurs juifs se regroupent dans les centrales existantes. En Hollande, il n'y eut même pas de séparation entre Juifs et non-Juifs. A Salonique, le mouvement socialiste des années 1909-1912 est en fait plus proche de la tendance hollandaise que ne le présente Weinstock. Il existait une organisation socialiste de quatre ethnies: grecque, bulgare-macédonienne, juive de langue espagnole, et turque. En fait, le leader Benaroya fut d'abord — sauf erreur de mémoire — militant macédonien, puis juif, puis grec.

Le sionisme découle-t-il de l'évolution du mouvement ouvrier juif? Si on ne prend que l'histoire russe, c'est très certainement une aspiration de la base — non généralisée — mais qui se heurte vite au sionisme de Herzl: faire de la Palestine «la sentinelle avancée de la civilisation contre la barbarie (4).» Les syndicats arabes-juifs, les kibboutzim, sont des créations de militants russes, vite repoussées ou manipulées par les sionistes bourgeois.

Pour les autres pays, le sionisme n'a aucun fondement. Et d'un point de vue

général, les vagues d'émigration sont allées majoritairement vers les Etats-Unis, voire l'Argentine, plus que la Palestine, ce qui prouve que les travailleurs cherchaient — comme les prolétaires espagnols, italiens, etc. — d'abord à échapper à la misère, sans pour autant oublier leur militantisme.

Frank Mintz

Nathan Weinstock, *Le pain de la misère. Histoire du mouvement ouvrier juif en Europe*. Tome I: « L'Empire russe jusqu'en 1914 », La Découverte, 1984, 311 p., 120 F; tome II: « L'Europe centrale et occidentale jusqu'en 1914 », 155 p., 80 F (!)

(1) Voir « Anarchies » de *L'Arc*, p. 109 et l'évolution scabreuse de Bernard Lazare. Même réaction en 1933-1943, voir Maurice rajfus, *Des Juifs dans la collaboration. L'UGIF (1941-1944)*, EDI, 1980.

(2) Herzl ne parlait qu'allemand pendant les congrès sionistes, et pensait tout aussi bien placer les Juifs en Ouganda qu'en Argentine ou en Palestine.

(3) Herzl, *L'Etat juif* (1897), édition de l'Herne, 1969, p. 24, 57, 58, 62, 63, 57.

(4) Herzl, o. c.



Dessin Geraldine

Gavroche et la CNT

Gavroche (revue d'histoire populaire) publie, dans son n° 18 de décembre 1984, « Le pourquoi de la défaite républicaine », témoignage de l'époque inclus dans un dossier sur la guerre d'Espagne. L'article explique que le manque de cadres militaires et la méfiance vis-à-vis d'eux, le manque de discipline des miliciens, l'absence de commandement unique, la répression appliquée par les anarchistes à Madrid et à Barcelone ont entraîné le désarroi des « citoyens paisibles, du commerçant modeste, du fonctionnaire ».

Ecrit en novembre 1936, cet article que *Gavroche* prend pour argent comptant résume parfaitement la position du Parti communiste espagnol de l'époque et des historiens marxistes chez qui le stalinisme reste bien ancré quand il s'agit de l'Espagne de 1936-1939 (London, Hernandez, Soria, les Soviétiques).

Une réponse globale publiée en Espagne en septembre 1936 aborde indirectement l'absence de commandement unique: « Si nous devons parler librement de tout ce qui pouvait se faire et n'a pas été fait pendant ces deux mois tragiques; si nous pouvions parler librement des possibilités qu'il y avait d'obtenir tous les éléments offensifs et défensifs que nous n'avons pas eus, alors qu'à Madrid, à la Banque d'Espagne, il y a des millions, des millions et des millions d'or gardés; si nous pouvions dire quelle a été notre rage, quelle a été notre impuissance, en voyant que tout était possible, que le fascisme pouvait être battu efficacement et définitivement en une semaine ou deux au maximum, mais que cela n'a pu se faire à cause de l'incapacité, de l'incompréhension des autres, je dirais trop de choses et je préfère n'en dire aucune. » Federica Montsenys, discours du dimanche 20 septembre

1936 publié dans *Fragua Social* (22 septembre 1936).

En fait, « les citoyens paisibles » étaient en grande partie aux aguets pour tirer des avantages de la nouvelle situation dans l'Espagne républicaine: marché noir et doublement des prix des commerçants (modestes ou pas), entrée dans le PC qui annonçait qu'il protégeait la propriété privée. Par contre, de nombreux cadres et ingénieurs participèrent à l'autogestion anarcho-syndicaliste.

Dernière citation, publiée en Espagne en novembre 1936: « ...J'affirme en toute responsabilité que tous les secteurs anti-fascistes, depuis l'Etat Català jusqu'au POUM, en passant par l'Esquerra Republicana et par le PSUC, ont donné un contingent de voleurs et d'assassins au moins égal à celui qu'ont donné la CNT et la FAI. » (Joan Peiro, *Perill a la Reraguarda*.) Les partis cités sont le centre et la gauche catalaniste, les partis communistes anti- et pro-moscou.

Mon résumé est que la perte de la guerre d'Espagne vient de la cohabitation entre des révolutionnaires anarcho-syndicalistes et en partie syndicalistes socialistes, et un magma républicain, socialiste, communiste en faveur de la propriété privée. Le refus de la guerre de guérilla, combinée avec des offensives rapides, au nom d'une entente éventuelle avec Franco et pour saper une victoire possible des forces révolutionnaires (ajouté au refus de l'indépendance pour le Maroc espagnol alors pressuré par Franco) a été la tactique des militaires et des républicains. Enfin, la répression a été, de toute évidence, pratiquée par des anarcho-syndicalistes des grandes

villes, souvent malgré l'opposition de leurs camarades dans les villages, en juillet-août 1936. Puis, au fur et à mesure que les conseillers soviétiques (et Togliatti) sont arrivés, des unités communistes de liquidation se sont mises en place, comme en novembre 1936 pour les prisonniers de Madrid assassinés à Paracuellos. Pour ce dernier point, la responsabilité communiste est claire (voir le texte ambigu de Koltsov, et les accusations contre Santiago Carillo, actuellement député communiste); et le fonctionnaire responsable des prisons qui mit fin jusqu'en 1939 au gachis était Melchor Rodriguez, anarcho-syndicaliste, auquel bien des franquistes et anti-franquistes sont reconnaissants.

Frank Mintz

A SIGNALER

Autogestions n° 19. Deux blocs importants: les régions en France; l'index complet de la revue 1980-1984. Le premier montre la présence d'une élite technocratique sans base populaire; le second est très pratique. La partie sans doute la plus intéressante est le bref dialogue Gorz, Mothé, Block sur l'évolution du travail et la place qu'il réserve aux intellectuels, avec chez certains bien des idées « aristocratiques ».

Sabaté et la guérilla en Espagne. Ce livre existe depuis 1972 en castillan et en italien. Le voilà en anglais, en attendant la traduction française, en cours depuis deux ans. Malheureusement, il est affublé d'une introduction qui ne correspond pas au sens de la vie de Sabaté (continuer la lutte violente, malgré l'abandon de tous) et affirme que la guérilla est possible toujours et partout pour les anarchistes. Adresse: Elephant éditions, BM Elephant, London WCIV3XX, Grande-Bretagne.

L'exercice du bonheur

Ce livre est important parce que c'est une étude universitaire débarassée des notes et du style (avec la rigueur des recherches d'archives, de témoins, de survivants), au service d'une expérience oubliée, considérée comme mineure. Et par là même, on peut se sentir proche de ces militants de tous les jours qui décident de se lancer dans la vie communautaire. La lecture du livre représente un effort parce que la répétition lassante des mêmes travers trouve à la fin un dénouement peu attendu. On ne sait plus alors si on a affaire à des Don Quichotte ou des maniaques, infiniment plus sympathiques en tout cas que les gens concrets de l'époque qui suivront Pétain.

Ecartant le débat des anarchistes et des marxistes contre les communautés, les auteurs nous décrivent Victor Coissac, se disant « socialiste anarchiste », qui à 50 ans va se lancer dans la création d'une communauté entre 1922 et 1935. Emile Armand, l'individualiste anarchiste, suivra cette tentative (ce sont surtout ses archives qui ont permis le livre), qu'il définira justement comme du communisme patriarcal (p. 112), propos aimable exprimé autrement par une camarade venue vivre pour voir le communisme et qui s'en alla en n'ayant vu que des querelles (p. 109).

Victor Coissac reprend, consciemment ou non, l'idée de Cabot du socialisme obtenu par le développement progressif des communautés, donc pacifiquement, grâce à la « progression géométrique » en « moins de quatre-vingts ans » (p. 48). Au-delà de l'aspect, aujourd'hui, ridicule, il reste l'idée d'un milieu meilleur, avec des individus prétendus tels, et des sympathisants. Cette hiérarchie est en fait suivie par Coissac, qui respecte une division du travail traditionnelle (les femmes aux fourneaux), tout en demandant la pluralité et la liberté sexuelle. L'auto-suffisance et l'autonomie financière ne seront jamais atteintes à cause de l'amateurisme des membres de la communauté, et une cécité générale face à la réalité, chacun cherchant à satisfaire ses dadas.

Face à cette situation dont il était bien informé, Emile Armand écrivait : « Ne nous intéresse en aucun cas la « colonie » où se place avant tout la recherche d'un bien-être économique qui se peut plus aisément obtenir en continuant à travailler en usine ou en atelier. Si les « colonies » ou « milieux libres » ne sont pas des laboratoires où s'expérimentent les divers aspects de la vie en camaraderie, quelle leçon peuvent-elles bien nous fournir ? » (p. 147). Je me demande justement si ce but n'est pas faux en soi, parce qu'il ne correspond pas à la réalité : l'amour en soi évolue au fur et à mesu-

re de l'âge, de la présence ou l'absence d'enfant. Dans les insurrections et revendications de travail collectif des travailleurs en URSS, en Espagne, en Pologne, etc., le but recherché n'était pas de s'aimer (il y a belle lurette que les religions proposent cela, avec souvent du succès), mais de supprimer l'exploitation. S'il n'y a pas un ciment concret pour réunir les individus et créer quelque chose, leur camaraderie ne risque-t-elle pas d'être une juxtaposition d'égoïsmes ?

Et du reste, Armand reconnaît implicitement ce fait en admettant la nécessité d'un « animateur » pour orienter une communauté (car sinon personne n'abdiquera son égoïsme). Il défend même le rôle de patriarcat : « On comprend fort bien qu'un animateur qui a consacré son temps et ses forces à la création et au développement d'une colonie refuse de laisser un intrus ou un nouveau venu annihiler le produit de son initiative ou

détourner de son cours une expérience (p. 180).

Si on compare les communautés exigeant une transparence, une foi des membres, et les collectifs en autogestion de la guerre d'Espagne formés d'anarcho-syndicalistes, de non-politisés et parfois de familles de sympathisants de droite, on constate que le but économique de la réussite entraîne une dynamique solidaire. Il ne me semble pas que l'amitié, l'amour en communauté aient produit des résultats positifs sur le plan économique. Le débat reste ouvert et la description de l'expérience de Coissac est à méditer.

Frank Mintz

● *L'exercice du bonheur ou comment Victor Coissac cultiva l'utopie entre les deux guerres dans sa communauté de l'intégrale*, édité par Diana Cooper-Richet et Jacqueline Pluet-Despatin, Champ Vallon (diffusion PUF), 1985, 271 p., 94 F.

Dans *Spirales**, à signaler un dossier consacré à Orwell,

dont il donne une vision qui sort en peu des sentiers battus. Roger Dadoun met en évidence le lien paradoxal qui peut exister entre la conception de la nature humaine telle qu'elle se fait jour dans 1984 et la pensée reichienne. « Nous abolirons l'orgasme », proclame O'Brien, mais, face à lui, Wiston répond obstinément « non ». « Contre les totalitarismes fonctionnant comme agents de mort et destructeurs de l'humanité, la résistance ne peut venir que de l'homme ordinaire (le smith) capable de se construire comme sujet à la fois unique, irremplaçable et fraternel, de développer et de cultiver en lui la puissance d'amour orgastique, de renouer et de magnifier ses liens avec la nature, et de contribuer de la sorte (couronnement du tryptique reichien : « l'amour, le travail et la connaissance ») à la fondation d'une société libre ».

Julian Symons montre que 1984 n'est pas seulement, dans l'intention même de Orwell, une critique du système soviétique, mais aussi une description du monde bien réel qu'était le monde occidental en 1948. Il met également en évidence le lyrisme et l'espoir dans les classes prolétaires et l'amour de la nature et de la vie qui ont empreigné la fin de l'avie d'Orwell.

Un article de Louis Sala-Molins montre le lien entre ce que Orwell a pu percevoir du stalinisme en Catalogne, notamment dans sa lutte contre l'anarchisme, et l'inspiration de 1984.

A signaler aussi un article un peu pessimiste de Jean-Marie Goulemot, et un autre de Gérard Lemaire, qui témoigne de la profonde expérience de l'humanité et des hommes de Orwell.;

* *Spirales* de la deuxième renaissance N. 46-47 -mai-juin 1985 7, rue Danton 75006 Paris.

Psychanalyse entre chien et loup

Freud est maintenant entré dans les mœurs, du moins apparemment, c'est-à-dire que notre culture a soigneusement trié, dans son œuvre foisonnante, ce qui pouvait fournir une idéologie bien carrée, bien normative. La psychanalyse est ainsi devenue un des plus fidèles piliers de l'ordre dominant et intervient lorsque les moyens habituels de répression se révèlent inefficaces ou trop ouvertement répressifs. Par ailleurs, technique relativement au point de «guérison», elle apporte souvent un soulagement réel à des souffrances psychologiques, parfois aux dépens de ce qui faisait la richesse et la recherche interne de la personne. On oublie ainsi que la psychanalyse, et singulièrement la pensée de Freud, c'est d'abord un multiple foisonnement riche de nombreuses contradictions, une recherche incessante et exaltante sur tout ce qui touche la Personne.

C'est cet aspect que met en évidence Roger Dadoun dans *Psychanalyse entre chien et loup* (Imago, 1984). Une lecture de Freud qui met en brèche la vision qu'en donnent généralement ses commentateurs, vision centrée sur l'Oedipe et la culpabilité. A l'origine, Dadoun place le mythe d'Isis, la mère, l'épouse, et son érotisme débordant, véritable défi à la mort et à la tristesse. On est loin de l'image craintive de la sexualité que nous donnent la plupart des cliniciens psychanalytiques, image marquée par le fantasme d'une mère dévorante et d'un père castrateur.

Par ce biais, Dadoun met en évidence la pensée d'un Freud amoureux de la vie et, par là, profondément libertaire. C'est ainsi qu'il retourne la vision traditionnelle de l'image paternelle, qui fonde et légitime tous les pouvoirs. Cette autorité n'est peut-être que pure arbitraire et la violence des fils qui la mettent à bas est une violence légitime et créatrice, une violence fondatrice d'un ordre nouveau, basé sur le principe de fraternité. «Si l'on admet, comme mythe, histoire et inconscient nous y invitent, qu'il y a, sinon identité, du moins connexion radicale entre cette violence originaire et une sorte de créativité politique permanente (mais qui subit, en permanence, refoulement et dégradation), il est possible de distinguer et peut-être de faire fructifier une des caractéristiques majeures, pour nous aujourd'hui, du principe fraternel, (...) il constitue un outil privilégié pour la mise en question, l'affrontement et le démantèlement des pouvoirs parentaux qui occupent souverainement les champs politique, psychologique et culturel. Ainsi exercé, le principe fraternel prolonge, relance et

regénère l'aventure égalitaire et libertaire de la communauté humaine» (p.107 - 108).

Ce principe fraternel n'a évidemment rien à voir avec une quelconque «révolte contre le père», puisqu'il s'agit d'un acte créatif, fondateur d'un ordre nouveau, qui, à la différence de l'ordre paternel, statique et normatif, est en perpétuelle évolution et riche de toutes les potentialités.

Editions "Acratie"

A peine sortie de la guerre d'Indochine, la France est confrontée à l'insurrection algérienne. Cette incapacité à résoudre le problème colonial est généralement interprétée comme la cause de la chute de la IV^e République. Certes. Mais il existe aussi un autre élément: un certain renouveau des luttes ouvrières, avec, périodiquement, de grandes grèves qui indiquent que contrairement aux prophètes qui enterrent régulièrement la classe ouvrière, celle-ci sait montrer sa force et faire mentir ceux qui ne veulent plus entendre parler d'elle. Peut-être une leçon pour la période actuelle?

C'est l'époque où la revue "Socialisme ou Barbarie", animée par des ouvriers (dont Daniel Mothé) et des intellectuels (dont C. Castoriadis, qui signe alors Chaulieu) atteint sa pleine maturité. Ignorée de ses contemporains, cette revue, qui se situe sur un créneau résolument anti-stalinien tout en restant anti-capitaliste (contrairement à toute cette intelligentsia d'aujourd'hui qui, anti-staliniens de la dernière heure, ne jurent plus que par la démocratie libérale) sera redécouverte dans les années 70, notamment par les textes théoriques que Castoriadis y a élaborés.

Dans cette présente édition, c'est l'aspect le moins connu de la revue que nous redécouvrons: celui de la vie dans les usines, de la chronologie de grèves très importantes qui ont marqué la France contemporaine, de l'analyse impitoyable des syndicats s'alliant au patronat pour briser ces mouvements. Des problèmes comme ceux des rapports entre ouvriers français et nord-africains, comme ceux des restructurations, de la désyndicalisation — qui sont, ô combien, d'actualité — sont analysés, disséqués, tels qu'ils existaient déjà à la fin de la IV^e République!



Dessin Geradine

Tout l'ouvrage est ainsi constitué d'intuitions solidement argumentées qui redonnent à la psychanalyse une dimension trop souvent refoulée et qui peut enrichir la pensée libertaire.

Alain

Ils éclaireront certainement tous ceux que ces thèmes préoccupent — avec raison — en 1985.

Prix pour les lecteurs d'IRL :

75 F (au lieu de 98 F en librairie)

port compris

ACRATIE - B.P. 23 - 64130 MAULÉON

LUTTES OUVRIÈRES 1953-1957

La vie en usine (G. Vivier)

Les grèves d'août 1953

Les grèves de l'été 1955

Les ouvriers face à la bureaucratie

(C. Castoriadis)

Journal d'un ouvrier chez Renault

Les ouvriers français et les nord-africains

(D. Mothé)

Agitation chez Renault (D. Mothé)

Les grèves de 1957

La rationalisation sur le dos des ouvriers

Déjà publié aux Editions "Acratie" :

● **Noir et Rouge - Anthologie 1956-1970**

Cahier d'études anarchistes (co-éd. Spartacus) - 285 p. 65 F. Décembre 82

● **L'Odyssée d'un passeport et autres nouvelles** - G. Markov - 126 p. - 50 F - Avril 83.

● **Corse: La liberté, pas la mort**

Vanina - 250 p. - 70 F - Novembre 83

● **Ecrits politiques (1977-1983)**

N. Chomsky - 192 p. - 70 F - Mars 84

● **Exotisme s'abstenir**

Charles Reeve - 176 p. - 90 F - Février 85

● **Les joyusetés de l'exil**

Charles Malato - 180 p. - 80 F - Février 85

Prix pour les lecteurs d'IRL :

Noir et Rouge: 55 F

Markov: 40 F

Corse: La liberté pas la mort: 60 F

Chomsky (écrits politiques): 60 F

Exotisme s'abstenir: 70 F

Les joyusetés de l'exil: 65 F

Pour tout achat de 3 livres :

Réduction de 10% sur le prix militant

Pour 4 livres: 15%

Pour 5 livres: 20%

— **Port compris** —

A propos de l'interview de Murray Bookchin

Les remarques critiques que l'on va lire ne concernent pas l'ensemble de l'interview de Murray Bookchin parue dans le numéro 60 (Pour une écologie sociale), mais seulement un point que l'on ne peut pas considérer comme important, sinon essentiel: celui des lieux d'intervention des militants anarchistes. C'est la question évoquée en France sous le nom de fronts principaux et fronts secondaires.

Murray Bookchin écrit: "... Mais comment allons-nous les (NDLR les ouvriers) convaincre? En allant dans les usines? Eh bien je souhaite bonne chance à ceux qui font cela, mais je trouve que nous touchons mieux les ouvriers américains en nous présentant chez eux et en leur parlant des questions de la guerre et de la paix, en leur parlant de relations familiales et de leurs problèmes en tant que jeunes s'ils sont jeunes. Nous les touchons aussi bien que si nous leur parlons de conditions de travail, d'augmentation de salaire, de diminution du temps du travail" (page 19).

Bien entendu, la vie des travailleurs ne se réduit pas à l'horizon de l'entreprise; le producteur est aussi consommateur, jeune, parent, vieux; il craint que la politique des grandes puissances ne précipite le monde dans la guerre. Les approches conseillées par Murray Bookchin sont tout à fait indispensables. Mais de là à préconiser d'abandonner le terrain de l'entreprise, il y a un écart qui a du surprendre plus d'un lecteur. L'opinion de Murray Bookchin, étonnante pour beaucoup, n'est cependant pas gratuite: il l'étaie sur une analyse que je considère en partie juste et en partie fautive. La partie positive repose sur un constat indéniable: la dislocation des structures traditionnelles du salariat et de la classe ouvrière; disparition d'entreprises datant de la première et de la deuxième révolution industrielle, multiplications des catégories, croissance relative et absolue du secteur tertiaire, demi-chômeurs, chômeurs, intérimaires précaires. Mais d'une tendance en plein développement depuis dix ans, on ne peut en conclure à la disparition prochaine de la classe ouvrière et au remodelage total de l'organisation du travail. Nous serions déjà en plein dans la période post-industrielle, telle est bien la pensée profonde de Murray Bookchin. Il n'est d'ailleurs pas isolé, il appartient à un courant de pensée dont la littérature est déjà abondante. En France, des auteurs aussi divers que Touraine, Min, Gorz et Partant en font partie, sans compter Didier Anger, le chef de file des Verts.

Ces auteurs procèdent à une extrapolation abusive tout à fait répandue. L'évolution des structures et des mentalités confère, certes, une certaine crédibilité aux théoriciens des sociétés post-industrielles, mais la mutation ne s'est pas encore effectuée. Comme devrait le montrer le prochain dossier, prévu par I.R.L., sur le syndicalisme, la classe ouvrière n'a pas encore disparu, et les savoir-faire

industriels au niveau du stade terminal de la production ne sont pas tous périmés; certains même se sont suffisamment adaptés pour se rénover et être considérés comme indispensables. La division entre auteurs de programme (logiciels) et surveillants n'est pas encore d'actualité.

Il faut reconnaître que la répartition du champ théorique et politique se fait trop souvent entre des conceptions archaïques et des conceptions post-industrielles. Les défenseurs des premières parlent de la classe ouvrière et du salariat comme s'ils étaient les mêmes qu'il y a cinquante, voire cent ans; les "post-industriels", comme si la classe ouvrière n'existait plus ou était devenue une réalité politiquement négligeable. La solution de remplacement proposée par Murray Bookchin, c'est le regroupement autour de l'écologie sociale, comme si la question de l'entreprise et des rapports de production était réglée. Il explique que l'écologie sociale est une pratique des relations entre les hommes et la nature qui débouche sur la société anarchiste. Ce point de vue ne me paraît pas très convaincant (tout ce qui est exposé dans la dernière partie de la colonne 3, page 17), mais sans doute mérite réflexion et surtout d'être examiné de façon approfondie, c'est-à-dire autrement qu'en passant. Cette notion de nature et d'équilibre écologique me paraît, cependant, bien confuse, un peu comme celle de Dieu. Murray Bookchin, d'ailleurs, oscille entre une approche post-industrielle et une approche pré-industrielle que, parfois, il est difficile de distinguer sous sa plume*.

Le nouveau regroupement ne peut se faire sur la base de l'hégémonie de la classe ouvrière, ni sur celle, rigide, de la mission historique du prolétariat: la recherche de revendications unifiantes, de front unique à l'ancienne, est devenue précaire et aléatoire, et correspond à une situation de la classe ouvrière qui n'existe plus. Le nouveau mouvement social ne peut pas non plus se recomposer autour de l'écologie sociale qui n'englobe pas tout et qui n'est qu'une composante, comme l'action ouvrière, dans l'entreprise qui reste essentielle. La politique sociale concrète consiste avant tout à trouver des convergences dans un projet entre toutes les composantes, beaucoup plus que d'élaborer des mots d'ordre généraux.

Il n'en reste pas moins que les initiatives et les écrits de Murray Bookchin doivent être popularisés. Ils ne peuvent pas être ignorés des anarchistes. Ils sont à verser au dossier de la réactualisation et de l'élargissement de la pensée anarchiste, bien que l'on puisse envisager cette recherche de façon bien différente. Tout, plutôt que de penser qu'il existe des textes sacrés qui nous livreraient des clefs pour ouvrir les portes de l'avenir.

Michel Ravelli

* C'est toute la question de la technologie: il est difficile, par exemple, de concevoir une réduction drastique de la durée du travail sans les effets conjugués d'une organisation sociale, égalitaire et conviviale, et des applications des découvertes des sciences.

Deux petites choses qui, je l'espère, permettront de continuer le débat.

La première est que la critique ou remarque que M. Ravelli fait à M. Bookchin ne tient pas compte, me semble-t-il, que, lorsque Bookchin parle du rapport avec les ouvriers, il fait référence aux Etats-Unis. Or, de toute part, on peut lire qu'aux USA, les choses semblent assez différentes, de ce côté-là, qu'en Europe et que cette transformation sociale dont nous nous parlons tous les jours est bien entamée.

Ceci dit, je pense personnellement que nous ne pouvons pas enterrer tout simplement la hache de la lutte de classes, mais tenir compte de tout ce qui bouge, réfléchit, veut changer la société. Et, à IRL, nous ne sommes ni des farouches partisans de la lutte de classes telle qu'on l'a conçue pendant plus d'un siècle, ni des fanatiques Bookchinien. Nous n'avons pas encore trouvé une étiquette qui puisse vraiment nous coller à la peau.

L'autre chose, c'est que, face aux idées, analyses, réflexions que nous donne M. Bookchin, et surtout en ce qui concerne l'Ecologie Sociale, quelles implications théoriques ou pratiques nous pouvons en tirer pour le mouvement libertaire, il me semble

que nous pourrions débattre globalement de ces idées. Mais peut-être qu'une interview, toujours superficielle, ne peut suffire. Alors, en attendant que l'ACL arrive à publier «The Ecology of Freedom», le dernier livre de M. Bookchin, nous vous invitons à lire les articles déjà publiés dans d'autres volumes. J'espère que le débat pourra ainsi se développer.

Mimmo

Ne pas être plus proudhonien que Proudhon

J'ai été pris à partie, ainsi que Luciano Lanza dans le courrier des lecteurs du dernier numéro de IRL. Permettez moi de faire une mise au point.

Adrien ne reproduit pas correctement la phrase qu'il veut m'incriminer, ce qui déplace la polémique. Je n'ai pas écrit: «Proudhon et son crédit sans intérêt comme incapable de rompre durablement avec la société capitaliste», mais «le pluralisme économique tel qu'il est défini dans l'échange mutuel de Proudhon, même assorti de la réforme du crédit sans intérêt, ni numéraire ne paraît pas capable de "rompre" durablement avec la société capitaliste». Ce que je critique, ce sont deux choses, l'échange mutuel proudhonien et le crédit sans intérêt, et surtout leur rapprochement (comme stratégie de transformation sociale ou comme aboutissement de la stratégie). Mais comme Adrien a omis le rapprochement, il s'intéresse évidemment prioritairement à la question du crédit.

Si je ne me suis pas attardé à cette question c'est que la démonstration (mot impropre, employé par Adrien qui confond la géométrie et l'économie) en a déjà été faite et connue: mon point de vue n'est pas original. Et je ne fais pas allusion à Plekhanov qui utilise des critères marxistes, mais au mouvement anarchiste lui-même et aux proudhoniens les plus inconditionnels qui préfèrent d'ailleurs glisser sur cette partie de l'œuvre de Proudhon, lorsqu'ils portent un jugement global sur ses écrits et ses réalisations. Il s'agit de la Banque du Peuple, que Proudhon a fondée en 1849: «Est-ce à dire que si l'on tient ce système pour inapplicable, si l'on ne croit décidément pas aux vertus régénératrices de l'échange égal et du crédit gratuit, on ne puisse rien trouver de substantiel, rien d'assimilable dans la pensée de Proudhon» p. 8, *Proudhon* par Célestin Bouglé, 1930.

Et sur la plume d'un admirateur encore plus fervent: «S'il (Proudhon) soumettait la société où il vivait à toutes les constructions théoriques de son temps, à une critique extrêmement corrosive... il s'est aussi posé comme un propagateur et réalisateur de solutions pratiques. C'est d'ailleurs cet aspect de son œuvre qui lui a le moins bien survécu. Songeons à ces multiples projets de Banque du Peuple et de son crédit gratuit qui ont tous échoué. Proudhon ne voyait d'ailleurs, dans les banques du peuple qu'un moyen de former des gestionnaires de la société future, dans une pratique sociale. S'il s'est imaginé longtemps que ce serait le cheval de Troie du socialisme contre le système capitaliste, que de telles mesures n'étaient pas susceptibles d'ébranler (N.D.R.: l'auteur va plus loin que moi), il ne faut pas oublier que Proudhon n'a jamais pensé que ses propositions puissent être éternelles» p. 58-59, *Actualité et défense de Proudhon* par Jacques Langlois, Payot éditeur 1974. Voilà Proudhon qui ne

veut pas être plus proudhonien que Marx ne voulait être marxiste.

Cela veut dire que même les commentateurs les plus élogieux de Proudhon et Proudhon lui-même considèrent que la Banque du Peuple et le crédit sans intérêt n'étaient valables que dans la société encore à sa première phase d'industrialisation où persistait le compagnonnage. Kropotkine, qui écrivait quarante ans après Proudhon, en est venu à penser que le calcul du juste prix et de la valeur échange était devenu très difficile, aléatoire et peut-être sans signification, en raison de la complexité croissante de la société. C'est même la raison pour laquelle il est devenu communiste (anarchiste-communiste).

Je comprends pourquoi Adrien me cite en même temps que Luciano Lanza. C'est que, par-delà les désaccords, nous nous interrogeons tous les deux sur un même sujet; par nature, l'échange comptabilisé (Proudhon fut comptable), toutes sortes d'échange peuvent-ils être autre chose que capitaliste par nature, et n'y-a-t-il de «science économique» que bourgeoise? Par conséquent, la transfor-

mation radicale des rapports sociaux peut-elle avoir d'autres bases que la fin de l'économie et de l'échange?

Il ne faut pas faire dépendre l'anarchisme de constructions économiques trop précises et datées. Chaque époque doit inventer ses propres solutions concrètes. C'est cela la réactualisation de la pensée anarchiste. L'anarchisme ne peut se réduire et se ramener aux écrits de Proudhon, Bakounine, Kropotkine et quelques autres, même si leur mérite reste inappréciable et peuvent encore guider nos recherches.

Je voudrais terminer sur un propos légèrement amer. Comment un anarchiste s'adressant à d'autres anarchistes peut-il le faire en employant le mot *élite*. On se croirait à la Sorbonne ou au ministère de l'Education nationale.

Je propose pour conclure que l'on organise précisément un débat sur la question du crédit, avec Adrien, moi-même et quelques personnes "compétentes". IRL pourrait le reproduire.

Michel Ravelli

COLLOQUE AUTOUR DU POUVOIR LYON 12 & 13 MAI 84



IRL - ATELIER DE CREATION LIBERTAIRE

Nous avons rassemblé toutes les interventions écrites présentées lors du Colloque «Autour du Pouvoir» que nous avons organisé les 14 et 15 mai 1984 à Lyon. Ces interventions qui ont déjà parues dans divers numéros de IRL, sont maintenant disponibles en brochure: 36 pages, 20 F port compris.

SOMMAIRE

Claude ORSONI	Questions sur la révolution
Nicolas TRIFON	Le totalitarisme réellement existant
Alain Thévenet	La morale illégitime
Nello Zagnoli	L'honorable société calabraise entre la hiérarchie et l'honneur
Jan SORTSKIFTE	La liberté et les maîtres ne font pas bon ménage
Luciano Lanza	La domination et l'économie
Paul FUSTIER	Laisser la merde en liberté

Quelques mots, comme ça à la lecture d'IRL, à quoi je suis abonnée depuis plusieurs années.

Des mots d'intérêt et de critiques qui, j'espère, sauront exprimer ma toujours double lecture de la revue.

Je suis souvent gênée par le «manque d'actualité» de la revue (ce qui m'apparait comme tel) et c'est pourquoi, en ce moment, je vous remercie des différents articles sur la Nouvelle Calédonie. Notamment le texte sur la position de soutien (distant) au FLNKS répond bien au genre d'attente que je peux avoir avec IRL. Idem pour le dossier sur le syndicalisme qui va sortir et que j'attends...

Je lis certes IRL pour avoir des informations sur l'état du mouvement aujourd'hui et, à ce titre, il remplit mon attente (lycéens, par exemple). Mais je cherche aussi dans la revue des arguments pour alimenter ma réflexion et mes interrogations sur la situation politique générale française, et cela reste vraiment absent, à mon sens, de la revue.

Peut-être me direz-vous, ne sommes-nous pas là pour ça, question de choix fondamental? Je n'en suis pas sûre. Bien entendu, s'il s'agit de nous renvoyer à nos classiques, avec citations des grands hommes toutes plus belles les unes que les autres, alors est-ce à dire que notre pensée ne vit pas? Non que j'attende des envolées théoriques puissantes, inédites, une philosophie politique libertaire qui fasse date!

Simple le point de temps à autre sur telle ou telle des interpellations actuelles ordinaires; où en sommes-nous avec ce socialisme? Où en sommes-nous avec le nationalisme fouettant? Quid de l'affaire Barbie qui, dois-je le rappeler, a au moins Lyon pour théâtre historique et géographique? Ce n'est pas dans n'importe laquelle des taules mais à Montluc, mais à St Paul, que ce personnage attend... Le territoire lyonnais politique n'a-t-il donc rien à dire là-dessus? L'année de la 40ème libération des camps? Serons-nous donc toujours, nous, libertaires, dans l'infamie d'un antisémitisme mal élucidé? Si cela est, je préfère au moins certains de mes ami-e-s vert-e-s, allemands, à qui leur vie a enseigné quelques exigences éthiques indéfectibles.

A quand, enfin, quelque chose sur le mouvement libertaire à Lyon, dans la décennie 1960-70? Non une histoire professionnelle, obsessionnelle! Des traces qui rendent compte de la bataille qu'IRL a dû mener pour se constituer. Dans le comité, des copains, un au moins, pourrait en rendre compte. La mémoire n'est certainement pas un feu sacré mais il arrive qu'elle enracine solidement dans le présent. Que ces mots ne soient pas pris pour ingratitude: je sais le boulot que suppose une revue, et la plus simple des réponses: do it yourself! N'y en a-t-il pas d'autres?

Evidemment, mes sympathies, voire amitiés, au comité lyonnais.

Claire Auzias



Voilà peut-être une dizaine d'années que je lis IRL, aujourd'hui, c'est le réabonnément. Sur mes oreilles, j'ai un casque de radio, il est 22 heures, j'écoute Radio Fourvière. C'est du Bach ou quelque chose comme ça. D'autres fois, c'est les «discours» cathos. Cette radio me convient, sa pensée est la plus proche des thèmes anars, égalité partage... Evidemment, il convient d'en prendre, mais aussi d'en laisser, à un certain moment, celui où on commence à se réfugier dans les mystères de Dieu ou dans l'esprit de Notre Seigneur. Dieu n'est pas une explication. «Notre père qui êtes aux cieux, restez-y, et nous nous resterons sur la terre qui est si belle...» disait à peu près Prévert. J'ai grandi en milieu super catho, ça se sent, mais qu'y faire, j'ai beau gratter la couche, elle repousse par en-dessous.

IRL, un cristal pur à sauvegarder. L'honnêteté, la franchise, tant pis si on est minoritaire, la vérité de toutes façons. On doit continuer. Amitiés

Alain R.M.
(01 Villars les Dombes)



pour le dossier
"cuite et
anarchisme"

POUR UNE CLARIFICATION DANS LE MOUVEMENT ANARCHISTE

En publiant le texte qui va suivre, nous ne voudrions pas faire de la polémique stérile. Nous avons été mis en cause dans un article du Monde libertaire («Anatomie de la mouvance libertaire»). Nous ne pensons pas faire partie de la «mouvance»: nous sommes en plein cœur du «mouvement» libertaire, comme l'est, à son niveau et selon ses propres choix, la Fédération anarchiste. Notre but est commun, seules nos méthodes d'organisation peuvent différer: à une fédération nous avons choisi une coordination avec les différents groupes qui constituent le mouvement lyonnais. Nous pensons nous aussi représenter une partie non négligeable du mouvement libertaire.

Nous souhaiterions qu'à l'avenir un débat s'engage dans les colonnes du Monde Libertaire sur ce qu'est réellement cette autre partie du mouvement libertaire qui n'a pas fait le choix de se fédérer. NB: nous aurions aimé publier l'article du Monde Libertaire pour que le lecteur se fasse une idée de ce qui a été écrit: par manque de place nous ne pouvons le faire. Nous vous invitons donc à vous y reporter (Monde Libertaire du jeudi 23 mai 1985).

Le jeudi 23 mai 1985 est paru dans le Monde Libertaire, hebdomadaire de la Fédération Anarchiste, un article intitulé «Anatomie de la mouvance libertaire» signé Jean-Marc Raynaud, adhérent de cette organisation.

Le contenu de cet article présente l'originalité d'avoir pour la première fois dans le Monde Libertaire, fait une «analyse» non exempte de polémique, de ce qui est appelé ici la «mouvance» libertaire, c'est-à-dire de ce qui est «en-dehors» de la Fédération Anarchiste...

Au-delà de cette particularité, c'est une interpellation de l'ensemble du mouvement anarchiste, sur sa situation actuelle et son rapport avec la Fédération Anarchiste. En effet, cette présentation raccourcie met en parallèle, d'un côté sous un aspect négatif la «mouvance» libertaire et de l'autre, sous un aspect positif, le mouvement anarchiste... c'est-à-dire la Fédération Anarchiste. Une méthode d'analyse qui ne peut nous laisser indifférent.

C'est pourquoi nous nous adressons à l'ensemble des composantes du mouvement anarchiste concerné par ce texte afin de susciter des réponses pour clarifier de manière critique nos positions quant à l'état actuel de nos forces qu'elles soient fédérées ou non.

Cet article ayant provoqué de multiples réactions, nous souhaiterions coordonner et rassembler les interventions pour ce débat, dans le respect des différences; le fondement essentiel du mouvement anarchiste étant pour nous le pluralisme, ce qui signifie l'existence de diverses opinions, continuellement prêtes au débat, à la confrontation.

Nous espérons ainsi remettre à l'ordre du jour la conception du débat entre les camarades, d'une part dans le refus du sectarisme, et ce malgré le foisonnement des opinions, et d'autre part briser la conception monopolistique et hégémonique que tente de nous imposer la Fédération Anarchiste par l'intermédiaire de ce camarade.

C'est dans cet esprit que nous vous proposons un plan de travail suffisamment ouvert pour permettre la libre expression tout en suivant un schéma structuré.

Cette initiative semblerait vaine si elle ne s'inscrivait pas dans une démarche plus lointaine dont l'objectif serait l'organisation d'une Assemblée Générale du mouvement anarchiste français.

Cela pourrait traduire la convergence de nombreuses initiatives en cours, en particuliers les journées libertaires de Lyon, les rencontres sur l'intervention libertaire dans les luttes sociales organisées par des camarades de l'Entr'aide à Paris, ou le Forum sur l'Alternative proposé pour 1986 par l'UTCL...

Cette assemblée générale pourrait également faire le bilan des expériences pratiques où le mouvement anarchiste depuis plus d'un an s'est impliqué de manière positive et dynamique.

Au-delà de la rhétorique, le mouvement anarchiste doit se retrouver dans une intervention politique concrète, dans une perspective révolutionnaire sans ambiguïté, et claquer la porte aux solutions démagogiques du type «viens chez moi y'a du feu!».

Les textes-réponses, individuels ou collectifs, seront réunis en vue de leur publication prochaine sous la forme d'une brochure adressée et diffusée à l'ensemble du mouvement.

Cette édition fournira ensuite une base de travail pour la préparation éventuelle de l'assemblée générale du mouvement anarchiste.

Nous tenons à signaler que cette initiative se veut être la plus large et collective possible et que la participation de toutes les composantes du mouvement est souhaitée.

Nous sommes convaincus que notre démarche retiendra l'attention de nombreux camarades, par notre volonté commune d'aller de l'avant.

Le 23 juin 1985
Gérard DUPRE
Jean-Charles CANNONE
Jean-Louis PHAN-VAN

Pour recevoir le plan de travail, pour l'envoi des textes ou pour toute information, écrire à:
Gérard DUPRE BP 21 94190
Villeneuve St Georges.

Atelier de Création Libertaire,
13 rue Pierre Blanc
69001 Lyon

C.C.P. 572459 L Lyon

Un anarchisme contemporain
Venise 84

**Vol.1 Anarcho-syndicalisme et luttes
ouvrières, 104 pages 56 F.**

Daniel COLSON: Anarcho-syndicalisme et pouvoir; Luis Andres EDO: Syndicalisme révolutionnaire; Octavio ALBEROLA: Le déclin idéologique et révolutionnaire de l'anarcho-syndicalisme espagnol; Yvon LE BOT: Le dernier pays de l'utopie ouvrière Nicolas TRIFON: Syndicalisme: révolutionnaire dans le socialisme réel.

**Vol. 2 Aventures de la liberté
80 pages, 44 F.**

Que signifie « vivre l'anarchie » dans le monde de la domination? Sur quoi fonder une éthique, une fois rejetées les normes et les lois imposées de l'extérieur? Quelle est la place de la nature, de la technique, de la science, dans l'effort vers une société libre et la réflexion à son sujet? Ces questions simples et leur discussion sont autant de reflets des tensions libertaires dans les sociétés contemporaines, autant d'aventures de la liberté.

Roberto AMBROSOLI: L'anarchisme de tous les jours; Roger DADOUN: Vivre l'anarchie; Murray BOOKCHIN: Le changement radical de la nature; Robert PAGES: La liberté, la guerre et la servitude; Ariane GRANSAC: La « libération » des femmes; Mario BORILLO: Vers un « 1984 » informatique.

DEJA PARU

Interrogations sur l'Autogestion
1979 - 108 p. - 18 F
L'Imaginaire Subversif
1980 - 194 p. - 60 F
Sociobiologie ou Ecologie Sociale
(Murray Bookchin)
1983 - 52 p. - 24 F
Femmes, Pouvoir, Politique,
Bureaucratie
1984 - 140 p. - 30 F
Le Pouvoir et sa Négation
1984 - 130 p. - 33 F
L'Oeuvre et l'Action d'Albert Camus
dans la mouvance de la tradition libertaire
1985 - 48 p. - 30 F
PA KIN: le Coq qui chantait dans la nuit
(JJ Gandini)
1985 - 48 p. - 24 F

à paraître en octobre 1985:

vol. 3 : L'Etat et l'anarchie

(Nico Berti, Murray Bookchin, Eduardo Colombo
Rudolf de Jong).

en novembre 1985

vol. 4 La révolution

(C.Orsoni, Eduardo Colombo, Horst Stowasser,
Andrea Papi, Joao Freire, Tomas Ibanes, Luciano Lanza).

AVENTURES DE LA LIBERTE

ANARCHISME
CONTEMPORAIN
VENISE 84

atelier de création libertaire

HIN...HIN!...
JEUNESSE
DÉCADENTE!
TSS,TSS...

